

Saïdal : la production du vaccin anti-Covid algérien débutera le 29 septembre P. 2

TRANSPORT AÉRIEN

Un plan pour sauver Air Algérie

Lire l'article de El-Houari Dilmi page 3



**LE MINISTRE DE LA SANTÉ
REÇOIT DEMAIN
LEUR SYNDICAT
Grève annoncée
des anesthésistes
et réanimateurs**

Lire l'article de M. Aziza page 2



ANNABA

**Une tentative de harga
mise en échec,
deux membres
du «MAK» arrêtés** P. 4

BECHAR

**Des recherches pour
retrouver un enfant
de 4 ans disparu** P. 5

INSÉCURITÉ ROUTIÈRE

L'irresponsabilité sur les routes

P. 5



Le ministre de la Santé reçoit demain leur syndicat Grève annoncée des anesthésistes et réanimateurs



M. Aziza

Le syndicat national des auxiliaires médicaux en anesthésie et réanimation (SNAA-MARS) revient à la charge en annonçant une grève nationale de trois jours du 21 au 23 septembre, exigeant des réponses concrètes à ses doléances.

Le syndicat décidera du maintien ou non du mot d'ordre de grève en fonction des résultats découlant de la réunion de concertation qui aura lieu entre ses membres et le ministre de la santé, demain dimanche au siège du ministère de la santé.

C'est ce qu'a affirmé le secrétaire général du syndicat, Bendali Amine à notre journal, en précisant qu'auparavant le syndicat avait déjà engagé une grève pour revendiquer notamment et en priorité la protection juridique des auxiliaires médicaux en anesthésie et en réanimation. Il a précisé qu'au jour d'aujourd'hui, les auxiliaires médicaux n'ont pas une « nomenclature des tâches bien définie », pourtant ajoute-t-il, « ils sont omniprésents dans les blocs opératoires ».

Ils revendiquent une protection juridique qui définit clairement la nature du travail ou des missions que doivent accomplir les auxiliaires médicaux en anesthésie et en réanimation, de l'exécution des prescriptions médicales et de la réa-

lisation de tâches, jusqu'à la surveillance du patient en cours d'anesthésie et après l'acte chirurgical. « Nous avons des auxiliaires médicaux qui ont été poursuivis en justice en raison de l'absence d'un cadre juridique clair et précis » souligne notre interlocuteur.

« C'est pour cette raison que notre syndicat et les auxiliaires médicaux réclament depuis des années l'établissement d'une nomenclature définissant nos tâches », souligne M. Bendali.

Et de revendiquer, en outre, la révision du statut particulier de 2011, révisant la fonction des anesthésistes et réanimateurs. Ils exigent une formation adaptée en externe (bac +5 au niveau d'un institut national, ainsi que la revalorisation du diplôme de tous les auxiliaires médicaux en anesthésie et réanimation. Notre interlocuteur regrette le non-respect des engagements consignés dans les quatre procès-verbaux rédigés à l'issue des réunions de concertation et de négociation tenues notamment après la grève du mois de février dernier. Les membres du syndicat exigent des réponses concrètes de la part de la tutelle. Et ce, tout en brandissant la menace de durcir leur mouvement de protestation si jamais ils n'obtiennent pas des réponses claires et précises à leurs revendications essentielles.

Coronavirus: 235 nouveaux cas et 19 décès enregistrés

Deux cent trente-cinq (235) nouveaux cas confirmés de coronavirus (covid-19), 188 guérisons et 19 décès ont été enregistrés ces dernières 24 heures en Algérie, a annoncé, vendredi, le ministère de la Santé dans un communiqué.

Le total des cas confirmés s'élève ainsi à 201.224 dont 235 nouveaux cas durant les dernières 24 heures, celui des décès à 5.670 cas, alors que le nombre de patients guéris est passé à 137.598 cas.

Par ailleurs, 25 patients sont ac-

tuellement en soins intensifs, ajoute la même source. En outre, 20 wilayas n'ont recensé aucun cas durant les dernières 24 heures, 20 autres ont enregistré de 1 à 9 cas, tandis que 8 wilayas ont enregistré 10 cas et plus. Le ministère rappelle, par la même occasion, que la situation épidémiologique actuelle exige de tout citoyen vigilance et respect des règles d'hygiène et de distanciation physique, tout en insistant sur le respect du confinement et du port du masque.

Saïdal La production du vaccin anti-Covid algérien débutera le 29 septembre

Les premiers lots du vaccin anti-Covid "CoronaVac" seront produits au niveau de l'unité de production du Groupe public "Saïdal" à Constantine le 29 septembre en cours, a indiqué vendredi à l'APS le ministre de l'Industrie pharmaceutique, Abderrahmane Lotfi Djamel Benbahmed.

"La production effective du vaccin anti-Covid devrait débuter le 29 septembre en cours", a affirmé M. Benbahmed, précisant que les prévisions tablent sur la production de 1 million de doses au mois d'octobre prochain, deux (02) millions en novembre, trois (03) millions en décembre et plus de 5,3 millions de doses à partir du mois de janvier 2022.

Le vaccin "CoronaVac" sera produit au niveau de l'unité de production du Groupe public "Saïdal" à Constantine en coopération avec la société pharmaceutique chinoise "Sinovac", a rappelé le ministre, précisant que les capacités de production de cette unité sont de 320.000 doses par jour sur un shift de 8h, soit huit (08) millions de doses par mois.

"Nous avons un plan de charge de production de 65 millions de doses par an, donc, nous pouvons atteindre cette production sans

toutefois augmenter les capacités de production (2 shifts) ou recourir à d'autres unités de production", explique M. Benbahmed, assurant que "l'Algérie pourrait arriver à produire 200 millions de doses par an avec l'unité de Saïdal à Constantine". A cet effet, insiste-t-il, "l'Algérie dispose des capacités industrielles et humaines pour pouvoir répondre, à la fois, aux besoins du pays et à ceux d'une grande partie du continent africain".

Dans ce sillage, M. Benbahmed a rappelé que son ministère a été chargé, en application des instructions du Président de la République, de produire localement le vaccin anti-Covid afin "d'assurer notre souveraineté sanitaire et répondre à la demande du plan de vaccination mis en place par notre pays", notant également la possibilité "d'aider les pays amis du continent à pouvoir répondre à leur propre plan de vaccination".

Soulignant que l'unité de production de "Saïdal" dispose d'une "longue expérience" en matière de production des médicaments stériles, M. Benbahmed a souligné que la matière première nécessaire à la production de ce vaccin a été reçue à la fin du mois d'août passé, permettant ainsi le lance-

ment du processus de fabrication et l'enclenchement des étapes qui précèdent la production effective du vaccin, conformément aux normes internationales, notamment la mise en place des installations nécessaires et la stérilisation. M. Benbahmed a précisé que le projet de produire le vaccin "CoronaVac" en Algérie a été initié depuis quatre mois et il a été piloté par le comité installé au niveau de son ministère, soulignant que ce comité comprend le ministère de l'Industrie pharmaceutique, le ministère des affaires étrangères, l'Agence de sécurité sanitaire, l'Institut pasteur Algérie, ainsi que de nombreux universitaires de différentes grandes universités d'Algérie, dont l'USTHB avec pour mission l'accompagnement du Groupe "Saïdal" à l'aboutissement de ce projet production.

Le contrat de production a été conclu le mois de juin avec la société chinoise "Sinovac", tandis qu'une équipe technique de cette société s'est rendue en juillet en Algérie pour la validation de l'unité de production du Groupe "Saïdal" à Constantine afin de pouvoir prendre en charge cette production du vaccin, a encore rappelé M. Benbahmed.

ANALYSE

Abdelkrim Zerzouri

Critère emploi, docteur !

A-t-on fini avec le chômage des titulaires d'un diplôme de docteur ?

Un pas est fait dans cette direction, avec l'adoption d'un cadre pratique permettant le recrutement des titulaires d'un diplôme de doctorat dans diverses institutions économiques et de l'administration publique, selon l'annonce du ministre de l'Enseignement supérieur.

Une note signée mercredi dernier par le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Abdelbaki Benziane, et le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Abderrahmane Lahfaya, ainsi que le Directeur général de la Fonction publique et de la réforme administrative, Belkacem Bouchemal, applicable immédiatement après sa signature, sera susceptible de doter les administrations, les entreprises publiques, et les entreprises économiques publiques et privées de compétences hautement qualifiées dans divers domaines et spécialités scientifiques et technologiques. « Ce qui contribuera certainement leur développement et à l'amélioration de sa gestion et performance », a estimé la même source. Confronté ces dernières années aux problèmes de l'employabilité des titulaires d'un diplôme de doctorat, à l'instar d'autres pays en voie de développement, et même dans des pays développés, exception faite des pays anglophones, l'Algérie adapte de nouveaux critères et conditions d'accès à certains postes pour offrir à ces hauts diplômés l'opportunité de décrocher un poste d'emploi hors université. L'université s'engage, elle, à œuvrer auprès des autorités compétentes à garantir des postes d'emploi, à travers l'affectation de plus de 2 000 postes au recrutement externe pour accéder au grade de Maître assistant de catégorie "B" et Maître assistant hospitalo-universitaire de catégorie "B", mais cela reste insuffisant pour satisfaire une demande « cumulée » depuis des années de cette catégorie de diplômés universitaires de rang doctoral.

Même si nombre d'entre eux ont opté pour

l'expatriation dans des pays qui ont opté, eux également, pour une immigration sélective, octroyant des permis de séjour pour les détenteurs de diplômes universitaires, d'ingénieurs, de techniciens et autres métiers recherchés. L'initiative est, donc, très importante pour atténuer la saignée de la matière grise, et pourvoir les administrations, les entreprises publiques, et les entreprises économiques publiques et privées en compétences pouvant apporter des solutions aux problèmes de gestion, proposer un nouveau modèle de gestion basé sur l'économie du savoir et participer au développement de cette notion, à condition d'exploiter leurs connaissances en les adaptant aux spécificités du terrain. Soit éviter de tomber dans le piège d'un recrutement « social », les caser dans des bureaux à se rouler les pouces, juste pour honorer cette note ministérielle. Ou encore exiger le critère du diplôme de doctorat dans des postes qui requéraient naguère le Master, chose qui conduirait à une surévaluation des conditions d'accès à certains postes. Ainsi, on aurait un diplôme de doctorat qui abaisserait le Master, lequel abaisserait à son tour la Licence, qui écraserait le Bac et le niveau secondaire sur le marché de l'emploi. Une réalité qui a favorisé un temps la course aux diplômes toujours plus hauts, avant que la réalité des débouchés sur le marché de l'emploi ne conduise les étudiants à opter pour des filières qui garantissent le travail à l'issue du cursus universitaire. Résultat de la course, on a des bacheliers avec des moyennes de 17 et 18/20 qui n'ont pas plus d'ambition que de suivre des formations courtes et salaire assuré au bout, en s'inscrivant à l'Ecole normale supérieure (ENS) ou préférer une formation dans un Institut paramédical à de longues études dans une faculté de médecine, pour l'exemple. En gros, l'emploi à la fin des études universitaires est devenu l'enjeu majeur de la professionnalisation / formation dans les programmes des universités.

Le Quotidien d'Oran

Edition Nationale d'Information
Editée par la SPA
ORAN - PRESSE
au Capital de 195.923.000,00 DA

Président
Directeur Général
Directeur
de la Publication
Mohamed Abdou
BENABBOU

Direction - Administration
Rédaction centrale
63, Ave de l'ANP - Oran
B.P.N°110 - Oran
Tél. 041.23.25.22
23.25.23 / 23.25.24
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15

Fax Pub: 041.23.25.21
Fax et Rédaction: 041.23.25.20

Imp. : Oran : imprimerie
"Le Quotidien d'Oran"
Alger : imprimerie "Le Quotidien d'Oran"
Constantine : S.I.E.

INTERNET: <http://www.lequotidien-oran.com>
E-mail : infos@lequotidien-oran.com
publicite@lequotidien-oran.com
admin@lequotidien-oran.com
lequotidiendoran@yahoo.fr

Rédaction Algéroise
Tél. : 021. 64.96.39 - Fax : 021. 61.71.57
Pub Tél.: 021. 64.96.44

Rédaction Constantinoise
Tél. : 031.92.12.11
Fax : 031.92.12.22

Diffusion : Ouest et Centre : SDPO - Est: SO.DI. PRESSE

Transport aérien Un plan pour sauver Air Algérie

La direction d'Air Algérie a valorisé la rencontre qui a réuni, mercredi, autour du ministre des Transports, le directeur général par intérim de la compagnie aérienne nationale, accompagné de son staff composé de plusieurs directeurs centraux.

El-Houari Dilmi

En effet, au cours de cette réunion de concertation, présidée par le ministre des Transports, Aïssa Bekkai, le PDG intérimaire a présenté un point de situation sur la compagnie aérienne et le programme à mettre en œuvre en prévision de la reprise des vols après le déconfinement et l'évolution que connaît le transport aérien au niveau régional et international. Le responsable intérimaire d'Air Algérie a ensuite présenté le plan de développement de l'entreprise à l'aune de la grande évolution que connaît le secteur du transport aérien en Afrique notamment, et la place qui doit revenir au pavillon national.

Le staff dirigeant de la compagnie aérienne a également présenté les grandes lignes du plan de développement de l'entreprise, inspiré des points forts et points faibles du pavillon national et l'analyse du transport aérien international et des compagnies concurrentes.

Le plan de développement d'Air Algérie a surtout fait la part belle au transport domestique et le développement des lignes intérieures, le renouvellement de la flotte en vue de l'augmentation des dessertes vers le continent africain, la révision du cadre juridique lié au transport aérien, la création d'activités annexes, avec la création d'une société de maintenance avant la fin de l'année en cours et une autre dédiée aux prestations terrestres au courant de l'année 2022. Le plan de sauvetage de l'entreprise fait également état de l'adhésion de la compagnie aérienne à des organisations professionnelles régionales, la promotion de la destination Algérie en collaboration avec les institutions et les organismes concernés, outre l'introduction des nouvelles technologies et la numérisation dans toutes les prestations destinées à la clientèle et l'amélioration de l'attractivité du pavillon national.

La nouvelle politique tarifaire de la compagnie aussi bien pour les lignes intérieures qu'extérieures, sera basée notamment sur la nouvelle technologie «Revenue management» qui sera introduite afin de rivaliser la concurrence et bénéficier de ses avantages. Après avoir assisté à la présentation du plan de sauvetage d'Air Algérie, le ministre du secteur a salué «les efforts entrepris par le staff dirigeant de l'entreprise malgré le contexte difficile dans le lequel elle évolue, la pandémie de Covid-19 notamment», suggérant de «décliner le plan de développement de la compagnie aérienne en plusieurs étapes à court, moyen et long terme», a-t-il souligné.

Le ministre des Transports a, par ailleurs, exhorté les responsables d'Air Algérie «à compter sur les capacités propres de l'entreprise», rappelant les instructions du président Tebboune en ce qui concerne le plan de restructuration de la société et la refonte totale de son mode gestion. Il a aussi abordé l'ouverture du ciel (Open sky) qu'il estimé «inévitables», soulignant que l'ouverture du transport aérien au secteur privé «constituait l'une des priorités du gouvernement en ce sens qu'elle va contribuer à la promotion de la destination Algérie et la relance de la machine économique», a-t-il indiqué. Aïssa Bekkai a, enfin, exhorté la direction de la compagnie à revoir la politique des prix en ce qui concerne les vols domestiques, «cela pour encourager les Algériens à utiliser le transport aérien, surtout vers le Grand sud», a-t-il affirmé, ajoutant qu'un «bilan d'étape sera effectué régulièrement pour évaluer l'application sur le terrain du plan de restructuration de l'entreprise». Un pari difficile à tenir vu les charges énormes et incompressibles supportées par l'entreprise, telles que la masse salariale, l'entretien des avions et les dépenses en devises, en plus de la récession mondiale que connaît l'activité du transport aérien.

Hausse des prix des intrants Des mesures d'urgence en faveur des agriculteurs

Des mesures d'urgence ont été prises par le ministre de l'Agriculture et du développement rural, Abdelhamid Hemdani, en direction des agriculteurs impactées par la hausse des prix des intrants agricoles sur le marché international, a indiqué jeudi un communiqué du ministère.

«Suite à la hausse des prix des intrants agricoles sur le marché international et afin d'atténuer l'impact sur l'activité agricole au niveau national, M. Abdelhamid Hemdani, ministre de l'Agriculture et du développement rural, a mis en place des mesures d'urgence en direction des agriculteurs des différentes filières agricoles impactées par cette envolée des prix afin

de leur permettre d'entamer la campagne agricole dans de bonnes conditions», est-il noté dans le communiqué.

Dans ce cadre, il a été procédé à la mise en place d'un nouveau dispositif de soutien qui consiste en augmentation des prix de référence des différentes catégories d'engrais, a fait savoir la même source.

Tout en rappelant que ces mesures ont été prises après plusieurs rencontres de concertation entre l'administration et les professionnels, le ministère a souligné que d'autres dispositifs incitatifs sont en cours d'élaboration par ses services, et ce, pour assurer «un meilleur encadrement des activités agricoles».

Elections locales Le RCD s'achemine vers le boycott

M. M.

Lors de son allocution, prononcée, hier, à l'occasion de la tenue du Conseil national de son parti, le président du RCD, Mohcine Bellabas, a laissé entendre que la décision s'achemine vers le boycott des élections locales anticipées. M. Belabbas a entamé son allocution en appelant à une minute de silence «à la mémoire des victimes trop nombreuses du Covid-19 et celles des feux de forêts sans oublier l'artiste Djamel Bensmail assassiné en direct sous les projecteurs des appareils photos cellulaires». Après avoir évoqué la situation politique et économique du pays, commentant le plan du gouvernement, l'intervenant a estimé qu'en convoquant «pour la troisième fois» une élection durant la période de crise sanitaire, «le pouvoir joue la santé des Algériens à la rou-

lette russe en moins d'une année».

«La convocation par le chef de l'Etat du corps électoral pour des élections locales anticipées en plein pandémie du covid-19 et surtout avec une quatrième vague annoncée dans une conjoncture où le taux de vaccination est l'un des plus faibles au monde renseigne sur la préoccupation des dirigeants officiels quant à la santé des populations. D'aucuns diront que c'est la troisième fois que le pouvoir joue la santé des Algériens à la roulette russe en moins d'une année», a déclaré M. Belabbas.

Ajoutant, qu'«au-delà de l'absence des conditions d'une compétition électorale libre et transparente, le régime électoral promulgué par ordonnance du chef de l'Etat est devenu caduque en vertu de l'article 142 de la constitution qui stipule que «le Président de la République soumet les ordonnances qu'il a prises à

l'approbation de chacune des chambres du Parlement au début de sa prochaine session. Sont caduques les ordonnances non adoptées par le Parlement» a ajouté le président du RCD. Pour ce dernier, il «s'agit là d'un abus de position» qui «rend l'organisation d'élections locales anticipées et la convocation du corps électoral illégales». «La même illégalité caractérise le mandat de l'assemblée nationale actuelle et risque de s'étendre au mandat des futurs assemblées communales et de wilaya si une décision n'est pas prise pour laisser le mandat en cours aller à son terme d'autant plus qu'aucune urgence déclarée n'est à signaler pour ce scrutin», a-t-il ajouté.

Mohcine Belabbas a également annoncé que le congrès du RCD «sera convoqué pour le premier semestre de l'année 2022, soit le mois de juin au plus tard».

Le MSP annonce sa participation

Le président du Mouvement de la société pour la paix (MSP), Abderrezak Makri, a annoncé vendredi à Alger la participation de sa formation politique aux élections locales du 27 novembre prochain.

S'exprimant lors des travaux de la 20e Université du mouvement tenue sous le slogan "Elections locales: défis et enjeux", M. Makri a souligné que le mouvement "poursuivra son combat politique constructif en participant à ces élections locales (...) et ne ménagera aucun effort au service du pays".

"En dépit de la conjoncture actuelle qui prévaut dans le pays", le MSP "ne cédera pas au désespoir et à la frustration politique", a-t-il soutenu, exprimant "sa disposition à participer

au débat et au dialogue constructif avec toutes les parties pour concrétiser le consensus politique au service du pays".

Dans ce cadre, M. Makri a mis en avant la nécessité de faciliter l'action militante de tous les partis, d'accorder la chance à tout un chacun et d'organiser des élections libres, régulières et transparentes en luttant contre la fraude". Le président du MSP a également insisté sur l'impératif de lutter contre la corruption et de sensibiliser les citoyens à une participation massive aux prochaines élections locales.

Concernant le Plan d'action du gouvernement adopté, jeudi, par l'Assemblée populaire nationale (APN), M. Makri considère que ce

programme "ne prévoit pas de vision prospective claire suivant des objectifs et des chiffres objectifs dans tous les domaines socioéconomiques et commerciaux, en adéquation avec la réalité du pays". Il a insisté sur l'impératif de lutter contre la corruption vu la disponibilité des compétences et des capacités pour réaliser la relance économique", a-t-il dit, jugeant nécessaire de "lutter contre le marché parallèle, d'ouvrir l'investissement et d'accompagner les Petites et moyennes entreprises (PME)". M. Makri a enfin exprimé le rejet de sa formation politique de l'idée de recourir à "un règlement à l'amiable avec la Isaba (bande) pour la récupération des fonds pillés".

**Raïna
Raïkoum**
Belkacem Ahcène-Djaballah

Les raisons de la «colère»

«révolte» ou «colère» (à saluer !) du Chef de l'Etat pour que la pendule sportive nouvelle du pays soit remise à l'heure (ou, pour paraphraser

une citation occidentale, que «le sport soit remis au centre du village») et que la minorité sportive des «personnes aux besoins spécifiques» soit accueillie, fêtée et récompensée à hauteur de ce qu'elle a apporté comme joies et larmes de bonheur et comme fierté aux téléspectateurs algériens... grâce aux chaînes internationales étrangères et aux réseaux sociaux. En attendant la suite: la mise en application, sans détours et sans lenteur, des orientations (assez précises, il faut le dire et ne souffrant d'aucune interprétation), ainsi que leur élargissement étudié à toute la communauté des «personnes aux besoins spécifiques».

Par ailleurs, tout en se félicitant des accueils officiels et/ou publics actuels (quelques-uns, heureusement rares, trop tapageurs pour être sincères et, surtout durables), c'est toute la stratégie de la communication sportive des (grands) médias publics et privés (bien plus que celles des Administrations et Institutions) qui est à revoir de fond en comble. Désormais, à travers le monde entier et pas seulement en Algérie, les activités sportives sont un tout, participant au renforcement de la cohésion sociale et sur le plan international, à la démonstration, sur le terrain des compétitions, et ce, quel que soit l'endroit où elles se déroulent et quels que soient les résultats (bien sûr, l'idéal est qu'ils soient positifs), à l'image de marque du pays, faite de solidarité, d'humanité et de solidité. Il faut, aussi, se départir de la mentalité de «tueur» ou d'on ne sait quel «guerrier du Sahara» et surtout cultiver celle de «combattant», de «lutteur». Bref, de «bosseur» à la force tranquille qui va jusqu'au bout de ses combats, continuellement «plus haut, plus loin, plus fort», dans le cadre du strict respect des intérêts supérieurs de l'Etat et suprêmes de la nation qu'il représente et non de ses penchants politiques personnels et de ses émotions et calculs passagers et ce, sur les pistes, sur les rings, sur les tatamis et, aussi, en société.

Le plan d'action du gouvernement approuvé à l'APN Les promesses du Premier ministre

Une première majorité acquise par le 1^{er} ministre et ministre des Finances, Aymene Benabderrahmane, les 318 voix qui ont adopté jeudi dernier le plan d'action de son gouvernement contre 65 qui ont dit non «par principe».

R. N.

C'est sans surprise, aucune, que le 1^{er} ministre a fait adopter son «plan d'action» par la majorité des députés de la chambre basse lors d'une séance plénière présidée par Brahim Boughali et en présence des membres du gouvernement. Un vote qui est intervenu après trois jours de débats auxquels ont participé presque tous les députés. Même les 65 non ne dénotent rien au sein d'un parlement dont une grande partie s'initie à la vie parlementaire de part son élection pour la première fois de sa vie de jeune comme «élus nationaux du peuple» par l'«Algérie nouvelle». En effet, les non sont ceux des 65 députés du MSP que l'un d'entre eux a expliqué à la presse qu'«on n'a fait qu'exercer notre droit démocratique(...)». C'est, a-t-il dit, «un non de principe».

Tous les intervenants ont relevé que «le plan» a été élaboré sur la base d'une multitude de promesses, de souhaits, d'espoir et de «nia safia». Ses rédacteurs ont repris les «54 engagements» du candidat Tebboune pour les transformer en «plan» que le gouvernement Benabderrahmane a retenu pour, promet-il, relancer l'économie nationale. «Il est composé de cinq chapitres (...) à savoir la consolidation de l'Etat de droit et la rénovation de la gouvernance, la relance et le renouveau économique, le développement humain et une politique sociale renforcée, une politique étrangère dynamique et proactive, ainsi que le renforcement de la sécurité et de la défense nationale», rapporte l'APS.

Le plan ne comporte ni dénomination de projets, ni délais de réalisation ni coûts. Il est, comme souligné par les députés, une panoplie de grands principes noyés dans un verbiage qui n'a d'explication qu'un populisme dont la peau ne flétrit jamais. La proposition du 1^{er} ministre de récupérer «l'argent détourné» à l'amiable ressemble plus à un ballon sonde dans un conglomérat politique dont la compétence et l'efficacité sont souvent calculés sur le poids de son expression de rejet ou non du pouvoir des années 2000.

L'OPTIMISME DE BENABDERRAHMANE

Beaucoup l'ont rejeté, d'autres lui ont réclamé les mécanismes par lesquels il compte récupérer cet argent. Il répond par «l'adoption d'une approche globale concernant ce dossier à travers la mise en place de mécanismes de coordination de haut niveau, outre le lancement d'une série de procédures avec les pays vers lesquels les fonds pillés ont été détournés». Il a promis que «cette approche passera par l'activation des outils juridiques disponibles dans le cadre des accords internationaux bilatéraux et multilatéraux, notamment la Convention des Nations Unies contre la corruption et que des mécanismes et des initiatives de coopération ont été activés dans le cadre d'organisations internationales spécialisées afin de suivre la traçabilité de ces biens, les localiser et échanger des informations à leur sujet». Il a affirmé que «le mécanisme de ré-

glement à l'amiable pour la récupération des fonds pillés détournés vers l'étranger, s'est avéré efficace dans de nombreux pays et considéré comme une pratique idéale et efficiente dans la lutte contre la corruption». Mais, a-t-il dit «il ne concerne pas les personnes physiques mises en cause, ni les sanctions prononcées à leur encontre, mais concerne plutôt les personnes morales, à savoir les sociétés étrangères impliquées dans des opérations de corruption, qui ont également bénéficié de ces fonds détournés dans le cadre de transactions et de projets, objet de pratiques de corruption»...

Autre grande promesse, acquérir les ressources financières par «de nouveaux modes de financement, à même de réduire la dépendance aux recettes pétrolières». Il cite «le recours au marché financier par la relance de la bourse, la promotion du rôle des banques dans l'accompagnement et le soutien des investissements et des entreprises, l'ouverture des capitaux des banques publiques, de nouvelles banques privées, la promotion de la finance islamique, ainsi que l'établissement d'un partenariat public-privé pour financer des projets d'infrastructures économiques en vue de créer des postes d'emploi».

Ses premiers indicateurs économiques «le budget de l'Etat était basé à 30% sur la fiscalité pétrolière et à 70% sur la fiscalité ordinaire (avec) l'impératif de distinguer la part du secteur pétrolier en termes de recettes en devise qui oscillent entre 96 et 97% de la fiscalité pétrolière». Benabderrahmane entrevoit là «les prémices d'une reprise économique à l'horizon après la stagnation induite par la pandémie (Covid-19)». Il pense que «la reprise économique est en bonne voie avec un taux de 2,8% enregistré durant le premier trimestre, lequel devrait dépasser les 4% à la fin de l'année 2021». Pour lui, «il s'agit là d'un indicateur positif pour l'emploi et la stabilité des prix».

LES INDICATEURS «D'EMBEILLIE» FINANCIÈRES DU GOUVERNEMENT

Le 1^{er} ministre pense que «la finance islamique est un mode important pour la mobilisation de l'épargne et l'absorption de la liquidité circulant dans le marché parallèle». La finance islamique a ouvert selon lui, «310 guichets jusqu'au mois de mai dernier et le nombre des comptes bancaires ouverts depuis son lancement s'est élevé à 15.000 comptes à travers lesquels un montant total de 10 Mds Da a été déposé jusqu'à mai dernier».

Il considère par ailleurs que «la hausse des prix de certains produits alimentaires au niveau local est conjoncturelle» et la renvoie «à la hausse importante des prix enregistrée sur les marchés mondiaux, induite par les retombées de la pandémie». Il a rappelé qu'«à travers la loi de finances 2021, un montant de 1.900 mds DA a été alloué à l'aide sociale, soit 23.78% du budget de l'Etat» et que «la réforme du système de subvention vise un meilleur ciblage garantissant ainsi une justice sociale». Elle se fera d'après lui, par «virement au profit des familles nécessiteuses qui bénéficieront d'un revenu supplé-



mentaire comme indemnisation de la hausse des prix». Il s'est engagé de «communiquer ultérieurement aux députés tous les aspects techniques liés au ciblage des familles concernées par les virements».

Autre chiffre avancé par le 1^{er} ministre, relatif à «la situation des entreprises publiques nationales» à propos de laquelle il a déclaré qu'«en dépit du soutien de l'Etat, ces entreprises sont restées dans une situation difficile» et que «l'enveloppe financière affectée à leur assainissement depuis 1991 jusqu'au 30 juin 2021 s'élève à près de 2790 milliards de DA». Il dit avoir décidé, à cet effet, de «revoir la gouvernance de ces entreprises et les modalités de leurs gestion, en les soumettant à des contrats de performance stricte pour qu'elles soient l'un des piliers importants pour la relance économique». Il remet au goût du jour le fameux PPP et annonce «pour les prochains jours, la présentation du projet de loi relatif au partenariat public-privé». Il estime qu'«il est inconcevable de voir l'aspect commercial et productif d'une entreprise économique composé de 600 travailleurs, alors que celui administratif est de 1000 travailleurs». Il a fait savoir que «le gouvernement oeuvre à récupérer les potentialités des entreprises publiques économiques» en faisant état «d'un recensement national des différentes entreprises qui se trouvent en état de fermeture ou de stagnation, entre autres, la société «AL-

ZINC» de Ghazaouet, le complexe de papier à Saïda, l'usine de levure à Bouchegouf, l'usine de marbre à Guelma, l'usine de verre à Tébessa, la société africaine de verre à Taher, l'usine de céramique sanitaire à Médéa et l'usine de cuirs à Sig, lesquelles constituaient «la fleur du tissu industriel de l'économie nationale».

LE FONCIER, ENCORE ET TOUJOURS

Benabderrahmane a regretté que «certaines parties n'ont pas saisi l'occasion comme il se doit et se sont dirigées vers l'importation, ce qui nous a fait perdre des milliers d'emplois et la fermeture de centaines d'entreprises. Il est grand temps de récupérer ces entreprises et d'en faire un moyen de création de richesses et d'emplois». Il a indiqué par ailleurs qu'au titre «du soutien au développement dans les régions érigées récemment en wilayas, le Gouvernement avait pris en charge cette préoccupation par une série de mesures urgentes et des affectations financières déterminées après définition des besoins et évaluation de l'incidence financière dans le cadre d'une commission interministérielle». Il a soutenu que «les opérations au titre de l'année 2021 seront enregistrées concernant la réhabilitation des infrastructures, avec une enveloppe financière de 3,4 milliards de dinars, parallèlement au dégel des opérations inscrites au

profit de la wilaya mère et relative à l'examen de la réalisation des infrastructures et logements au niveau de ces nouvelles wilayas».

Le 1^{er} ministre a fait en outre, l'annonce de «la finalisation d'une révision approfondie de la loi sur l'investissement qui sera présentée dans les semaines à venir à l'APN». Il a promis que cette réforme donnera «des signaux forts et des garanties susceptibles d'accroître l'attractivité du pays aux investissements étrangers directs et d'établir des partenariats réels et solides à même de contribuer au développement de l'économie nationale». Il a annoncé ainsi «une réforme du système de gestion du foncier destiné à l'investissement (à travers) la révision du cadre législatif et réglementaire de la gestion du foncier destiné à l'investissement en vue de faciliter aux investisseurs l'obtention des assiettes foncières nécessaires pour la réalisation des projets et l'élimination du blocage que connaît actuellement l'opération d'octroi du foncier industriel». Il a indiqué aux députés que «le gouvernement entend également numériser les marchés publics en créant un portail électronique qui leur est dédié, avant la fin de l'année 2021, une mesure parmi celles qui visent à rationaliser les dépenses et à améliorer la gestion de l'Argent public. Il a noté que «le recensement du foncier industriel a démontré que de «vastes» assiettes étaient inexploitées par leurs bénéficiaires».

Annaba Une tentative de hargha mise en échec, deux membres du «MAK» arrêtés

Les éléments de la Gendarmerie nationale ont mis en échec une tentative d'émigration clandestine et arrêté 15 individus, a indiqué, jeudi soir, un communiqué de ce corps constitué, ajoutant que les investigations ont donné lieu à l'identification de deux (02) membres actifs du mouvement terroriste «MAK» qui tentaient de fuir les poursuites judiciaires vers l'étranger.

Le départ était programmé à partir des côtes d'Annaba vers l'Italie, a précisé le document, ajoutant «les enquêtes menées ont révélé que les deux mis en cause avaient été instruits par les dirigeants du mouvement

terroriste «MAK» de quitter le territoire national pour fuir la justice». «Les deux suspects fuyaient les régions ayant connu des incendies criminels de forêts», a rappelé la même source.

Les deux mis en cause ont été placés en détention provisoire par le parquet du pôle pénal spécialisé de Sidi M'hamed pour «appartenance à un groupe subversif visant à attenter à la sécurité de l'Etat, l'unité nationale et l'intégrité territoriale, outre apologie du terrorisme sur les réseaux sociaux et diffusion de publications susceptibles de porter atteinte à l'intérêt national».

Vice-président du Conseil présidentiel libyen Nécessité de consulter et coordonner avec l'Algérie

R. N.

Pour le vice-président du Conseil présidentiel libyen, Moussa Al-Kouni, en visite à Alger, «nous devons tenir des consultations de manière permanente et une coordination concernant toutes les affaires relatives à la Libye et à la région, aux plans africain, maghrébin ou méditerranéen».

Dans une déclaration à la presse à l'issue d'une audience accordée par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, le même responsable a fait savoir, dans ce sens, que sa visite en Algérie vise à «consulter et examiner avec le Président Tebboune les différentes questions d'intérêt commun à commencer par les frontières et les pays du voisinage notamment les pays du Sud à l'instar du Tchad, du Niger et du Soudan et les modalités de coopération avec ces pays afin de réaliser la sécurité des frontières communes».

«Nos visites successives en Algérie entrent dans le cadre des échanges et de la concertation et visent à informer de la situation en Libye et de nos relations avec les pays voisins, notamment après ma visite dans les pays voisins au sud de la Libye», avait déclaré Al-Kouni à la presse à son arrivée à l'Aéroport international Houari-Boumedienne. Il a également annoncé de «nouveaux éléments dont il faut informer le Président Tebboune pour en discuter et nous concerter à leur propos», a-t-il poursuivi.

Djezzy organise la compétition «eSports World Convention»

M. M.

L'opérateur mobile Djezzy introduit pour la première fois en Algérie la prestigieuse compétition l'Electronic Sports World Convention (ESWC). Une «première édition aux standards internationaux» de cette compétition dont le processus a été lancé le 15 septembre et se déroulera jusqu'au 20 novembre, annonce un communiqué de Djezzy.

«Une bonne nouvelle pour les amoureux du gaming qui apprécieront, encore une fois, la mise en spectacle unique et innovante de jeux vidéo lors des tournois qualificatifs de cette compétition qui se déroule du 15 septembre au 20 novembre prochain», affirme la même source.

L'édition algérienne de l'ESWC «se déroulera en trois phases majeures», ajoute le communiqué, annonçant les différentes étapes de la compétition. «La première étape concerne le recrutement et s'étale du 15 septembre au 22 octobre».

Elle sera suivie «par les Play-Off» qui se déroulent du 23 octobre au 10 novembre «avec

vi. Lors de cette audience, le président de la République a promis à son interlocuteur «la reprise des vols entre Tripoli et Alger et l'ouverture du consulat qui existait avant», outre «les postes frontaliers de Ghadamès et Ghât» pour le transport des marchandises entre les deux pays», a précisé l'invité de l'Algérie.

Le président de la République a réaffirmé, lors de cette rencontre, «la position de l'Algérie qui soutient le règlement de la crise libyenne, à même de permettre l'organisation des élections prévues, édifier les institutions de l'Etat et rejeter toute forme d'ingérence étrangère dans les affaires internes de la Libye», précise la même source.

Sur un autre sujet, la rencontre, à laquelle ont pris part le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra, et le Directeur de Cabinet de la Présidence de la République, Nouredine Bardad Daïdj, a également permis de réaffirmer «l'impérative organisation d'élections libyennes dans les délais prévus», d'aborder «les résultats du processus du Congrès de Berlin».

Le vice-président du Conseil présidentiel libyen, Moussa Al-Kouni, est arrivé jeudi à Alger pour une «visite officielle à la tête d'une délégation, dans le cadre de la concertation continue entre les deux pays frères», annonçait un communiqué de la Présidence de la République.

l'organisation des tournois League of Legends, Valorant et PUBG Mobile». Alors que «la phase finale, qui sera diffusée en live stream, aura lieu les 19 et le 20 novembre».

Toutefois, Djezzy précise qu'en raison du «contexte sanitaire», «toute la compétition se déroulera à 100% digitale».

«Créée en 2003, l'ESWC est un événement international emblématique des sports électroniques fondé sur la production de tournois de jeux vidéo rassemblant les meilleurs du monde et leurs fans dans le cadre de compétitions conçues comme de véritables spectacles et accueillant les différentes ligues et championnats des éditeurs de jeu», ajoute la même source. Ainsi, en 16 ans, la compétition «a accueilli plus de 200 tournois lors de plus de 30 événements majeurs qui ont distribué plus de 3 millions de dollars de dotations».

La compétition est ouverte aux 16 ans et plus. Ceux qui souhaitent y participer peuvent se renseigner sur les conditions, les modalités et les dates des compétitions sur le lien suivant : bit.ly/3nbi3pc.

Insécurité routière L'irresponsabilité sur les routes

Les indicateurs de l'insécurité routière en Algérie ont enregistré une hausse durant les sept premiers mois de 2021, par rapport à la même période de l'année dernière, selon un bilan sur les accidents de la circulation fourni par la Délégation nationale à la sécurité routière (DNSR). La DNSR a fait état dans un bilan rendu public «dans le cadre de la sensibilisation quant au phénomène d'insécurité routière» d'une hausse de tous les indicateurs de l'insécurité routière en Algérie, par rapport à la même période de l'année écoulée. Un total de 14601 accidents corporels a été enregistré, en hausse de plus de 38%. Le nombre de morts a également augmenté de 27,44%, atteignant lors des sept premiers mois de l'année en cours 1974 morts, et celui des blessés est passé à plus de 37%, atteignant durant la même période 19576 blessés.

S'agissant des principaux indicateurs de sécurité routière durant la période de référence, le bilan précise que la catégorie des jeunes âgés entre 18 et 29 ans est la plus impliquée dans ces accidents, avec 5150 accidents corporels, soit 35,27% du nombre global des accidents enregistrés. Les enfants et les jeunes âgés de moins de 29 ans viennent en tête des victimes des accidents de la route, avec 914 morts ne dépassant pas 29 ans, soit 46,30% du nombre global des victimes, contre 11386 blessés durant la même période, soit un taux de 58,16%.

Ainsi, les titulaires de permis de conduire de moins de 05 ans ont été à l'origine de 6234 accidents,

soit 42.69% du total de conducteurs impliqués. La DNSR a imputé ce taux élevé d'accidents au faible niveau de formation, outre le jeune âge des conducteurs expliquant d'ailleurs leurs comportements irresponsables sur la route. Le bilan fait ressortir également l'implication des motocyclistes, derrière pas moins de 3065 accidents, soit 20.99% du total d'accidents. A noter que les motocyclettes ne représentent que 1.83% du parc national automobile soit 171988 motocyclettes, d'après les statistiques du parc national automobile de 2018.

Les piétons, à leur tour, sont les plus exposés aux accidents dans les zones urbaines avec 223 morts enregistrés les sept (7) premiers mois de 2021 sur un total de 411 morts et 5363 blessés sur un total de 12811 blessés dans les différents accidents survenus sur les zones urbaines, ajoute la DNSR.

La DNSR indique dans son document que l'autoroute Est-Ouest et la RN 01 (Alger-Tamanrasset) enregistrent les plus lourds bilans avec respectivement 300 et 141 accidents. Les deux routes ont connu une hausse en nombre d'accidents par rapport aux sept (7) premiers mois de l'année 2020 avec un taux de 12.06% sur la RN 01 et 1% sur l'autoroute Est-Ouest. Par ailleurs, la RN 02 reliant Oran-Tlemcen demeure l'axe routier le plus sécurisé avec 05 accidents.

La wilaya de Batna vient en tête des wilayas, enregistrant 645 accidents corporels et 879 blessés, tandis que la wilaya de Sétif a occupé la 1e place en termes de nombre de

décès, à savoir 97 morts. Alger, M'sila et Chlef restent parmi les wilayas déplorant le plus d'accidents et de victimes, occupant, ainsi, des classements avancés dans tous les indicateurs (nombre d'accidents, de tués et de blessés). Dans son analyse des données enregistrées dans les wilayas précitées, la DNSR a expliqué que cette lecture ne saurait se faire «sans prendre en considération les caractéristiques de ces régions».

Alger, à titre d'exemple, est avancée comme étant la première wilaya s'agissant du parc automobile (15,75% du total des véhicules du parc national), de son réseau routier (2.364 km), et de sa densité urbaine. De même, les wilayas de M'sila, Sétif et de Batna sont considérées comme le carrefour principal entre les régions Centre-Est et Sud du pays, ce qui induit une grande circulation des différents types de véhicules, notamment les poids lourds. La délégation tient également à rappeler que «l'excès de vitesse, le manque de vigilance et de prudence, ainsi que l'imprudence des piétons sont les raisons principales de survenue des accidents de la circulation». L'excès de vitesse serait à l'origine de 2224 accidents de la circulation, soit 15,23% du total des causes des accidents relatifs au facteur humain.

L'imprudence du conducteur à l'intérieur des cités a causé 2083 accidents, soit 14,27%, alors que les piétons sont impliqués dans 978 accidents de la circulation, soit l'équivalent de 6,70% du total des accidents enregistrés pendant la période susmentionnée.

Béchar Des recherches pour retrouver un enfant de 4 ans disparu

Une vaste opération de recherches pour retrouver un enfant âgé de 4 ans, disparu depuis jeudi en début soirée à proximité d'un oued et d'un canal d'évacuation des eaux usées est lancée depuis vendredi matin par les éléments d'intervention et de secours de la protection civile au sud de la commune de Bechar, a-t-on appris du responsable de la cellule de communi-

cation de la direction locale de ce corps. «Suite à un appel des services de sécurité, faisant état de la disparition d'un enfant âgé de 4 années, nous avons dépêché une équipe de recherches et de secours pour entamer des opérations de recherches et de ratissage de toute la zone de l'oued et du canal des eaux usées, situés à cote de l'habitat familial de ce disparu au quartier de

Bechar-Djedid au sud de la commune de Bechar et ce pour le retrouver», a précisé à l'APS le sous-lieutenant Baali Abou Bakr Sedik.

Des moyens logistiques conséquents sont actuellement mis en place au profit de nos éléments, pour retrouver cet enfant qui a apparemment échappé à la vigilance de sa famille, a fait savoir le même officier de la protection civile.

118 kg de kif saisis, deux arrestations

Un réseau criminel spécialisé dans le trafic international de stupéfiants via les frontières ouest du pays a été démantelé par les éléments du service de la police judiciaire (PJ) relevant de la sureté de wilaya de Bechar, qui ont saisi une quantité de 118 kg de kif traité, a rapporté jeudi la cellule de communication de ce corps de sécurité.

L'opération a été réalisée avec la contribution et l'appui du service spécialisé du secteur militaire opérationnel de la troisième Région

militaire (3 RM), suite à l'exploitation de renseignements faisant état d'une tentative d'introduction à Bechar et partir des frontières ouest du pays, d'une importante quantité de drogue à destination des régions nord du pays, a-t-on précisé.

La mise en place d'un dispositif de surveillance et de recherches policières, sous supervision de la justice, a permis l'identification et l'arrestation des deux (2) présumés membres de ce réseau criminel dans la région frontalière de

Echauffourée sur la voie publique à Tissemsilt Sept arrestations et quatre blessés par armes blanches

Les éléments de la sureté de la wilaya de Tissemsilt ont procédé à l'arrestation de sept individus impliqués dans une affaire d'échauffourée sur la voie publique ayant fait quatre blessés par armes blanches, a-t-on appris vendredi de ce corps constitué.

Un communiqué de la sureté de wilaya a annoncé l'arrestation, cette semaine, de sept personnes impliquées dans une affaire

d'échauffourée sur la voie publique ayant fait quatre blessés par armes blanches qui ont été pris en charge au niveau des UMC de l'établissement hospitalier du chef-lieu de la wilaya.

Les mis en cause ont été déferés devant le procureur de la république du tribunal de Tissemsilt qui a ordonné leur mise en détention, a-t-on ajouté de même source.

Béni-Ounif (110 km au nord de Bechar) et la découverte et la saisie de la quantité de drogue susmentionnée, a-t-on ajouté.

Un véhicule touristique utilise par ce réseau dans ses activités criminelles a été également saisi au cours de cette opération qui s'inscrit dans le cadre de la lutte implacable que livre les différents services de sécurité et les éléments de l'armée nationale populaire (ANP) aux différents réseaux de trafiquants de drogue et autres contrebandiers à travers les frontières ouest du pays, a souligné la source.

Les deux mis en cause, âgés d'une trentaine d'années, ont été par la suite mis en détention provisoire par le magistrat instructeur près le tribunal de Bechar, sous les chefs d'inculpation de «détention illégale de drogue dans le but de commercialisation, exposition à la vente illégale, transport, stockage et importation illicite dans le cadre d'une bande criminelle menaçant la sécurité et l'économie nationales et la santé publique», a fait savoir la cellule de communication de la sureté de wilaya de Bechar.

Sahel

Le chef du groupe Etat islamique tué par les forces françaises

Les forces françaises ont tué le chef du groupe jihadiste Etat islamique au Grand Sahara (EIGS), Adnan Abou Walid al-Sahraoui, un «succès majeur», a annoncé le président Emmanuel Macron dans la nuit de mercredi à jeudi.



«Il s'agit d'un nouveau succès majeur dans le combat que nous menons contre les groupes terroristes au Sahel», a déclaré le président français sur Twitter. Cet

été, en juin et juillet, Paris avait déjà annoncé la mort ou la capture de plusieurs cadres de haut rang de l'EIGS par la force française Barkhane et ses partenai-

res, dans le cadre de sa stratégie de cibler les dirigeants et les cadres des organisations jihadistes.

Le chef de l'EIGS «est mort à la suite d'une frappe de la force

Barkhane», a tweeté de son côté la ministre française des Armées Florence Parly, en saluant également «un coup décisif contre ce groupe terroriste. Notre combat continue». L'EIGS, créé en 2015 par Adnan Abou Walid al-Sahraoui, ancien membre avait été désigné comme «ennemi prioritaire» au Sahel, lors du sommet de Pau (sud-ouest de la France), en janvier 2020. Il est en effet considéré comme étant à la manœuvre de la plupart des attaques dans la région des «trois frontières», un vaste espace aux contours vagues à cheval sur le Mali, le Niger et le Burkina Faso, des pays qui comptent parmi les plus pauvres du monde.

Cette zone constitue la cible récurrente d'attaques de deux groupes armés jihadistes: l'Etat islamique au Grand Sahara (EIGS) et le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM), affilié à Al Qaïda.

«NOUS POURSUIVRONS CE COMBAT»

L'EIGS a perpétré des attaques particulièrement meurtrières, visant civils et militaires, au Mali, au Niger et au Burkina Faso. Il avait pris pour cible des soldats américains dans une attaque meurtriè-

re en octobre 2017, au cours de laquelle quatre soldats américains des Forces spéciales et quatre Nigériens avaient été tués dans une embuscade à Tongo Tongo, près du Mali, dans le sud-ouest du Niger. Fin 2019, l'EIGS avait mené une série d'attaques d'ampleur contre des bases militaires au Mali et au Niger.

Et le 9 août 2020, au Niger, le chef de l'EIGS avait personnellement ordonné l'assassinat de six travailleurs humanitaires français et de leurs guide et chauffeur nigériens. Cette attaque contre des jeunes engagés dans l'humanitaire avait suscité une vive émotion en France et au Niger, classé ensuite en zone rouge, soit «formellement déconseillée», à l'exception de la capitale Niamey, par le ministère français des Affaires étrangères.

Après plus de huit ans d'engagement important, Emmanuel Macron a annoncé en juin une réduction de la présence militaire française au Sahel et la fin de l'opération antijihadiste Barkhane au profit d'un dispositif resserré, centré sur les opérations de contre-terrorisme et l'accompagnement au combat des armées locales, autour d'une alliance internationale associant des Européens.

Zone indo-pacifique

Etats-Unis, Australie et Royaume-Uni scellent un vaste pacte de sécurité

Les Etats-Unis, qui cherchent à renforcer tous azimuts leurs alliances face à la Chine, ont annoncé cette fin de semaine avec l'Australie et le Royaume-Uni un vaste partenariat de sécurité dans la zone indo-pacifique, comprenant notamment la livraison de sous-marins à propulsion nucléaire à Canberra.

Conséquence immédiate de cette annonce spectaculaire: l'Australie a rompu un gigantesque contrat passé auprès de la France pour la livraison de sous-marins conventionnels, provoquant la colère de Paris. «La première grande initiative de (ce nouveau pacte appelé) +AUKUS+ sera de livrer une flotte de sous-marins à propulsion nucléaire à l'Australie», a dit le Premier ministre australien Scott Morrison, apparaissant en visioconférence, ainsi que son homologue britannique Boris Johnson, lors d'un événement présidé par Joe Biden à la Maison Blanche.

La France, qui voit un contrat de 90 milliards de dollars australiens (56 milliards d'euros) échapper à son industrie navale, a aussitôt fustigé une «décision regrettable» et «contraire à la lettre et à l'esprit de la coopération qui prévalait entre la France et l'Australie», selon un communiqué conjoint des ministères de la Défense et des Affaires étrangères. Et il n'est pas sûr que Paris se console avec les propos conciliants de Joe Biden, qui a assuré mercredi que les Etats-Unis voulaient «travailler étroitement avec la France» dans cette zone très stratégique. Paris «est un partenaire clé» des Etats-Unis, a-t-il encore dit. «Le Royaume-Uni, l'Australie et les Etats-Unis vont être liés encore plus étroitement, ce qui reflète le degré de confiance entre nous et la profondeur de notre amitié», a déclaré Boris Johnson, qui engrange là un succès diplomatique certain dans sa stratégie pour éviter l'isolement international après le Brexit.

Sous-marins

«Sur la base de notre histoire commune de démocraties maritimes, nous nous engageons dans une ambition commune pour soutenir l'Australie dans l'acquisition de sous-marins à propulsion nucléaire», ont fait savoir les trois partenaires dans un com-



munique commun, qui précise qu'il s'agit bien de propulsion, et non d'armement. «Le seul pays avec lequel les Etats-Unis ont jamais partagé ce type de technologie de propulsion nucléaire est la Grande-Bretagne» à partir de 1958, avait indiqué plus tôt un haut responsable de la Maison Blanche. «C'est une décision fondamentale, fondamentale. Cela va lier l'Australie, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne pour des générations.» Selon ce haut responsable, le pacte «AUKUS» prévoit aussi une collaboration des trois pays en matière de cyberdéfense, d'intelligence artificielle et de technologies quantiques.

La Nouvelle-Zélande, qui interdit ses eaux à tout navire à propulsion nucléaire depuis 1985, a annoncé que les futurs sous-marins de son voisin et allié australien ne seraient pas les bienvenus chez elle. La Chine n'a pas été mentionnée dans le communiqué conjoint des dirigeants australien, américain et britannique, qui évoque la «paix et la stabilité dans la région indo-pa-

cifique». Mais il ne fait aucun doute que la nouvelle alliance vise d'abord à faire face aux ambitions régionales de Pékin. Joe Biden répète depuis son élection qu'il entend se confronter à la Chine, comme son prédécesseur Donald Trump, mais de manière très différente, sans s'enfermer dans un face-à-face. Mercredi, il a ainsi dit vouloir «investir dans notre plus grande source de force, nos alliances» et vouloir «les mettre à jour pour mieux faire face aux menaces d'aujourd'hui et de demain».

LE «CONTRAT DU SIÈCLE» POUR LA FRANCE TORPILLÉ

Le président américain réunit d'ailleurs le 24 septembre à Washington les Premiers ministres australien, indien et japonais pour relancer un format diplomatique, le «Quad», qui végétait depuis plusieurs années. Quant à M. Morrison, il a affirmé jeudi, après l'annonce du pacte Aukus, qu'il lançait une «invitation ouverte» au dialogue au président

chinois Xi Jinping. Mais l'annonce de mercredi, malgré les précautions de langage de Joe Biden, risque bel et bien de jeter un coup de froid sur une autre alliance, avec la France, puisqu'elle a torpillé ce qui était parfois qualifié de «contrat du siècle» pour l'industrie de défense française.

Le français Naval Group avait été sélectionné en 2016 par Canberra pour fournir 12 sous-marins à propulsion conventionnelle (non nucléaire) dérivés des futurs sous-marins nucléaires français Barracuda. D'un montant de 50 milliards de dollars australiens (31 milliards d'euros) à la signature, la valeur de ce contrat est estimé actuellement à 90 milliards de dollars australiens en raison de dépassement de coûts et d'effets de change.

«La décision que nous avons prise de ne pas continuer avec les sous-marins de classe Attack et de prendre un autre chemin n'est pas un changement d'avis, c'est un changement de besoin», a expliqué jeudi le Premier ministre australien.

Urgence d'une nouvelle gouvernance : l'inflation galopante avec l'accélération de la détérioration du pouvoir d'achat, risque de déstabiliser le pays

Le gouvernement doit agir vite et très vite, pour éviter d'inévitables tensions sociales qui se répercutent sur la sécurité nationale. Loin des bureaux climatisés, nos bureaucrates, qui se livrent à des discours d'autosatisfaction, qu'ils aillent faire le marché et roulent avec leurs propres voitures, devant mettre fin à ce carnaval des importations de voitures, pour constater le prix exorbitant des réparations, la voiture n'étant pas un luxe du fait de la déficience des moyens de transport et que la situation économique et sociale est préoccupante.

Par Abderrahmane Mebtoul*

1.- L'inflation atteint un niveau intolérable durant ce dernier semestre 2021, plus de 50% pour les fruits et légumes dont la pomme de terre, la laitue à 200 DA le kg, certains produits alimentaires locaux et légumes secs importés, le prix de la viande de mouton dépassant les 1.700 DA, celui du bœuf 2.000 DA le kg, le foie à 3.500/4.000 DA le kg, étant inaccessible au revenu moyen, le manger du pauvre, la sardine plus de 800 DA le kg pour ne pas parler d'autres poissons entre 2.000/3.000 DA le kg, le poulet plus de 400 DA le kg, entre 50/100% pour certains biens durables, et pièces détachées et voitures d'occasion, une parmi d'autres, des explications des nombreux accidents, assistant à une pénurie de certains médicaments, en plus des factures d'électricité, de l'eau, du loyer pour certains ménages, on peut se demander comment un ménage avec entre 30.000/50.000 DA peut-il survivre, surtout s'il vit seul en dehors de la cellule familiale qui par le passé grâce au revenu familial, servait de tampon social ? Mais attention à la vision populiste : doubler ou tripler les salaires sans contreparties productives entrainera une dérive inflationniste, un taux supérieur à 20% qui pénalisera surtout les couches les plus défavorisées, l'inflation jouant comme redistribution au profit des revenus spéculatifs. Ce blocage est lié à la gouvernance car selon les données officielles, le taux d'inflation cumulé entre 2000/2021 qui n'a pas été réactualisé depuis 2011, approche 100% entre 2000/2021 et on peut pondérer aisément à 50% donnant une détérioration du pouvoir d'achat d'environ 150% durant cette période. Nous assistons à une concentration excessive du revenu national au profit d'une minorité rentière où un fait nouveau, une partie de la classe moyenne commence à disparaître graduellement et à rejoindre la classe pauvre. L'action louable au profit des zones d'ombre serait un épiphénomène face à la détérioration du pouvoir d'achat de la majorité de la société. Les tensions sociales, tant qu'il y a la rente, sont atténuées artificiellement grâce aux recettes des hydrocarbures qui permettent des subventions et transferts sociaux représentant 23,7% du budget général de l'Etat et 9,4% du PIB pour l'exercice 2021, mais mal gérés et mal ciblés, qui ne profitent pas aux plus démunis. Dossier politique éminemment sensible avec des impacts socio-économiques, la mise en place de subventions ciblées suppose, à la fois, un système d'information fiable posant la difficulté de l'intégration de la sphère informelle (revenus informels) et une large concertation sociale pour éviter des remous sociaux qui ont des incidences politiques et sécuritaires. Quant aux caisses de retraite, véritable bombe à retardement, pour 2020, les perceptions ont atteint les 762 milliards de DA et les dépenses dépassent les 1.400 milliards de DA avec un déficit observé de l'ordre de 640 milliards de DA avec une prévision de 700 milliards de DA 2021. Pour environ 3,3 millions de retraités fin-2020 et le ratio de nombre de travailleurs cotisants pour un retraité est actuellement à 2/1 alors que la norme pour garantir la viabilité d'un système de retraite est d'au moins 5 actifs cotisants pour un retraité.

2.-Je recense cinq raisons au processus inflationniste intimement liées.
Premièrement, la faiblesse de la gouvernance, l'absence de mécanismes de régulation d'ensemble, la responsabilité ne relevant pas seulement du ministère du Commerce, les actions punitives étant limitées, les lois économiques étant insensibles aux slogans

politiques, processus accéléré par le manque de coordination entre certains ministères.

Deuxièmement, la faiblesse du taux de croissance, résultante de la faiblesse de la production et de la productivité, l'Algérie selon le rapport de l'OCDE dépensant deux fois plus pour avoir deux fois moins d'impacts en référence au pays similaires. Sur les 2,9 milliards de dollars d'exportations hors hydrocarbures annoncées par le ministère du Commerce, sans analyser la structure, les produits manufacturés et alimentaires dont le sucre représentent pour les 8 premiers mois de 2021, environ 600 millions de dollars, 80% étant des dérivées d'hydrocarbures et des produits semi-finis devant, pour avoir la balance devises nette pour l'Algérie, soustraire les matières premières importées en devises et les exonérations fiscales. Cela découle de la non-proportionnalité entre les dépenses monétaires et leur impact renvoyant à la corruption via les surfacturations, pour exemple une entrée en devises de plus de 1.000 milliards de dollars entre 2000/2019 et une importation de biens et services 'environ 935 milliards de dollars pour une croissance dérisoire en moyenne annuelle de 2/3% alors qu'elle aurait dû dépasser 9/10% et pour 2020, une sortie de devises de 20 milliards de dollars pour une croissance négative de moins 6%. espérant 3% pour 2021 mais un taux de croissance se calcule par rapport à la période précédente ; ainsi 3% rapporté à un taux négatif de 6% donne entre 0-1% largement inférieur à la pression démographique, plus de 44 millions d'habitants au 01 janvier 2021, où il faut pour réduire les tensions sociales créer 350.000/400.000 emplois productifs par an, non des emplois rente, qui s'ajoute au taux de chômage actuel-. L'amélioration du solde de la balance commerciale n'est pas significative dans cette conjoncture actuelle car on ne peut tout restreindre, quitte à étouffer tout l'appareil productif qui selon les organisations patronales fonctionne à peine à 50% quitte à aller vers une implosion sociale avec un taux de chômage qui avoisinera 15% en 2021, mais beaucoup plus élevé si l'on pondère par les emplois improductifs et touchant particulièrement les diplômés.

En cas de baisse drastique des réserves de change qui s'établissent à 44 milliards de dollars entre avril/mai 2021 contre 194, le 01 janvier 2014, entre 10/15 milliards de dollars, contre 48 milliards de dollars, fin-2020, 44 entre avril/mai 2021 et 194 milliards de dollars le 01 janvier 2014 qui tiennent la cotation du dinar algérien à plus de 70%, la Banque d'Algérie sera contrainte de dévaluer le dinar officiel à environ 200/220 DA 1 euro avec une envolée du cours sur le marché parallèle qui fluctue en fonction du taux d'inflation d'environ 300 DA 1 euro minimum.

Troisièmement, la dévaluation du dinar qui influe sur le prix international des produits importés finis, semi-finis et équipements, 85 % des matières premières des entreprises publiques et privées étant importées, le taux d'intégration ne dépassant pas 15%. Le prix final au consommateur est amplifié par la dévaluation drastique du dinar qui est passé de 76/80 DA 1 dollar vers les années 2000/2004 et à 136,3867 DA 1 dollar et 161,2601 DA 1 euro, le 16 septembre 2021, avec une cotation sur le marché parallèle malgré la fermeture des frontières dépassant les 210 DA 1 euro. La loi de finances 2021 prévoit, pour 2022, 149,32 DA pour 1 USD et pour 2023 verrait donc la dévaluation de

la monnaie nationale se poursuivre avec 156,72 DA 1 dollar ce qui rend sceptiques les investisseurs créateurs de valeur ajoutée à moyen terme, face tant à l'instabilité juridique que monétaire, spéculer étant plus rentable que réaliser un projet. Cette dévaluation permet d'augmenter artificiellement la fiscalité hydrocarbures (reconversion des exportations hydrocarbures en dinars) et la fiscalité ordinaire (via les importations tant en dollars qu'en euros convertis en dinar dévalué), cette dernière accentuant l'inflation des produits importés (équipements), matières premières, biens finaux, montant accentué par la taxe à la douane s'appliquant à la valeur dinar, étant supportée en fin de parcours, par le consommateur comme un impôt indirect, l'entreprise ne pouvant supporter ces mesures que si elle améliore sa productivité. L'effet d'anticipation d'une dévaluation rampante du dinar a un effet négatif sur toutes les sphères économiques et sociales dont le taux d'intérêt des banques qui devraient le relever de plusieurs points, s'ajustant aux taux d'inflation réel, freinant à terme le taux d'investissement à valeur ajoutée et par la déthésaurisation des ménages qui mettent face à la détérioration de leur pouvoir d'achat des montants importants sur le marché, alimentant l'inflation, plaçant leur capital-argent dans l'immobilier, l'achat d'or ou de devises fortes pour se prémunir contre l'inflation.

Quatrièmement, les effets du financement non conventionnel qui se manifestent qu'au bout de deux à trois ans. Les gouvernements précédents avaient amendé l'article 45 de la loi sur la monnaie et le crédit en recourant à la planche à billets, sans introduire, comme je l'ai suggéré, l'institutionnalisation dans cette loi, d'un comité de surveillance, composé d'experts indépendants, pour éviter toute dérive. Outre la couverture des besoins du Trésor, le financement non conventionnel était destiné au remboursement de la dette publique interne, notamment les titres de l'Emprunt national pour la croissance, levé en 2016, ainsi que les titres émis en contrepartie du rachat de la dette bancaire de Sonelgaz et ceux émis au profit de Sonatrach, en compensation du différentiel sur les prix des carburants importés et de l'eau dessalée. Sur les 6.556,2 milliards (mds) de dinars mobilisés jusqu'en janvier 2019 par le Trésor public auprès de la Banque d'Algérie, dans le cadre du financement non conventionnel, un reliquat de 610,7 mds de dinars restait à consommer d'ici à la fin 2019. Après avoir été abandonné en 2020, le recours à la planche à billets a été décidé en 2021 pour suppléer au manque de liquidités, avec une dette publique totale par rapport au PIB de 63,3% en 2021, contre 53,1% en 2020, et que la dette publique nette totale représentera 60,5%, contre 50,4% pour la même période d'un montant, pour 2021, d'environ 2.100 milliards de dinars, environ 16 milliards de dollars afin d'éviter le recours à l'endettement extérieur. Or les expériences historiques, dans le cadre de l'application de la théorie néo keynésienne de relance de la demande globale (consommation et investissement) à travers l'émission monétaire est applicable à des économies structurées qui ont une économie productive en sous-capacités. Or avec une faiblesse de l'offre si cette injection est faite pour combler le déficit budgétaire et le versement de salaires sans contreparties productives, résout un problème à court terme mais amplifie la crise à moyen terme, étant inappropriée pour l'Algérie qui souffre de rigidités structurelles (léthargie de l'appareil de production) avec le risque d'une

spirale inflationniste incontrôlable comme au Venezuela, première réserve de pétrole dans le monde, (1.000 % par an).

Cinquièmement, l'inflation est alimentée par la dominance de la sphère informelle produit des dysfonctionnements des appareils de l'Etat où existent des liens dialectiques entre cette sphère et la logique rentière avec des situations oligopolistiques de rente. La décision récente, méconnaissant le fonctionnement du secteur agricole, de permettre aux producteurs d'écouler directement leur production est une utopie car n'ayant pas les moyens de financement et de stockage, qui au lieu d'atténuer la hausse des prix l'accélère où dans tous les pays du monde il s'agit de réguler les grossistes. Cette sphère emploie plus de 40% de la population active notamment dans le commerce, les services, certains segments de l'industrie et l'agriculture. Le dérapage du dinar par rapport au dollar et à l'euro accélère la sphère informelle, par la méfiance du citoyen vis-à-vis du dinar, amplifiant la sphère informelle où selon la Banque d'Algérie entre 2019/2020, la masse monétaire en dehors du circuit bancaire, a atteint 6.140,7 milliards de dinars, soit une hausse de 12,93% par rapport à 2019, le président de la République, en mars 2021, ayant annoncé entre 6.000/ 10.000 milliards de DA, entre 33 et 47% du PIB, ayant dénoncé le manque d'informations fiables qui faussent toute prévision. (voir étude réalisée sous ma direction pour l'Institut français des Relations internationales IFRI, décembre 2011, réactualisée pour la revue stratégie de l'IMDEP du ministère de la Défense nationale, MDN en octobre 2019 sur le poids de la sphère informelle et ses impacts géostratégiques). Cette sphère aligne le prix des biens sur la cotation de la devise du marché parallèle, pour les produits importés, contrôlant les segments des fruits / légumes, poissons/viandes, textile/cuir et bon nombre d'autres produits importés qui connaissent un déséquilibre offre/demande.

En conclusion,

Le monde devrait connaître une profonde reconfiguration géostratégique dominée par la transition numérique et énergétique nécessitant pour l'Algérie, des stratégies d'adaptation afin de ne pas être isolée des nouvelles relations internationales. La vision purement monétariste afin de préserver les réserves de change sans vision stratégique, restriction aveugle des importations et un financement par la planche à billets, sans ciblage, ne peut que conduire le pays à la dérive économique et sociale. Avec une économie qui après plusieurs décennies d'indépendance politique repose toujours sur la rente des hydrocarbures (98% des recettes en devises avec les dérivées), des tensions budgétaires, une croissance relativement faible, l'accroissement du taux de chômage et le retour de l'inflation, s'impose une nouvelle gouvernance, en combattant le terrorisme bureaucratique qui étouffe les énergies créatrices. La condition sine qua non de la sécurité du pays étant posée, s'impose une nouvelle gouvernance (la moralité des dirigeants), supposant un large front social et un sacrifice partagé, afin de freiner la détérioration du pouvoir d'achat qui risque de provoquer d'importants remous sociaux, voire une déstabilisation du pays, mais en évitant un nivellement par le bas, vision populiste suicidaire, en paupérisant les couches moyennes, fondement de tout processus de développement.

* Professeur des universités, Expert international, Docteur d'Etat -1974-

La lutte contre le blanchiment d'argent sale Rôle du professionnel comptable

Le blanchiment des capitaux, que l'on peut définir comme étant une opération qui consiste à réintégrer dans le secteur économique des fonds issus de l'activité d'origine criminelle, concerne une actualité très pressante.



Par Saheb Bachagha *

Des études réalisées, au niveau international, valorisent le blanchiment d'argent entre 2 et 5% du PIB mondial. Des chiffres d'une telle importance traduisent le constat suivant : le blanchiment, phénomène transnational orchestré par des réseaux puissants, occupe désormais un secteur à part entière de l'Economie mondiale. Un secteur invisible mais de plus en plus présent, à ce titre on peut se demander s'il ne finira pas par déstabiliser des pans entiers de l'économie.

En Algérie la lutte anti-blanchiment est devenue une priorité d'action. C'est ainsi que de nouvelles obligations en matière de lutte anti-blanchiment ont été imposées au professionnel comptable (parmi d'autres professionnels) qui, dès lors, serait assujéti à déclaration de soupçon. Ce dispositif lui imposerait l'obligation de signaler aux autorités responsables de la lutte anti-blanchiment, les opérations qu'il soupçonne, et non pas qu'il sait, provenir du trafic de stupéfiants ou d'opérations liées à la criminalité organisée. Il se situerait donc au stade du soupçon et non plus à celui de la certitude.

LE CADRE LÉGAL ALGÉRIEN

-La loi n° 05-01 du 06 février 2005, dans son article 19, Journal off n°11 du 09/02/2005. Qui soumet l'expert comptable et le commissaire aux comptes à la déclaration de soupçon. Arrêté du 30 mars 2008, fixant les modalités d'application de la loi 05-01

- Ordonnance 03-11 du 25 août 2003, relative à la monnaie et au crédit.

Le professionnel comptable se doit donc de se familiariser avec le phénomène du blanchiment d'argent sale, le dispositif de lutte déjà existant et de s'interroger sur les conséquences pour lui d'une éventuelle mise à contribution dans cette lutte.

Afin de justifier leur volonté d'engager le professionnel comptable

de manière plus active dans cette lutte, on tente de valoriser ses atouts du fait de sa position privilégiée auprès des entreprises qui sont de plus en plus utilisées comme des vecteurs de blanchiment.

Néanmoins, parallèlement, il est indispensable de souligner les limites auxquelles il se retrouve confronté de par le cadre restreint de ses moyens d'investigation, la sophistication croissante des opérations de blanchiment, son interdiction formelle de maniement des fonds et, enfin, sa difficulté à vérifier la matérialité des flux financiers qui circulent.

De plus, alors que l'on parle de désigner le professionnel comptable comme nouvel acteur de la lutte anti-blanchiment, il est incontournable de poser le débat philosophique du conflit pouvant exister entre le secret professionnel qui est l'un des fondements de la relation de confiance existant entre tout professionnel libéral et son client, et la transparence nécessaire au respect de la démocratie.

Ainsi en tenant compte de (importance du danger que le blanchiment fait courir à notre société, il s'agit ici de réfléchir aux conditions qui feraient que son assujettissement à déclaration de soupçon ne soit pas contradictoire avec le respect du secret professionnel.

Ces conditions pourraient notamment être relatives à la nécessaire gravité des délits qui seraient visés, à l'exclusion de la fraude fiscale du dispositif, à la garantie de non-mise en cause de la responsabilité du professionnel, à l'obligation de discrétion absolue de l'autorité destinataire des déclarations...

En outre, il est indispensable d'aborder les raisons qui pourraient expliquer les motivations du professionnel comptable à s'investir dans cette lutte.

Sa participation s'inscrirait, tout d'abord, dans la lignée de la démarche citoyenne valorisée par la profession et répondrait ainsi à des arguments moraux ayant pour but de tenter de réduire les risques démocratiques et économiques induits par le blanchiment de capitaux. Le professionnel pourrait éga-

lement mettre en avant des arguments sécuritaires qui viseraient, dans un tel contexte, à le protéger d'une éventuelle mise en cause de sa responsabilité dès lors qu'il est de bonne foi. Il convient par ailleurs de se concentrer sur l'appréhension pratique du dispositif de déclaration de soupçon. Cette appréhension, en plus de s'intéresser aux modalités concrètes de collaboration avec les organismes en charge de la lutte, devra tenir compte de la nécessité d'une démarche préventive. Ainsi, le professionnel comptable, peu importe les missions pratiquées, doit de la sorte toujours être en veille. Il n'aurait en aucun cas pour rôle de détecter des circuits de blanchiment, cependant en cas d'anomalies, il devra être en mesure de réagir et de se protéger. Ainsi, en plus d'une éventuelle assistance de l'OEC ou de la CNCC, il pourrait adopter une démarche d'analyse (reposant sur différents indicateurs d'alerte) qui lui permettrait d'appréhender la clientèle à risque. Cette prudence ne doit tout de même pas le conduire à travailler dans un climat de suspicion, de méfiance constante car il est lié à son client par une relation de confiance, de confiance vigilante certes, mais de confiance tout de même.

Le professionnel comptable en tant que « professionnel du droit et du chiffre » est largement désigné pour être inclus dans le dispositif juridique de la lutte anti-blanchiment. De par ses protestations (essentiellement liées à la définition de modalités d'application adéquates). Dans ce contexte, il devient essentiel pour lui de se préparer à une telle éventualité en s'informant, en se sensibilisant et en se formant. Cela, afin que cette coopération soit non seulement adaptée et conforme aux impératifs de son métier mais puisse également se dérouler dans les meilleures conditions possibles.

*Expert Comptable et Commissaire aux Comptes
Membre de l'Académie des Sciences et Techniques
financière et Comptables, Paris.

Dépénaliser l'acte de gestion ou désincriminer le droit de la vie des affaires?

«Où l'on voit, tous les jours, l'innocence aux abois errer dans les détours d'un dédale de lois.»

(Boileau, Satire, 1)

Par Kamel Rahmaoui*

Pour subjuguer les foules et faire passer leurs messages, souvent les politiques n'hésitent pas à faire recours à des expressions ambiguës qui ne concordent pas avec la réalité scientifique ou la vie professionnelle, comme celle de «dépénalisation de l'acte de gestion». Qui a suscité tant de critiques et a même induit en erreur des spécialistes du droit des affaires qui ont regretté l'absence d'une définition de l'acte de gestion. Peut-on vraiment dépénaliser l'acte de gestion?

Il faut savoir que la vie quotidienne des entreprises est jalonnée de multiples décisions, lesquelles varient selon les cas à traiter et le type d'administration ou d'entreprise; Il est donc impossible de cerner tous les actes de gestion et leur donner une définition, l'expression «dépénaliser l'acte de gestion» constitue donc un non sens, raison pour laquelle d'ailleurs, les spécialistes de la politique criminelle utilisent un vocabulaire très précis: «la dépénalisation de la vie des affaires», expression qui traduit un vieux rêve du néolibéralisme et qui consiste à limiter autant que possible le risque pénal des entreprises et administrations publiques, grâce à des méthodes de régulation plus souples et mieux adaptées à la vie économique. Comment limiter donc le risque pénal dont il est question?

Le fonctionnement des administrations publiques et des entreprises est sérieusement encadré par des normes juridiques qui sanctionnent les comportements malhonnêtes et malveillants, les détournements de deniers publics, l'abus de confiance, l'escroquerie, le trafic d'influence, la prise illégale d'intérêts, l'abus des biens sociaux et etc... ce sont ces infractions ainsi que leurs sanctions qui sont dénoncées par les gestionnaires, cette pénalisation des affaires comportant des effets pervers comme le refus des responsables de prendre certaines décisions de peur d'être poursuivis par la justice, Ce qui entraîne le blocage du fonctionnement des institutions, voire même le découragement de toute initiative d'investissement.

La dépénalisation concerne donc les délits sanctionnés par la loi et non l'acte de gestion lui-même.

Quelles sont donc les techniques employées par le législateur pour désincriminer la vie des affaires?

La dépénalisation ou la désincrimination de la vie des affaires, ne se limite pas uniquement à la suppression du texte incriminateur de l'ordonnement juridique, c'est-à-dire, la disparition de l'infraction et sa sanction, mais peut prendre d'autres formes sans pour autant supprimer l'obligation controversée par les gestionnaires.

En effet, le législateur peut faire appel à d'autres mécanismes de substitution, en remplaçant les sanctions pénales par des sanctions civiles, une sorte de privatisation du contrôle du respect de la règle de droit.

Ainsi le juge peut prononcer des amendes civiles pour le compte du trésor ou des injonctions de faire respecter l'exécution des obligations par le biais de l'astreinte; les nullités permettent, quant à elles, d'annuler certains actes pris con-

trairement à la réglementation en vigueur. Les injonctions administratives constituent un autre moyen de substitution aux sanctions pénales, telles les avertissements au préalable de se conformer à la réglementation; Signalons que les sanctions administratives prononcées par les autorités administratives indépendantes font aussi partie des méthodes de désincrimination.

Le recours à l'une des formes de dépénalisation citées plus haut obéit à des critères fondés sur la nécessité de libérer davantage l'économie ou d'assurer au droit une certaine cohérence.

Ainsi les méthodes de privatisation du contrôle du respect de la règle de droit constituent une réponse à la nécessité de libérer l'économie, de telles formes de dépénalisation basées uniquement sur le remplacement des sanctions pénales par des peines civiles et le juge étatique par le médiateur, véhiculent une idéologie néolibérale qui conteste même la nation d'Etat telle qu'elle est conçue actuellement; Les autres méthodes de dépénalisation par contre, cherchent à assurer au droit une certaine cohérence indispensable à la sauvegarde du principe de la légalité en droit pénal.

Mais existe-t-il des limites à la dépénalisation de la vie des Affaires?

En matière de dépénalisation, la marge de manœuvre du législateur est sérieusement limitée par des contraintes éthiques, juridiques et économiques.

L'éthique interdit au législateur de toucher au noyau dur du droit pénal c'est-à-dire l'abus de confiance, les faux en écriture, l'escroquerie ainsi que les abus des biens sociaux de l'entreprise.

Sur le plan juridique, les conventions internationales, notamment celle de Mérida, obligent les Etats signataires à combattre pénalement tous les comportements frauduleux et à mettre en place des mécanismes d'alerte éthique.

La dépénalisation ne peut pas aller aussi à l'encontre du principe de la sécurité juridique qui oblige le législateur à produire des normes juridiques claires, stables et accessibles; le droit des affaires doit protéger les petites et moyennes entreprises contre les agissements des grands groupes commerciaux, comme il doit protéger les consommateurs contre les pratiques dangereuses et agressives des entreprises.

POUR CONCLURE

La dépénalisation de la vie des Affaires est une question sérieuse qui nécessite un travail de longues haleines mené par des équipes spécialisées et pluridisciplinaires, et ne peut par conséquent s'opérer au moyen de textes importés; les spécialistes en droit pénal des affaires ont toujours à l'esprit le fameux Article 51 bis du code pénal qui stipule que «la personne morale est responsable des infractions commises pour son compte par ses organes ou représentants légaux»: commettre une infraction pour le compte d'une personne morale! Une Bizarrie qui démontre dangers de l'importation des normes juridiques.

* Docteur sciences juridiques
Maitre de conférences

De l'Islam, du chômage : «Dieu nous donne des bras mais ne construit pas les ponts» !

«Le terrorisme vise à paralyser une société par la peur. Les terroristes amateurs font exploser des voitures. Les professionnels font grimper les chiffres du chômage» Maurice et Patapon

Par Dr. A. Boumezrag

1re partie

Laboratoire de toutes les idées importées, l'Algérie semble avoir expérimenté pratiquement toutes les théories intellectuelles venues d'ailleurs. Elle peut s'enorgueillir d'avoir pu démontrer de manière irréfutable l'inefficacité et la perversité d'un certain nombre de modèles, présentés, dans les années 60 et 70 comme les «clés du paradis socialiste», dans les années 80 et 90 comme les «clés du paradis céleste» et dans les années 2.00 comme «les clés des paradis fiscaux». Les idéologies nous font croire que les choses vont de soi qu'il suffirait de croire à la magie des mots pour éclipser la réalité des maux. «On ne mesure pas la puissance d'une idéologie aux seules réponses qu'elle est capable de donner mais aussi aux questions qu'elle parvient à étouffer». Le premier des droits de l'homme, dira Franklin Roosevelt, est celui de pouvoir manger à sa faim. Le second est de pouvoir disposer d'un emploi qui lui assure une certaine dignité, le troisième est celui d'être protégé contre toute atteinte à son intégrité physique et morale. Après des siècles d'engourdissement, les peuples arabes reprennent conscience de leur passé glorieux, de leur aliénation présente, et de leurs forces potentielles futures. Les difficultés économiques, le malaise social, l'impasse politique, le règne de l'immoralité ne sont pas étrangers à ce réveil des peuples arabes et musulmans. Ce qui frappe d'emblée l'observateur, c'est la jeunesse des mouvements contestataires dans la quasi-totalité des pays où l'islam est majoritaire. Partout dans le monde les jeunes aspirent à participer plus activement à la gestion des affaires politiques et économiques. Cependant dans la plupart des pays arabes les systèmes sont sclérosés empêchant le renouvellement des élites et la renaissance des idées. La jeunesse arabe et musulmane ne veut plus d'un Etat comme un legs du colonialisme ou comme un instrument hégémonique occidental. Ce qu'elle désire par-dessus tout c'est d'un Etat de droit, ouvert sur le monde, fondé sur une morale et animé par des dirigeants honnêtes et compétents, élus en toute liberté sur la base d'un programme clair et d'un échéancier précis. En Algérie, le nationalisme et le socialisme ont été malmenés par un islam renaissant.

Nationalisme et islamisme apparaissent comme des visions diamétralement opposées à l'entité politique qu'est l'Etat. Pourtant l'Islam a joué un rôle moteur durant la guerre de Libération nationale. Mais les élites «nationalistes» considéraient la religion comme un moyen de mobilisation des masses et non comme une finalité en soi. Il ne faudrait pas non plus omettre de noter la volonté de la puissance

coloniale de refouler l'islam dans le domaine privé pour en faire une valeur refuge des déshérités. C'est ainsi qu'après l'indépendance, l'islam devait s'effacer de la vie publique pour permettre la construction de «l'Etat national». C'est pourquoi les mouvements islamistes ont depuis longtemps rejeté le nationalisme comme le capitalisme comme instrument du colonialisme visant à détruire l'unité religieuse de l'islam. Ayant permis de parvenir à l'indépendance et d'amorcer un certain développement l'idéologie nationaliste et socialiste n'a cependant pas apporté le bien-être à tous, ni fourni les éléments constitutifs de l'identité. Le phénomène contestataire contemporain est le produit de toutes les tensions, les traumatismes et les frustrations accumulées durant ces dernières décennies. Les mouvements de protestation traduisent le désarroi d'une population privée d'idéal et de perspectives d'avenir dans un contexte de crise sociale et de contradictions économiques. La désillusion s'ouvre sur l'espérance religieuse. La pauvreté est l'idéal de vie qui donne accès à la vie éternelle. Les sociétés traditionnelles n'ont aucun idéal consumériste et ne développent aucune idéologie productiviste. Les secours de la religion paraissent plus accessibles que le consumérisme moderne. La civilisation occidentale suscite des envies sans les satisfaire. La pauvreté n'est plus vécue comme un échec mais perçue par la plupart par un élan vers Dieu.

Dans les sociétés occidentales, dès la fin du XVIII^e siècle, s'est imposée une idée neuve du bonheur immédiat. Ce bonheur se mesure à l'aune des biens consommés sur terre. En contrepartie de ce bonheur matériel s'est développée simultanément une idéologie productiviste où le travail est une valeur sur laquelle se fondent les économies. C'est à partir du moment où la société européenne est parvenue à dégager un surplus agricole lui permettant de libérer une partie de la population active pour asseoir une industrie qu'un pouvoir démocratique a pu émerger. Cette démocratie permet à celui qui fournit du travail de mieux saisir les contreparties de ses efforts tout en se libérant du pouvoir en place. Les régimes autoritaires ont été tenus en échec en Angleterre et en France parce qu'une classe sociale a pu entreprendre le développement industriel qui a fourni un surplus économique indépendamment de l'Etat. Dans les sociétés traditionnelles, la pauvreté est l'idéal de vie qui donne accès à la vie éternelle. Il s'agit d'une économie de subsistance qui ne développe aucun surplus à écouler sur le marché. Elle est fondée sur une agriculture aux rendements dérisoires, le surplus vivrier reste faible. La division du travail est élémentaire répondant à des besoins strictement contenus à l'essentiel. Le surplus est de peu d'in-



térêt pour une société dont l'idéal de vie est la pauvreté. Avant l'avènement de l'islam, les dirigeants arabes étaient soit des chefs de tribus, soit des chefs de clans jouissant de la même autorité que les rois et une obéissance totale leur était due, en temps de guerre comme en temps de paix. Les Arabes avaient avec leurs parents ainsi qu'avec leur clan des relations profondes, l'esprit de clan était leur raison de vivre ou de mourir. L'esprit de société qui régnait au sein de la tribu était exacerbé par le tribalisme. Les chefs de tribus s'arrogeaient une part considérable du butin. Les tribus arabes furent constamment jalonnées de troubles et de désordres. Les guerres intestines incessantes firent des peuples arabes et musulmans des proies faciles pour des invasions étrangères. C'est l'islam qui a unifié les tribus arabes et sous sa bannière qu'ils se sont libérés du joug colonial. L'Etat post-colonial est né d'une contradiction externe et non interne d'où son autoritarisme foncier. Pour se légitimer aux yeux du peuple, ils tentent de promouvoir le développement économique, en réalité il étouffe la société civile. Cette vision des choses s'enracine dans la dichotomie société civile- société politique. Elle présente l'Etat comme sources d'autoritarisme auxquelles s'opposent les aspirations démocratiques de l'ensemble des citoyens. Plus l'Etat est contre la société, moins il y a production, moins il y a adhésion et plus il y a frustration et humiliation.

Or l'humiliation est peu productive économiquement mais remplit un rôle politique majeur pour le maintien au pouvoir de l'équipe dirigeante dans la mesure où elle démontre l'arbitraire qu'elle contient. Dans ce contexte, on cherche un recours, un point d'appui, un espoir. Entre les valeurs traditionnelles perdues et les valeurs modernes mal assimilées, les sociétés arabes se recherchent, victimes

du paradigme consumériste occidental et les pesanteurs sociologiques du passé. Elles n'arrivent ni à assumer leur passé glorieux ni à se «frayer un chemin parmi les nations modernes. Les désillusions du progrès gagnent de plus en plus les esprits. Le refuge dans la religion musulmane apparaît plus plausible que le consumérisme occidental.

Des populations entières se trouvent désemparées, n'ont plus de repère. Les voici, de plus en plus nombreux, au milieu du gué menaçant de s'écrouler, ayant abandonné les acquis de la société traditionnelle sans avoir accédé aux promesses de la société occidentale. Sur les rives des sociétés occidentales, il reste peu de monde. Une minorité de privilégiés a pu traverser physiquement ou matériellement le fleuve sans pour autant être intégrés dans la société occidentale et sans pouvoir jouer le rôle dynamisant de la bourgeoisie occidentale. Mais l'ensemble des populations est au milieu du gué, se bousculant pour échapper aux tourbillons et aux courants. La frustration s'empare d'un nombre croissant d'individus qui oscillent entre la révolte et le rejet.

C'est l'impasse. Le refuge dans la religion musulmane apparaît plus plausible que le consumérisme occidental. L'Europe, apôtre des droits de l'Homme et de la démocratie, défenseur des veuves et des orphelins, le Robin des bois des temps modernes, est-elle disposée à accueillir sur son sol des milliers de jeunes africains et arabes fuyant à bord d'embarcations de fortune, la pauvreté et la dictature, fascinés par le mode de vie virtuel de l'Occident, à la recherche d'une vie meilleure et leur offrir gîtes et couverts à la faveur de la charité chrétienne en attendant leur éventuelle exploitation sélective par le capital usurier ou au contraire va-t-elle ordonner aux dictatures de la rive sud de la Méditerranée, qu'elle protège ou qu'elle condamne, de constituer

une ceinture de sécurité à l'émigration dite «clandestine» ? Aujourd'hui l'Occident, îlot de prospérité dans un océan de misère, semble être au sommet de sa trajectoire historique, il semble dominer le monde qui bon gré mal gré, s'est rallié à son modèle de développement, pays socialistes et pays du tiers monde compris. Il n'y a aucune chance que l'ensemble du monde puisse accéder au niveau de vie occidentale. La seule perspective, c'est de croire que l'Occident doive un jour ou l'autre renoncer à ce niveau de vie élevé au profit du reste du monde. Ce jour-là marquera à tout jamais le triomphe des valeurs de l'islam.

L'intérêt est au centre de la problématique de la crise financière du monde occidental due au surendettement. L'intérêt rémunère le temps or le temps n'est pas un produit de l'homme mais un don de Dieu, tout comme l'air qu'on respire. C'est pourquoi il fait des ravages tant en Amérique du Nord qu'en Europe alors qu'il est proscrié en islam mais pratiqué par les régimes arabes décadents pour plaire à l'Occident. La fin de «l'obésité» en Occident signifiera alors la fin de la faim dans le monde. Quand l'Occident parle de droits de l'Homme, il faut comprendre les droits de l'homme occidental.

Les autres n'ont pas de droits, ce sont des sous hommes, des attardés mentaux qui polluent le bonheur terrestre éphémère des sociétés évoluées. Pour s'en convaincre, il suffit d'entendre le vacarme étourdissant des médias européens, quand un des soldats meurt au champ de bataille en terre étrangère et le silence assourdissant des gouvernants occidentaux devant les milliers de morts en Afrique ou en Asie pour une guerre qui n'est pas la leur. La comptabilité macabre médiatique est précise et le palmarès revient à celui qui compte le plus de morts.

A suivre

BOUIRA

Le vol d'un disjoncteur électrique plonge 50 familles dans le noir

Farid Haddouche

Avant-hier vers 8h, le district technique de l'électricité de Lakhdaria, affilié à la Société de distribution de l'électricité et du gaz (SADEG) de la wilaya de Bouira, a enregistré une coupure de courant, dans 50 foyers, privant ainsi des citoyens de cette énergie. L'inci-

dent s'est passé dans le village Mas-moulata, relevant de la commune de Lakhdaria, et cela en raison du vol par des inconnus d'un disjoncteur électrique qui relie le transformateur électrique et les câbles électriques de basse tension. Il faut rappeler que le district technique de l'électricité de la commune de Lakhdaria situé à une cinquantaine de kilomètres, à

l'ouest du chef-lieu de wilaya, a enregistré plusieurs vols similaires, ces jours derniers, d'équipements électriques, ce qui affecte négativement la continuité de service à fournir l'électricité et cause des désagréments aux clients. C'est pourquoi la SADEG de la wilaya de Bouira, tient à dénoncer, une nouvelle fois, cet acte « immoral et irresponsable »

Trafic de psychotropes, une arrestation

Dans le cadre de la lutte contre les stupéfiants et psychotropes et de la répression de leur trafic illicite, la Police judiciaire de la Sûreté de daïra de Lakhdaria a pu arrêter, avant-hier, un jeune homme âgé de 29 ans, résidant à Lakhdaria, dans la wilaya de Bouira, pour possession de psychotropes sans justification légale et sans prescription médicale. Le suspect se procurait ces sub-

tances, dans le but de les commercialiser. L'arrestation a eu lieu au centre -ville de Lakhdaria, sur la base d'informations obtenues par les services de sécurité du département selon lesquelles une personne faisait la promotion de substances psychotropes dans les quartiers de la ville. Ainsi, une surveillance a été lancée qui a conduit à l'arrestation du suspect en possession de plusieurs mar-

ques de psychotropes, dont 36 comprimés hallucinogènes et une somme d'argent de 2.650 DA qui provenait de la vente de ces poisons. À l'issue des procédures d'enquête, le suspect a été présenté devant le parquet de Lakhdaria pour possession de psychotropes, sans justification légale et sans prescription médicale, dans le but de les commercialiser.

F. H.

De faux policiers arrêtés, après s'être emparés de 400 millions de centimes

Dans la continuité des efforts déployés par les éléments de la Sûreté de wilaya de Bouira, pour lutter contre toutes les formes de criminalité urbaine, les membres de la Brigade criminelle de la police judiciaire de la wilaya ont pu démanteler, avant-hier, un groupe de malfaiteurs composé de 5 individus, et récupérer une importante somme d'argent en monnaie nationale, une voiture et 2 téléphones portables.

Les faits remontent à ces derniers jours, lorsqu'un conducteur d'une voiture 'Kia Picanto' a rapporté qu'un groupe de 3 personnes lui ont

volé une somme de 400 millions de centimes dans son véhicule et 2 téléphones portables de haute qualité. Les criminels se sont présentés à lui comme étant des membres de la police, en lui déclinant des cartes professionnelles falsifiées. La victime était si effrayée et ne pouvant s'y opposer, qu'elle les laissa accomplir leurs forfaits. Ces derniers ont utilisé une voiture de marque Peugeot 301 pour disparaître. Les agents de sécurité d'une association de la société civile utilisent une carte de membre très ressemblante à la carte professionnelle des policiers. Immé-

diatement après, les éléments de la Brigade criminelle ont déclenché leurs investigations, qui ont permis, 48 heures après d'arrêter les voleurs et récupérer une partie importante de la somme volée en plus des 2 téléphones portables. Après achèvement des procédures d'enquête, les mis en cause ont été présentés devant le procureur général près la Cour de juridiction pour association de malfaiteurs dans le but de préparer un vol décrit usage d'un véhicule pour faciliter leurs actions et usurpation d'une fonction légale.

F. H.

TIPAZA

Des mesures pour le réajustement du programme de distribution de l'eau potable



Des mesures d'urgence ont été prises par l'Unité de Tipaza de la Société des eaux et de l'assainissement d'Alger (SEAAL), pour le réajustement du programme de distribution de l'eau potable, en application du plan de travail mis au point, en concertation avec la direction des Ressources en eau de Tipaza, a indiqué, jeudi, un communiqué rendu public par cette entreprise. Selon le communiqué mis en ligne sur la page facebook de la SEAAL de Tipaza, des mesures d'urgence ont été engagées pour réajuster le programme de distribution, fortement perturbé par la baisse record du niveau du barrage de Boukerdane, commune de Sidi Amar. Ce déficit impacte lourdement l'alimentation en eau potable (AEP) des com-

munes de Cherchell, Sidi Ghiles, Hadjout, Merad, Sidi Rached et les régions d'El Hamdania et El Beldj. Ces mesures portent notamment, selon la même source, sur l'affectation d'un quota supplémentaire de 10.000 m³/jour d'eau vers Tipaza, depuis la Station de dessalement d'eau de mer (SDEM) de Fouka, soit un volume journalier de 50.000 m³/jour. Il s'agit, également, du réajustement du programme de distribution des communes de la partie-est de la wilaya alimentées depuis la station de Fouka, avec un passage de l'alimentation en 1 jour sur 4, en plus du renforcement des localités impactées par cet arrêt par un dispositif de 'citernage' SEAAL, selon le même communiqué. Parallèlement

à ces mesures d'urgence d'autres dispositions seront prises pour améliorer l'AEP à Tipaza, à savoir : l'accélération de la cadence des travaux de réhabilitation et d'extension de la SDEM monobloc de Bousmail (10 000 m³/jour), outre le lancement du projet de renforcement de la commune de Sidi Ghiles depuis le champ de captage de Messelmoune avec la réalisation d'un nouveau forage et l'équipement d'un autre, et l'accélération de la livraison de nouveaux puits artésiens réalisés dans le cadre du programme d'urgence. Les équipes de la SEAAL restent mobilisées pour garantir le service public de l'eau et de l'assainissement dans la wilaya de Tipaza, en particulier en cette période de stress hydrique, a assuré le communiqué.

ALGER

La bibliothèque nationale ouvre ses portes

Farid Haddouche

La Bibliothèque nationale a annoncé, dans un communiqué, la réouverture de ses portes et de ses espaces pour recevoir les lecteurs et chercheurs, depuis jeudi, après près de deux mois de fermeture dans le cadre des mesures de prévention de l'épidémie du Covid-19. Le communiqué, publié sur la page Facebook officielle de la Bibliothèque nationale d'Algérie, précise qu'« en exécution de la décision du Premier ministre de lever les procédures de fermeture des centres culturels et des bibliothèques et conformément aux instructions du ministère de la Culture et Arts, la Bibliothèque nationale d'Algérie annonce l'ouverture de ses portes et

de ses espaces pour recevoir les lecteurs et chercheurs, à compter du 16 septembre 2021. » Le communiqué a souligné que la réouverture de la Bibliothèque nationale aux lecteurs et aux chercheurs se fera dans le strict respect des mesures sanitaires prises pour lutter contre le Covid-19. Pour rappel, la Bibliothèque nationale a annoncé, dans un communiqué précédent, la fermeture temporaire des salles de lecture, à compter du 27 juillet dernier, dans le cadre des mesures préventives visant à limiter la propagation de la pandémie de corona et des cas confirmés d'infection confirmés dans la Bibliothèque nationale. Ainsi, la préservation de la sécurité de ses lecteurs et visiteurs reste primordiale

AÏN DEFLA

Journée des imams et hommes de culte

Des imams et hommes de culte, à Aïn Defla, ont salué la décision prise par le président de la République, consacrant le 15 septembre « Journée nationale de l'Imam », soutenant que cette reconnaissance les incitera à « se surpasser » pour mener à bien leur mission et contribuer aux efforts visant la préservation de l'identité et de l'unité nationales. Affirmant avoir accueilli favorablement la décision prise par le président de la République consacrant le 15 septembre « Journée nationale de l'Imam », Kamel Boutouchent, imam de l'une des mosquées de Rouina (18 km à l'ouest du chef-lieu de wilaya), a mis en exergue les missions de l'imam en matière d'enseignement coranique, de moralisation des comportements et de préservation de l'identité et de l'unité nationales. « A travers ses missions en matière d'enseignement coranique, de moralisation des comportements et de préservation de l'identité et de l'unité nationale, l'imam contribue aux efforts visant à mettre en place un rempart à même de faire échouer les tentatives d'acculturation ou de discorde », a-t-il dit. M. Boutouchent, également cheikh d'une zaouia dans la commune de Rouina a noté qu'en ces temps troubles, « voire troublants », l'heure ne peut être qu'à l'unité, un objectif dont l'imam doit être l'un des « architectes », a-t-il soutenu. « Avec son aura et ses aptitudes de persuasion, l'imam peut contribuer au dénouement des situations les plus inextricables », a-t-il observé, regrettant que certains « une minorité, heureusement » aient osé lever les mains sur l'imam au point de l'agresser. Notant que cette décision prise par le président de

la République atteste de la place dévolue à la science et aux oulémas, Ahmed Hadouche, imam de l'une des mosquées du chef-lieu de wilaya a, de son côté, mis l'accent sur l'importance du rôle joué par l'imam au sein de la société. « L'imam ce n'est pas uniquement celui qui dirige la prière collective au quotidien ou celle du vendredi et des fêtes religieuses, mais c'est celui qui, à travers ses prêches, 'hallaqates' ou simples discussions avec les citoyens contribue à la cohésion et à la stabilité sociale », a-t-il noté. Revenant sur le rôle joué par l'imam à l'apogée de la crise sanitaire induite par la propagation du nouveau coronavirus (Covid-19), il a noté que celui-ci a accompli un travail colossal en matière d'incitation à l'observation des mesures barrières, butant, parfois, sur des personnes qui refusaient de croire à l'existence d'un virus aussi dévastateur. Observant qu'il n'y a pas de sacerdoce dans l'Islam, comme on ne trouve pas de hiérarchie semblable à celle de l'Eglise catholique, le directeur des Affaires religieuses et des Wakfs de Aïn Defla, Djillali F'kir a mis l'accent sur le fait que l'imam doit être un exemple de probité, de dévouement et d'amour de la patrie. « Littéralement, le terme imam dérive de l'arabe du verbe Amma, ya-ûmmu, qui veut dire diriger ou être devant, donc l'imam est celui qui se dresse devant, d'où la nécessité pour lui d'être exemplaire en matière de probité, de dévouement et d'amour de la patrie », a-t-il insisté. M. F'kir a exhorté les imams à être les partisans du « juste milieu », faisant face aux 'fétwas' visant à semer la haine et la discorde au sein de la Oumma (communauté).

Horaires des prières pour Alger et ses environs

11 safar 1443

El Fedjr 05h06	Dohr 12h42	Assar 16h12	Maghreb 18h54	Icha 20h13
-------------------	---------------	----------------	------------------	---------------



TÉBESSA

Un projet de voie ferrée tant attendu

Ali Chabana

Le tronçon de la voie ferrée minière reliant Oued Kebarrit (Souk Ahras) à Djebel Onk (176 km), dans la wilaya de Tébessa était, dernièrement, l'objet d'une visite d'inspection effectuée par le directeur général de l'Agence nationale des études et suivi de réalisation des investissements ferroviaires (ANESRIF). Un projet de très grande importance dans le transport des minerais de phosphate et fer d'Ouenza et Boukhadra, qui a bé-

néficié d'un financement public de 51 milliards de DA, pour des travaux de modernisation, électrification et dédoublement de la voie. Le même responsable a instruit sur l'accélération de la cadence des travaux et le lancement de la construction des stations ferroviaires, tout au long de la ligne minière. Soit un total de 388 km de voie ferrée minière, entre Tébessa et les installations portuaires d'Annaba. Le directeur général a ensuite inspecté le site de la nouvelle gare de Mossott, qui sera équipée d'une station

de taxis et d'aménagement extérieur. De même à El Aouinet où il était question d'une nouvelle station ferroviaire. Pour rappel, la modernisation de la ligne minière électrifiée entre dans le cadre du renforcement des moyens de transport du phosphate vers le futur complexe de transformation chimique situé à Oued Kebarrit et Hedjar Soud (Skikda). Un projet attendu par la population locale, tant il représentera une opportunité économique, à travers la création de centaines de postes d'emploi.

Des points de vente de légumes secs à prix réglementés



La Coopérative de céréales et de légumes secs (CCLS) de Tébessa a entamé la vente, à des prix réglementés, des lentilles et de pois chiches, produits localement dans 8 points, à travers les communes de la wilaya, a indiqué jeudi, le directeur par intérim de la CCLS. La Coopérative des céréales et des légumes secs a initié l'ouverture des ces points pour commercialiser les lentilles et les pois chi-

ches à bas prix comparés à ceux proposés sur le marché, qui connaît une augmentation « soudaine » des prix des légumes secs. Les lentilles sont vendues à 99 DA le kilo tandis que les pois chiches sont cédés à 119 DA, selon le même intervenant qui a relevé que les entrepôts de la CCLS dans les communes de Tébessa, Laaouinet, El Merdj, Morsat, Ogla, Chéria, Negrine et El Kouif ont été mobilisés

pour la vente de ces deux légumes secs, produits localement et de bonne qualité. L'opération permet aux citoyens de s'approvisionner en pois chiches et lentilles à des prix de gros et contribue à atténuer la pression sur les citoyens, notamment avec la hausse de diverses denrées alimentaires de grande consommation depuis le début du mois de septembre, a conclu la même source.

SÉTIF

Convention de coopération avec l'Université «Jena» (Allemagne)

L'Université Mohamed Lamine Debaghine (Sétif 2) a conclu jeudi, une convention de coopération avec l'université 'Jena' (Allemagne) d'une durée de 3 ans, concernant toutes les spécialités et niveaux scientifiques. La convention intervient dans le cadre du programme international 'Erasmus +' à travers la concrétisation du projet de recherche intitulé « l'alliance académique pour la réconciliation et l'édification de la paix » par l'Université algérienne 'Mohamed Lamine Debaghine' et l'Université allemande 'Jena' en partenariat avec des universités de l'Autriche, de Jordanie, d'Algérie et de Gaza (Palestine), a déclaré à l'APS la vice-recteur de l'Université Sétif 2, chargée des relations internationales Nawel Abdelatif Mami, en marge de la signature de cette convention. La convention liant les 2 universités pendant 3 ans donnera lieu à un jumelage concernant tous les niveaux et spécialités scientifiques, a déclaré la même responsable,

précisant qu'il sera procédé à travers ce jumelage au lancement du 1^{er} projet Master académique international en Droit et Sciences politiques, spécialité Sciences politiques intitulé : « les relations internationales, la réconciliation et études de la paix ». Ces recherches académiques seront encadrées par des experts de l'Université allemande et des enseignants de l'Université Mohamed Lamine Debaghine au profit des étudiants Master spécialité Relations internationales, a-t-elle dit, indiquant que les étudiants bénéficieront de formation de présence à l'Université Jena en 2^{ème} année Master en vue de préparer le mémoire de fin d'étude financé par l'Union européenne. Le jumelage permettra l'élargissement des différents domaines de recherche scientifique à l'Université Sétif 2 et concernera aussi des offres spécialisées en doctorat relatives à différents domaines de l'Université dans les spécialités des Sciences humaines et sociales, a-t-on souligné. Il

s'agit là du plus grand projet international entretenu par l'Université Sétif 2, dans le domaine des Sciences humaines et sociales, a fait savoir Mme. Abdelatif Mami. 'Erasmus +' est un programme agréé par la Commission européenne dans les domaines de l'Education, la Formation, la Jeunesse et le Sport, a-t-on rappelé, ajoutant que récemment il a été procédé à l'adoption de partenariat entre les pays de l'Union européenne et les différents pays du monde dans le cadre de ce programme. Ce programme vise notamment la consolidation de la solidarité et l'entraide dans les différents domaines de l'Education, d'entraînement et de jeunes et l'élimination des frontières artificielles entre les différentes formes de travaux et projets et l'encouragement également des nouvelles idées pour capter de nouveaux éléments efficaces du monde du travail, et de la société civile ainsi que l'encouragement des nouvelles formes de coopération.

ANNABA

Mme Cherfi : «La société civile a un rôle important dans la promotion des droits des enfants»

La déléguée nationale à la protection et à la promotion de l'enfance, Mme Meriem Cherfi a souligné, jeudi à Annaba, l'importance du rôle de la société civile dans la promotion des droits de l'enfant pour assurer une prise en charge efficace sur le terrain de cette catégorie. Les associations et divers acteurs actifs dans les domaines qui concernent la vie de l'enfant « sont appelés à améliorer leurs performances et coordonner les efforts des différents acteurs pour promouvoir la prise en charge de l'enfant à divers niveaux sanitaire, éducatif, social et psychologique », a précisé Mme Cherfi, lors d'une visite de terrain, où elle s'est rendue dans des établissements spécialisés dans la prise en charge des enfants, dans la wilaya d'Annaba. Elle a ajouté que l'élargissement du réseau de la société civile pour le renforcement des droits de l'enfant, au niveau de l'organe national pour la protection et la promotion de l'enfance, totalisant actuellement 150 associations, permettra à la société civile d'améliorer ses performances dans ce domaine.

Mme Cherfi a, dans la foulée relevé que les efforts déployés par les pouvoirs publics pour renforcer l'arsenal juridique garantissant les droits de l'enfant « doivent se concrétiser sur le terrain à travers une prise en charge efficace et appropriée de la catégorie enfance ». Dans le même contexte, la déléguée nationale a appelé à œuvrer à promouvoir la culture du signalement, dans les cas de violation des droits de l'enfant au sein de la communauté, à travers la ligne ouverte au niveau de l'organe 1111, révélant que plus de 10.000 appels sont reçus quotidiennement sur ce nu-

méro pour signaler des cas de violation des droits de l'enfant. Mme Cherfi a, dans le même contexte, soutenu que la protection de l'enfance est la responsabilité de tous et sa concrétisation est liée à la coordination et à la coopération entre les différents secteurs et à tous les niveaux. Au cours de sa sortie sur le terrain, Mme Cherfi a visité le foyer pour enfants assistés à la cité Oued Forcha, au chef-lieu de wilaya, et s'est enquis des conditions de prise en charge de cette catégorie d'enfants, ainsi que les mesures prises pour faciliter leur intégration dans le milieu familial. La déléguée nationale s'est également rendue à un jardin d'enfants dans le nouveau pôle urbain, 'Kalitoussa', dans la commune de Berrahal, créé dans le cadre d'un investissement privé, où elle a souligné l'importance de consacrer un espace pour les enfants autistes pour assurer les conditions de prise en charge précoce de cette catégorie et faciliter leur intégration dans des classes « ordinaires ». A la résidence 'Amal' pour l'hébergement des enfants atteints de cancer et leurs familles qui se déplacent pour les soins à Annaba, la déléguée nationale a salué le rôle du travail de solidarité pour alléger les souffrances des patients et de leurs familles grâce à cet investissement caritatif, qui assure 28 chambres, en plus de tous les besoins d'hébergement et de restauration des familles des patients. Mme Cherfi a également inspecté les conditions de prise en charge des enfants malades à l'hôpital universitaire pour enfants, à Annaba, avant de remettre un quota de 450 cartables pour les enfants des familles nécessiteuses en prévision de la nouvelle rentrée scolaire.

MILA

Ouverture d'un laboratoire pour tests PCR

B. Bousselah

Finis les déplacements contraignants pour le transfert des échantillons de tests PCR vers le CHU de Constantine apprend-on auprès de la cellule de la communication de la wilaya. Cette action n'a été possible que grâce à la mise en service, mercredi, du 1^{er} Laboratoire du dépistage du coronavirus

qui abrite l'établissement hospitalier d'Oued El Athemania. Doté d'un plateau technique performant disposant de toutes les commodités, cette structure dont la cérémonie inaugurale s'est déroulée en présence du wali épargnera dans une 1^{re} phase l'envoi des échantillons des cas suspects admis dans les cinq hôpitaux de la wilaya vers le Centre hospitalier universitaire de Constantine.

Allaoua Achouri n'est plus

Malade depuis plus d'une année, l'instituteur Allaoua Achouri qui a formé plusieurs générations depuis l'indépendance est décédé à Chelghoum Laid.

Cet homme aimé de tous a exercé tour à tour instituteur puis directeur d'école. Très connu dans le milieu sportif où il avait exercé en tant qu'arbitre fédéral. Cet homme estimé

a été plébiscité pour présider en 1984 la 1^{re} Assemblée de la wilaya de Mila. Homme de culture et dévoreur de journaux, il passe la majorité de son temps à la maison de la Culture de Mila. Le défunt qui habite un modeste appartement de type HLM, a été enterré, mercredi, au cimetière de sa ville natale à Chelghoum Laïd.

B. B.

Horaires des prières pour Constantine et ses environs

11 safar 1443

El Fedjr 04h53	Dohr 12h28	Assar 15h59	Maghreb 18h41	Icha 19h59
-------------------	---------------	----------------	------------------	---------------



En parallèle à la levée du gel sur plusieurs projets Réception de 8.000 nouveaux logements sociaux en mars 2022

D. B.

Intervenant sur les ondes de la radio Bahia', le DG de l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI), a annoncé la réception de plus de 8.000 logements sociaux, en mars 2022. Ce programme est réparti sur plusieurs communes. Le même responsable a indiqué que 14.000 autres unités ont été réceptionnées et sont prêtes à la distribution. Au total, le responsable de l'OPGI a signalé que plus de 22.000 logements seront attribués aux mal-logés de la wilaya dans les mois à venir. Le même responsable a signalé que la wilaya d'Oran, a entamé l'une des plus grandes opérations d'attribution des logements sur le plan national. La semaine dernière, lors d'une visite d'inspection de plusieurs chantiers de logements par le nouveau wali d'Oran M. Saïd Sayoud a annoncé la levée du gel des projets de logements promotionnels aidés LPA, estimés à plus de 4.500. Il a tenu à rassurer les souscripteurs et les promoteurs immobiliers concernés par cette formule, que

les projets de 4.500 LPA seront relancés et que toutes les contraintes seront levées. Oran a bénéficié d'un nouveau quota de 4.500 unités LPA, en 2019, dont 1.700 situés dans le nouveau pôle urbain 'Ahmed Zabana'. Cette formule a connu un engouement de la part des citoyens, pas moins de 33.000 demandes ont été formulées, en 2018. D'autre part et dans le cadre du suivi de divers projets de logements, et dans l'intention de lever toutes contraintes administratives qui entravent l'avancement des travaux et la distribution desdits logements aux bénéficiaires, le wali d'Oran a inspecté le nouveau pôle urbain de la commune de Oued Tlelat, pour s'enquérir des travaux de viabilisation avant la prochaine opération de distribution. «M. Saïd Sayoud a évoqué les différents problèmes administratifs et techniques qui entravent la réalisation de tels projets à l'exemple de l'indemnisation des propriétaires de terrains. Il a aussi inspecté le site des 8000 logements, le projet des 700 logements publics locatifs qui connaît un retard dans les travaux

des VRD où il a rappelé à l'entrepreneur de renforcer les équipes afin d'accélérer la cadence des travaux», selon un communiqué de la wilaya. La même source ajoute «qu'en en marge de sa visite dans la localité d'Ain El-Beïda, et suite à la dégradation de l'environnement, le wali a sanctionné la déléguée communale d'Ain El-Beïda, instruisant le maire de prendre les mesures nécessaires, en veillant à assurer la propreté des lieux».

Pour rappel, près de 47.000 logements, toutes formules confondues, en cours de réalisation dans la wilaya d'Oran, seront attribués à leurs bénéficiaires, par étapes, courant 2021. Ce programme permettra le relogement de 250.000 citoyens, notamment ceux résidant dans le vieux bâti, en plus de l'éradication progressive de l'habitat précaire qui constitue, depuis de nombreuses années, des points noirs dans les communes de la wilaya, entre autres. Les services de la wilaya ont dénombré, jusqu'à aujourd'hui, plus de 175.000 demandes de logements de différentes formules.

Révision des listes électorales d'Oran Plus de 13.000 nouveaux inscrits

Le nombre des nouveaux inscrits aux listes électorales a atteint 13.000 personnes, dans la wilaya d'Oran, à l'issue de la révision exceptionnelle du fichier électoral, en prévision des locales du 27 novembre prochain, a-t-on appris du chargé d'information de la délégation de wilaya de l'ANIE.

Au titre de la révision exceptionnelle qui a pris fin le 15 septembre en cours, plus de 20.000 inscrits ont été radiés en raison de changement de résidence surtout après la dernière distribution

de logements dans les nouveaux pôles urbains des communes de Misserghine et Oued Tlelat, a précisé Tayebi Aïssa.

Concernant le retrait des dossiers de candidature et des formulaires de souscription de signatures nécessaires, exigés par la loi, 35 listes de candidats ont retiré ces documents à ce jour en vue du renouvellement des APC. Il s'agit de 20 listes de partis et 15 autres de candidats indépendants, signale-t-on.

Pour l'élection de la nouvelle APW, 25 listes, dont 23 listes de

partis et 2 listes indépendantes ont également retiré des dossiers de candidatures et des formulaires de souscription de signatures, a ajouté le même responsable, signalant que l'opération de retrait des formulaires des signatures se poursuit toujours.

Par ailleurs, la délégation locale de l'ANIE œuvre actuellement à parachever les procédures liées à cette échéance dont la formation des encadreurs, la préparation du matériel de numérisation des dossiers de candidats et leur examen.

Des points de vente mobiles dans les marchés L'OAIC propose des légumes secs à des «prix étudiés»

J. Boukraa

La récente flambée des prix des denrées alimentaires de base vient de porter un énième coup, au pouvoir d'achat du citoyen en général et à la ménagère en particulier. Une éclaircie est venue pour remettre un équilibre à ces derniers qui ont un budget jugé précaire ou modeste.

Pour faire face à cette situation le ministère de l'Agriculture et du Développement rural (MADR), par le biais de l'Office algérien interprofessionnel des céréales (Oaic), vient de mettre en place, des points mobiles dans les marchés quotidiens pour commercialiser les légumes secs notamment les lentilles et les pois-chiches à des prix raisonnables. Selon un communiqué de cet organisme, les lentilles sont cédées au prix de 99,16 DA le kilo et les pois-chiches à 119,78 DA. Des camions ont été mobilisés pour la commercialisation de ces légumineuses produites localement, directement aux citoyens. Cette initiative ciblera les différents marchés populaires de la ville d'Oran. En plus, l'OAIC informe les citoyens de la réduction

des prix de ces deux produits, dans les points de vente des légumes secs à Haï Sananès et l'unité de stockage d'Es-Senia. L'initiative a été bien accueillie par les ménages en cette période hivernale où les besoins de consommation de légumes secs sont en nette croissance mais pas du tout à la portée des petites bourses. Les achats peuvent se faire dans les points mobiles ou les points de vente de son réseau de commercialisation secs, à Haï «Sananès» et l'unité de stockage d'Es-Senia. Les entilles et les pois-chiches sont disponibles en grandes quantités dans les magasins de la coopérative afin de répondre à la demande avec des prix défiant toute concurrence. En effet rien n'échappe à la tendance de l'augmentation puisque les prix des légumes secs ont connu une hausse depuis quelques jours. En effet ces denrées alimentaires très prisées en cette saison, plus particulièrement les lentilles et les haricots secs, connaissent, d'ores et déjà une hausse vertigineuse des prix. En faisant un tour dans les différents commerces, on a relevé des prix particulièrement exorbitants : pois chiches à 260

DA le kilo en vrac et 420 DA le conditionné, pois cassés à 160 DA, haricots blanc à 360 DA, lentilles à 250 DA. Une cherté qui vient porter le coup de grâce au pouvoir d'achat du citoyen. On peut s'attendre donc à ce que les points de vente de ces derniers soient des plus sollicités pour ne pas dire pris d'assaut par les citoyens venus s'approvisionner en légumes secs au moindre coût, surtout que les légumineuses trouvent une place importante dans le quotidien des Algériens. Riches en protéines et en fibres, elles apportent, en combinaison avec les céréales, les acides aminés essentiels que le corps ne sait pas fabriquer et que seuls la viande et les poissons fournissent. Pauvres en graisses, elles sont à mettre à l'honneur aussi souvent que possible.

ILS NOUS ONT QUITTES... HIER

Lahmar Yamina, 35 ans, Es-Senia
Tanjaoui Ali, 85 ans, Oran
Jedou Soufiane, 44 ans, Yaghmouracen

Horaires des prières pour Oran et ses environs

11 safar 1443
El Fedjr 05h23 Dohr 12h57 Assar 16h28 Maghreb 19h10 Icha 20h28

Vols de l'intérieur de véhicules, de portables et de câbles en cuivre Six malfaiteurs arrêtés

K. Assia

Suite à une plainte déposée auprès des services de la 7^{ème} Sûreté urbaine pour vol d'une somme de 60 millions de centimes de l'intérieur d'un véhicule qui était garé dans le quartier de Sidi Lahouari, les policiers sont parvenus à mettre la main sur trois individus, âgés entre 20 et 25 ans. Ces derniers se sont spécialisés dans le vol de l'intérieur des véhicules et activaient dans le quartier de Sidi Lahouari.

L'enquête a permis, après une extension de compétence et une perquisition ordonnée par le tribunal, dans le domicile du principal mis en cause, de saisir une moto et des vêtements achetés avec l'argent du butin. Ils seront présentés au tribunal à l'issue de l'enquête. Par ailleurs

et dans deux opérations distinctes, les mêmes services ont arrêté 3 individus pour vols. La première affaire a permis d'arrêter un individu âgé de 27 ans pour vol de portables. Le mis en cause ciblait les voyageurs par bus en partance vers Mers El Kébir et Ain El Turck.

Il a été appréhendé en flagrant délit de vol d'un portable. Celui-ci a été récupéré par les policiers. Il sera présenté au tribunal après enquête.

D'autre part, 2 individus âgés de 22 et 23 ans ont été appréhendés pour vol de câbles en cuivre. Les policiers ont trouvé en leur possession un sac renfermant du matériel pour arracher les câbles en plus de quantités de câbles en cuivre. Au total, 6 personnes ont été arrêtées par les services de la 7^{ème} Sûreté urbaine pour vols.

80 logements LPA de Belgaid Livraison du projet dans les délais exigée



APS et D.B.

La nécessité de parachever les travaux de réalisation du programme de 80 logements de type promotionnel aidé (LPA) implantés dans la zone de Belgaid, commune de Bir El-Djir « dans les meilleurs délais», a été soulignée par le wali d'Oran, a-t-on appris, mercredi des services de la wilaya.

Lors de sa visite, mardi après-midi sur site de ce projet d'habitat qui connaît, depuis peu, un arrêt des travaux par l'entreprise chargée de sa réalisation, le wali, Saïd Sayoud, a insisté sur le parachevement des travaux, le rattrapage du retard enregistré et la livraison du projet «dans les meilleurs délais». Le wali d'Oran a appelé les responsables de l'OPGI, promoteur du projet, à prendre les mesures nécessaires avec l'entreprise chargée de la réalisation de ce programme d'habitat et à réactiver le projet, qui tire à sa fin afin, de le livrer à leurs souscripteurs, a-t-on indiqué. Les travaux d'aménagement extérieur y compris l'aménagement des accès et la

réalisation des différents réseaux d'AEP et d'assainissement et autres, connaissent un certain taux d'avancement des travaux, a fait observer le même responsable qui a insisté sur l'augmentation de la cadence par la multiplication des équipes afin de rattraper le retard enregistré, notent les services de la wilaya. Il y a lieu de signaler qu'en parallèle à l'attribution de près de 5.000 logements sociaux, au profit des habitants du vieux bâti et des bidonvilles, la wilaya d'Oran prévoit la distribution de plus de 3.000 logements de la formule LPA, dans plusieurs communes, avant la fin de l'année en cours, indiquent les services de la wilaya. Ce programme d'habitat, inscrit dans le cadre de l'ancien programme, enregistre un taux d'avancement appréciable et les travaux d'un quota considérable ont été achevés. En outre, les travaux d'aménagement externe sont en cours en sus de la réalisation des structures éducatives, sanitaires et administratives. L'ancien programme LPA a accusé un retard dû à de multiples raisons, selon la direction de wilaya de l'habitat qui a rappelé que 503 logements de type LPA dont 125 dans la commune de Benfréha, 166 à Bethioua et 220 à Bir El Djir ont été distribués, en avril dernier. Selon les mêmes sources, cette opération d'attribution concerne plusieurs communes. La wilaya d'Oran avait entamé, au courant du mois dernier, l'opération d'attribution de 8.880 logements, tous types confondus, à travers différentes communes de la wilaya.

TÉNÈS

Le curage des oueds se poursuit

Bencherki Otsmane

L'opération lancée la semaine passée pour le curage des oueds traversant la ville de Ténès, comme l'oued Allala, l'oued Tifiles et un certain nombre de zones identifiées comme «points noirs», se poursuit à un «rythme accéléré», a-t-on appris des services de la voirie de la commune de Ténès. Une opération similaire a été lancée jeudi dernier pour toucher d'autres villes et villages de la daïra de Ténès à l'instar de la localité de Soualmia, relevant de la commune de Sidi Akkacha, qui longe la RN 19. Le lit de l'oued Boukhenek et de plusieurs autres cours d'eau regorge de divers débris. Des équipes relevant de plusieurs directions de wilaya, agences et offi-

ces (Direction des Travaux Publics, Direction des Ressources en Eau Office nationale de l'assainissement, Algérienne des eaux), ainsi que des entreprises privées bénévoles font partie de cette opération de nettoyage qui vise l'enlèvement de débris et d'ordures de tous genres, amassés et mélangés à la vase formant ainsi un véritable obstacle empêchant les eaux pluviales de suivre librement leur course naturelle.

L'opération va permettre de nettoyer les oueds des déchets ménagers et solides, des débris et résidus, entassés sur leurs lits et leurs berges, en prévision de la période automnale, afin d'éviter les inondations, nous a indiqué le chef de daïra de Ténès. Et de rappeler celles de 2001 qui ont frappé de plein fouet toute la zone à l'est de la ville de

Ténès où les eaux ont tout emporté sur leur passage. Il y avait même eu mort de personnes. Il s'agit de la deuxième phase d'une vaste opération portant réhabilitation, curage et nettoyage des oueds qui traversent les principales zones de la wilaya de Chlef, nous dit-on.

«Les communes relevant du Nord de wilaya sont les plus exposées à d'éventuelles inondations en raison de la nature du relief et de la présence de beaucoup d'oueds et de cours d'eau qui viennent de l'intérieur des terres. Toutefois même si ces opérations sont salutaires, elles ne peuvent à elles seules constituer une panacée, d'où la nécessité d'élaborer un nouveau plan d'aménagement du territoire pour anticiper toute inondation et surtout éviter des dégâts humains.

CHLEF

30 millions de DA pour l'aménagement de 12 écoles

Une dotation budgétaire de 30 millions de DA a été mobilisée, par la commune de Chlef, pour l'aménagement de 12 écoles primaires, a-t-on appris, jeudi, auprès de cette institution.

Cette enveloppe financière a été mobilisée dans le cadre des préparatifs de la rentrée scolaire et a été destinée à l'aménagement et la réhabilitation d'écoles primaires relevant la commune de Chlef, a-t-on appris auprès du vice-président de l'Assemblée populaire communale, chargé de l'éducation et de la formation professionnelle, Rezki Brahimi.

Il a fait savoir que les travaux d'aménagement des accès, des cours, et d'un nombre de classes et cantines de ces écoles seront

lancés dès l'achèvement de certaines procédures administratives. Dans le même cadre de la préparation de la prochaine rentrée scolaire, la direction de l'éducation de Chlef a affecté 34 unités de dépistage et de suivi (UDS) à travers les établissements éducatifs de la wilaya, pour la vaccination du personnel du secteur contre la Covid-19, afin de garantir une rentrée scolaire sûre et éviter l'enregistrement de cas d'atteintes parmi les élèves.

L'opération cible la vaccination de plus de 22.000 employés du secteur de l'éducation au niveau local, a-t-il précisé.

Un protocole sanitaire préventif contre la propagation du nouveau coronavirus en milieu sco-

laire, a été, par ailleurs, mis en place, tout au long de l'année, à travers notamment la désinfection régulière des salles d'eau, des cantines scolaires et des autres structures, en coordination avec différents partenaires et associations. A noter la réception, dernièrement, par le secteur, de 10 nouvelles structures éducatives, actuellement en cours d'équipement, en vue de leur mise en service, à l'occasion de la nouvelle rentrée scolaire 2021/2022. Il s'agit d'un lycée réceptionné à la cité AADL de la cité Hosnia, de trois CEM à Beni Oudrene (commune de Sendjass), à la cité Hosnia (Chlef), et à Oued Sly et de six écoles primaires à Chlef, Chettia, Abou Lhasane, et Oued Sly.

EL-BAYADH

Des boissons gazeuses impropres à la consommation saisies

Hadj Mostefaoui

En mission de contrôle aux côtés des éléments de la brigade territoriale de la gendarmerie nationale du chef lieu de la commune de Ghassoul, les agents de la Direction du commerce ont mis la main à l'intérieur d'un hangar appar-

tenant à un particulier, sur une quantité de 1764 bouteilles de limonade d'un litre chacune d'origine douteuse.

Les conclusions des analyses effectuées dans un laboratoire de cette direction ont révélé que cette boisson était impropre à la consommation en raison des adjuvants amers dissous dans

le liquide dont le contenant ne portait aucun étiquetage.

Cette marchandise était destinée à être écoulée sur le marché local. Le mis en cause a été verbalisé et présenté au parquet devant le procureur de la république près le tribunal d'El-Bayadh pour répondre de ses actes.

MASCARA

10.000 ha pour la culture du colza et de la betterave à sucre

La direction des services agricoles (DSA) de la wilaya de Mascara vient de consacrer 700 hectares pour la culture du colza et 300 ha pour la betterave à sucre, dans le cadre d'une expérience pilote avant de la généraliser, a-t-on appris de la direction du secteur.

Cette opération entre dans le cadre d'une initiative du ministère de l'Agriculture et du Développement rural pour la culture de 30.000 ha de colza à travers le pays et une parcelle pour la betterave sucrière au titre d'un programme gouvernemental

pour l'extension des terres agricoles réservées aux produits entrant dans l'industrie de transformation afin de réduire l'importation, a indiqué le directeur local des services agricoles, Hassaine Nasreddine.

Les agriculteurs concernés par cette expérience pilote dans la wilaya bénéficieront d'une formation et d'un accompagnement technique par les techniciens de la DSA et des Instituts agricoles régionaux pour les aider à maîtriser les techniques de la culture du colza et de la betterave à sucre, a-t-il fait savoir.

Selon la même source, un hectare cultivé de 40 kilogrammes de graines de colza produit 25 quintaux par an dont 70 pour cent est utilisé pour l'huile et le restant en tant qu'aliment du bétail. Dans la wilaya de Mascara, l'extension des superficies de plantation de colza vise à augmenter la production de l'aliment de bétail, dans le cadre de conventions entre l'Office régional d'aliment de bétail et les agriculteurs pour l'acquisition de leurs produits chaque année à un prix de 5.000 DA le quintal, a-t-on souligné.

MOSTAGANEM

Un plan d'aménagement des pêcheries adopté



Un plan d'aménagement des pêcheries dans la wilaya de Mostaganem a récemment été adopté par un groupe de travail regroupant plusieurs secteurs concernés, a-t-on appris jeudi du directeur de la pêche et des ressources halieutiques, Abdelhafid Zenasni.

M. Zenasni a indiqué à l'APS, que ce plan qui a fait l'objet d'une approbation par le groupe de travail constitué de plusieurs secteurs en lien avec le secteur de la pêche, les représentants des professionnels (chambre de wilaya de la pêche et de l'aquaculture) ainsi que les associations qui activent sur le terrain, contribuera à préserver la richesse halieutique de manière durable et renforcer le rôle stratégique des activités maritimes dans le développement de l'économie nationale.

Ce plan qui touche les zones de pêche, a été élaboré sur la base de données faisant état d'une baisse de la biomasse (bancs de poissons) et d'une augmentation de la demande des produits de la pêche, corrélé par la baisse de l'offre, consiste en la mise sur pied d'une nouvelle stratégie qui s'appuie sur une gestion durable de la ressource, a ajouté le même responsable. La même source a imputé cette baisse de la biomasse à l'exploitation anarchique de la ressource, la pêche dans les zones interdites ou encore durant les périodes de reproduction ainsi qu'au non respect de la période du repos biologique.

Ce plan sera mis en exécution sur une période de 5 années avec à la clef l'élaboration de rapports annuels quant au degré d'exécution des

mesures prises, particulièrement avec la mise en place du système d'organisation de la pêche et du niveau de la production dans les zones d'activités aquacoles ainsi que sur la base des indicateurs environnementaux et socio-économiques, le tout est de garantir une disponibilité du produit et de préserver les métiers de la pêche.

La wilaya de Mostaganem disposait, à la fin de l'année écoulée, d'une flotte composée de 248 unités en majorité des sardiniers et des petits métiers qui exercent au niveau des ports de Mostaganem, de Sidi Lakhdar, de Salamandre, en plus de 776 unités de plaisance dans 9 sites d'appointement. Le nombre des professionnels est estimé à 7.300 en majorité des marins pêcheurs.

TISSEMSILT

Deux foyers de blue tongue détectés

La wilaya de Tissemsilt a enregistré, dernièrement, deux foyers de la maladie de la langue bleue (blue tongue) chez des bovins, a-t-on appris jeudi auprès de l'inspection vétérinaire de la wilaya.

La même source a indiqué que cette maladie a touché trois têtes de vaches dans deux exploitations agricoles privées dans la région de «Hraïz» dans la commune de Tissemsilt (deux cas) et la commune de Bordj Bounaama (un cas), soulignant que ces vaches ont été examinées par des vétérinaires relevant de l'inspection.

Afin de protéger le reste des vaches contre cette maladie au niveau des deux exploitations

agricoles, des mesures urgentes de prévention ont été prises, consistant à nettoyer et à désinfecter les étables d'élevage par la pulvérisation d'insecticides et en mettant de la chaux dans les écuries.

Les vaches atteintes de la maladie de la langue bleue ont été soumises à un traitement par antibiotiques, selon la même source.

L'inspection vétérinaire de la wilaya avait enregistré, au début du mois d'août dernier, sept foyers de blue tongue dans des exploitations agricoles privées sises dans les régions de «Beni Maïda», «Ain Laneb» et «Boumengouche» dans la commune de Tissemsilt, de «Khneg Nhar»,

à «Meghila» (Layoune), à «Ain Tahdharit» (Khemisti) et dans la ville de Khemisti.

La même instance poursuit l'organisation d'une vaste campagne de sensibilisation pour éviter aux têtes de bovins de contracter cette maladie, notamment en effectuant des sorties sur le terrain de sensibilisation au niveau des exploitations agricoles et en incitant les éleveurs à effectuer des opérations périodiques de nettoyage et de désinfection des étables, en plus de la pulvérisation d'insecticides pour lutter contre les insectes nuisibles et du contact de vétérinaires des secteurs public et privé en cas de détection d'un animal atteint de la maladie, a-t-on fait savoir.

TLEMCEM

Les répercussions durables de la crise sanitaire sur les entreprises

L'entrée en vigueur des mesures exceptionnelles liées à l'annulation des pénalités et majorations de retard des cotisations des employeurs publics et privés (actifs et non actifs) affiliés à la sécurité sociale, jusqu'au 31 janvier 2022, a chamboulé les activités des trois services de recouvrement, contrôle des employeurs et des prestations de la caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés (CNAS) de Tlemcen.

Khaled Boumediene

Ces derniers ont axé leurs efforts pour l'application stricte de ces mesures exceptionnelles profitant aux employeurs débiteurs, qui peuvent désormais bénéficier d'un rééchelonnement pour régulariser leur situation vis-à-vis de la Caisse.

Animant une conférence de presse, jeudi dernier, en présence de Boudkhal Abdeldjellil, responsable par intérim du service de recouvrement, la directrice de la CNAS de Tlemcen, Mme Lamouri Sonia, a indiqué que : « Ces mesures décidées dans l'ordonnance 21-12 du 25 août 2021 contribueront à répondre à l'inquiétude et à la grande détresse des employeurs causées par la crise actuelle et à atténuer leurs difficultés. Les employeurs et chefs d'entreprises sont très nombreux à avoir subi des pertes de revenus en raison des répercussions durables de la crise sanitaire de la pandémie de Covid-19 et qui pour certains, leurs activités et leurs effectifs ont été carrément réduits. Les usagers débiteurs auprès de notre Caisse bénéficient de l'apurement des dettes de pénalités et majorations de retard de leurs cotisations antérieures, d'une réduction allant de 15 à 20% de leurs cotisations principales ainsi que des avantages octroyés aux employeurs dans le cadre des mesures incitatives relatives à la promotion et le soutien de l'emploi mises en place par l'Etat ».

Selon la directrice de la CNAS de Tlemcen, environ 8500 employeurs actifs sont affiliés à la CNAS, qui dispose de 32 structures de centres payeurs (CP) et centres de diagnostic et de soins (CDS) à travers la wilaya.

« La crise liée au Covid-19, a fortement bouleversé l'activité des entreprises économiques, qui sont aujourd'hui en mauvaise santé financière. Cette crise sanitaire a eu aussi un impact très fort sur les recettes de



notre Caisse et la perte de recettes qui en a résulté a alimenté les pressions, pour prendre en charge les consultations médicales, les frais pharmaceutiques, les frais d'analyses médicales, les hospitalisations des malades-assurés et leurs ayants-droits, les frais des hémodialyses, les frais des médicaments, les frais des maladies professionnelles et rentes d'accidents de travail, les frais de remboursement d'appareillages orthopédiques ainsi que pour le versement de la quote-part de la retraite à la Caisse des retraites, etc. ». Mme. Lamouri a en outre affirmé, que la CNAS a recouru au télétravail pour mieux protéger ses assurés et ses partenaires sociaux contre le coronavirus. Une plateforme numérique a été mise en œuvre pour améliorer l'accueil des usagers et faciliter l'accès aux informations relatives aux créances, pénalités et majorations de retard des cotisations, attestations de mise à jour ainsi que les échéanciers de paiement. Le contrôle médical a été réduit au maximum grâce à l'espace El-Hanaa, qui conseille et accompagne les assurés sociaux et les professionnels de santé sur la réglementation médico-sociale pour une meilleure prise en charge médicale ». L'on apprend aussi, qu'une vaste campagne de sensibilisation et d'information vient d'être lancée par la CNAS. Outre des séances de travail regroupant les chambres de pêche et chambres de com-

merce et employeurs actifs et non actifs sur ces mesures, des agents du service de contrôle employeurs se rendront sur les lieux de travail des entreprises, pour mieux informer les employeurs débiteurs sur les facilitations accordées par l'ordonnance présidentielle dans le cadre de la crise de la pandémie du coronavirus (Covid-19).

De son côté, la CACOBATH a invité leurs opérateurs économiques et employeurs relevant au secteur du BTPH ayant des difficultés financières à s'acquitter de leurs cotisations et de régulariser leurs situations antérieures, afin de concrétiser le programme de relance économique du gouvernement. « Les employeurs redevables en matière de cotisations peuvent bénéficier d'un échéancier de paiement de leurs cotisations avec des exonérations des majorations et pénalités de retard à l'issue du versement de la dernière échéance le 31 janvier 2022. L'agence régionale de la CACOBATH Tlemcen a mobilisé tous ses moyens humains et matériels nécessaires, afin d'accompagner les employeurs et de garantir un bon déroulement de cette campagne », a souligné, Benamara Abdallah, directeur de la CACOBATH Tlemcen. Cette caisse régionale qui gère les wilayas de -Sidi Bel Abbès, Naâma, Ain Témouchent et Tlemcen compte 2996 employeurs actifs à travers ces wilayas.

TIARET

30 bus de transport scolaire et 8 ambulances pour 29 communes

Une cérémonie de distribution de 30 bus de transport scolaire au profit de 29 communes et 8 ambulances au profit des structures sanitaires a été organisée jeudi à Tiaret, a-t-on constaté.

Le wali de Tiaret, Mohammed Amine Dramchi a indiqué, dans une déclaration à la presse à l'occasion de cette cérémonie, que les bus de transport scolaire distribués sont une contribution du ministère de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme et la wilaya de Tiaret, en vue d'améliorer les conditions de scolarisation des élèves surtout en zones éloignées.

Après la réception de ce quota de bus de transport scolaire, le nombre a augmenté dans la wilaya de

Tiaret à 309, a-t-on indiqué, signalant que la wilaya a bénéficié dans les deux dernières années de 95 bus de transport scolaire.

Ces bus offrent leurs services à un total de 12.000 élèves en zones éloignées à travers 150 lignes de transport, selon le même responsable, qui a fait savoir que le secteur de l'éducation a bénéficié en prévision de la prochaine rentrée scolaire de 7 lycées, deux CEM, 4 groupes scolaires, 22 cantines et 94 classes d'extension.

S'agissant des huit ambulances distribuées dont deux sur contribution du ministère de la Santé et six au titre du budget de wilaya, sont destinées aux établissements publics de santé de proximité à Ksar

Chellala, Ain Dheb, Ain Lahdid et Rahouia et les établissements hospitaliers de Sougueur, Tiaret, Fren-da et Mahdia.

Par ailleurs, le wali a souligné que la priorité est accordée en collaboration avec le ministère de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme à la recherche de solutions pour les élèves non voyants leur épargnant le déplacement vers la wilaya de Chlef étudier, à travers la création d'une annexe des écoles des aveugles.

Il a rappelé, au passage, qu'un bus de transport de ces élèves déficients visuels a été mobilisé à partir de l'année dernière pour leur déplacement vers la wilaya de Chlef et retour en début et fin de semaine.

SAIDA

Les marchés hebdomadaires rouvrent leurs portes

Les autorités de wilaya de Saïda ont décidé, jeudi, la réouverture de tous les marchés hebdomadaires, fermés dans le cadre des mesures de prévention contre la pandémie du Covid-19, a-t-on appris auprès des services de la wilaya.

La décision signée par le wali, Abdelaziz Djouadi, concerne sept marchés hebdomadaires situés dans les communes de Saïda, Youb, Ouled Khaled, Sidi Boubekour, Moulay Larbi, Ouled Brahim et Sidi Ahmed (zone de Koléa), a-t-on indiqué.

La réouverture de ces es-

paces est conditionnée par le respect des mesures préventives en organisant les entrées et sorties, en évitant les rassemblements et en opérant le nettoyage et la désinfection quotidienne, en veillant au port du masque de prévention et en fournissant les produits de désinfection, a-t-on souligné.

Les autorités de wilaya de Saïda ont décidé, juin dernier, la fermeture des marchés hebdomadaires dans la wilaya à cause de la situation épidémiologique qu'a connue la wilaya, a-t-on rappelé.

Trois nouvelles écoles et vingt classes en renfort

Trois nouvelles écoles primaires et vingt classes viennent renforcer le secteur de l'éducation de la wilaya de Saïda, à l'occasion de la rentrée scolaire, prévue le 21 septembre courant, a-t-on appris vendredi du premier responsable chargé de ce secteur.

Deux des trois écoles ouvriront leurs portes dans le chef-lieu de wilaya alors que la dernière sera opérationnelle au niveau du village Ouled Ali Mohamed, relevant de la commune Dhaoui Thabet.

Les vingt nouvelles classes ont été réalisées dans le cadre de l'extension des capacités de certains établisse-

ments pour résorber le déficit qu'elles connaissent, a précisé la même source. Le directeur local de l'éducation a assuré que ces nouvelles infrastructures permettront d'améliorer les conditions d'enseignement de la part des instituteurs et de réduire le taux d'occupation des classes.

Avec ces nouvelles infrastructures, le secteur de l'éducation de la wilaya de Saïda comptera 210 écoles primaires, 68 CEM et 31 lycées. Les effectifs attendus pour cette nouvelle rentrée scolaire sont de 108.073 élèves répartis sur les trois cycles de l'enseignement, rappelle-t-on.

NAAMA

Plus de 13.000 has de terres agricoles inexploitées récupérés

La commission de wilaya d'assainissement du foncier agricole de Naâma a récupéré jusqu'à ce jour une surface globale de 13.065 hectares de terres inexploitées et attribuées au titre du programme d'octroi des actes de concession agricole, a-t-on appris jeudi de la direction locale des services agricoles.

Cette surface a été récupérée, dans le cadre d'une opération d'assainissement du foncier agricole initiée depuis 2019 par la commission de wilaya. Celle-ci comprend des services techniques de plusieurs secteurs dont les subdivisions agricoles, l'antenne de l'Office national des terres agricoles, les domaines publics et autres. Cette opération a donné lieu à l'annulation de 693 actes de concession.

La superficie agricole récupérée représente 43 pourcent de la surface globale de terres octroyées au titre des actes de concession agricole estimés à 30.210 has attribués à 2.390 bénéficiaires. Ces

terres agricoles inexploitées sont implantées dans des zones riches en potentialités hydriques et situées essentiellement à travers les périmètres de concession agricole créés dans les daïras de Mecheria, Ain Sefra, Mekmen Benamar et Asla. Suite à une inspection sur le terrain, des annulations des décisions ont été décidées à l'encontre des bénéficiaires qui ont reçu des mises en demeure dans ce cadre.

Cette opération toujours en cours vise la récupération du foncier agricole inexploité et sa redistribution aux investisseurs sérieux permettant d'exploiter mieux ces terres, valoriser le foncier agricole qui reste le support fondamental de la promotion et redynamisation de l'agriculture dans la wilaya. La wilaya de Naâma dispose actuellement de 113 périmètres agricoles créés sur une surface globale de 53.146 has dans le cadre de la mobilisation du foncier agricole destiné à la mise en valeur et à la promotion de l'investissement du secteur signale-t-on.

FAF - Réunion du BF Motion de soutien à Djamel Belmadi

Une motion de soutien au sélectionneur national Djamel Belmadi a été adoptée, jeudi par le bureau fédéral de l'instance algérienne de football (FAF) en guise d'encouragement à l'équipe nationale algérienne engagée actuellement dans les qualifications pour la Coupe du monde Qatar-2022. «Les membres du BF, tout en réitérant leur soutien indéfectible au sélectionneur national, dénoncent fermement toute atteinte qui puisse nuire à la stabilité de l'équipe nationale engagée dans d'importantes échéances dont la défense de son titre continental et les qualifications pour la prochaine Coupe du monde Qatar 2022», a indiqué l'instance fédérale dans un communiqué rendu public à l'issue d'une réunion du BF. Cette réunion, la première du BF après le déroulement des deux premières journées des éliminatoires pour la Coupe du monde-2022, a été «une occasion aux membres présents d'adopter, à l'unanimité,



té, une motion de soutien au sélectionneur de l'équipe nationale A, Djamel Belmadi», a ajouté la même source. Lors des deux premières journées des qualifications du mondial 2022, disputées début septembre, les Verts avaient dominé Djibouti (8-0) au stade Mustapha Tchaker et ont fait match nul avec le Burkina Faso (1-1) à Marrakech. A l'issue de deux premières

journées de qualifications, l'Algérie est le Burkina Faso occupent la tête du groupe A avec 4 points devant le Niger (3 pts). Djibouti ferme la marche (0 pt). Les coéquipiers de Riad Mahrez joueront les deux prochaines journées (3è et 4è) comptant pour les qualifications au Mondial de Qatar, face au Niger en aller-retour début octobre prochain, à Blida puis à Niamey.

JS Saoura

Le gardien Hadji Omar signe pour 2 ans

Le gardien de but Hadji Omar (Paradou AC) vient de signer un contrat de deux années avec la JS Saoura, indique jeudi le club de Ligue 1 de football dans un communiqué. Hadji est désormais la cinquième recrue estivale de la JS Saoura après Mellal Ben Omar (MC

Oran), Ouïs Mohamed Amine (ASO Chlef), Oussama Bellatrache (WA Tlemcen), et Ismail Saadi (ES Sétif), précise la direction du club.

L'ancien portier de Paradou AC a rejoint ses nouveaux coéquipiers actuellement en stage de préparation au stade du «20 Aout 1955»

de Bechar, sous la direction du nouvel entraîneur, le Tunisien Kais Yaakoubi, en prévision de la nouvelle saison 2021-2022 dont le coup d'envoi est prévu le 23 octobre prochain. Outre la Ligue 1, la JS Saoura est engagée en Coupe de la Confédération africaine de football.

CR Belouizdad

Le Libyen Al-Mosarati en renfort

L'attaquant international libyen Anis Fowzi Al-Mosarati s'est engagé pour deux ans avec le CR Belouizdad, a annoncé jeudi, le double champion d'Algérie de Ligue 1 sur sa page officielle face-

book. Agé de 27 ans, le buteur de la formation libyenne d'Al-Hilal a été officiellement présenté en fin d'après-midi par le club algérois. Auteur de 10 buts lors de la défunte saison en

championnat libyen, Al-Mosarati est la quatrième recrue estivale du CRB après Ahmed Ait Abdeslem (JSK), Sabri Cheraitia (CS Sfax) et Mahi Benhamou (MC Oran).

USM Alger

Brahim Chenihi, sixième recrue



L'attaquant Brahim Chenihi s'est engagé pour deux ans avec l'USM Alger, devenant ainsi la 6è recrue du club pour cette saison, a annoncé jeudi la formation algéroise de la Ligue 1 de football. L'ancien joueur du MC El Eulma (31 ans) est libre de tout engagement après expiration de son contrat avec la formation saou-

dienne de Damac FC qu'il avait rejointe en janvier 2020. Chenihi, ancien international, avait quitté le championnat d'Algérie en 2015 pour rejoindre le Club Africain de Tunis où il a évolué jusqu'à 2017.

Il a ensuite porté les couleurs du club saoudien d'Al Fateh SC (2018-2019), avant d'endosser le maillot de Da-

mac, en compagnie de ses deux compatriotes, le défenseur Farouk Chafai et le gardien de but Mustapha Zoghba. Brahim Chenihi est la 6è recrue de l'USMA cet été, après Oussama Benbot (JSK), Brahim Bekakchi (ESS), Messalah Merbah (ESS), Abderrahmane Meziane (ES Tunis) et Brahim Benzaza (ASO Chlef).

MC Oran

Le wali s'engage à soutenir le club

M. Zeggai

La conférence de presse du nouveau coach, Azzedine Ait Djoudi, prévue jeudi dernier, a été annulée en raison de «la rencontre des membres du conseil d'administration avec le wali d'Oran», a-t-on souligné. Ce qui s'est répercuté sur la reprise des entraînements, reportée à aujourd'hui ou demain. En attendant, l'incompétence et l'intérêt personnel continuent de régner en maîtres au Mouloudia d'Oran. La gestion approximative d'un club, prétendu professionnel, nuit à l'image du club phare de l'Ouest avec la complicité de certaines personnes qui se sont accaparé du pouvoir pour agir dans l'ombre. En dépit de tous ces tracasseries, les regards étaient braqués sur la réunion entre le wali d'Oran, Said Saayoud, et certains actionnaires de la SSPA/MCO. Mais, finalement, «la montagne a accouché d'une souris». Au lieu de débattre la question de l'heure, à savoir la venue d'une société étatique, première et principale revendication du public oranais, le wali d'Oran s'est engagé à «aider le MCO à améliorer sa situation financière en attirant des sponsors et des investisseurs tout en sensibilisant les dirigeants présents à redoubler d'efforts», a-t-on appris. Ces engagements interviennent au moment où le MCO tra-

verse une conjoncture délicate sur les différents plans. Outre les divergences signalées entre les membres du Conseil d'administration, le club est confronté à une crise financière aiguë. A cet effet, le wali d'Oran en a profité pour appeler les responsables du club à «resserrer les rangs et contribuer dans le règlement des problèmes financiers» de leur équipe, a-t-on fait savoir. Ces engagements ont été pris au cours de cette rencontre «initiée par le président de l'APW d'Oran». Une initiative que de nombreux observateurs ont qualifiée de «campagne électorale». Comme quoi, l'intérêt pour le Mouloudia d'Oran ne s'est jamais limité à des fins sportives. Remarque : pourquoi certains actionnaires et spécialistes des assemblées générales électives ne se sont jamais immiscés dans la gestion directe du club, alors quand il s'agit des autorités, ils sont toujours au devant de la scène ? Bizarre, n'est-ce pas ? Cette situation que l'on peut qualifier d'alarmante et de déplorable, risque de causer de graves préjudices au grand Mouloudia qui n'a plus gagné aucun titre depuis 1995, date de sa dernière consécration en Coupe d'Algérie.

En tous cas, la nouvelle saison ne s'annonce guère sous de bons auspices. Plus d'une quinzaine de l'effectif de la saison passée, libérés par la CNRL

ou le club, ne figurent plus dans la liste de cette équipe en prévision du nouvel exercice. Disposant de leurs fameux sésames, certains d'entre eux ont déjà signé ailleurs, à l'image de Masmoudi (ES Sahel), Nekkache (US Monastir), Litim (Al Ain -Arabie saoudite), Belkaroui, Boutiche et Motrani (ESS), Hamidi et Ezzemani (MCA), Benhamou (CRB), Mellal (JSS) et bien d'autres joueurs viennent de rejoindre cette liste après la décision du président du club, Tayeb Mahiaoui, de se passer de leurs services, à l'image des Fourloul et Legraâ. Certains joueurs, en refusant une résiliation à l'amiable de leurs contrats, mettraient la direction oranaise dans l'embarras, notamment pour le prochain mercato hivernal. Pour rectifier le tir, le président Mehiaoui poursuit son opération de recrutement dans la discrétion la plus totale avec, selon nos informations, un certain Hebaiche, ancien joueur de la JSMS et de l'ASMO. Berrached (ex-SKAF), Soufi (ex-WAT), Allati (ex-MCA), Koukheir (ex-RCR), Yayaden (ex-HBCL), Talha (ex-MCS) ont opté pour le MCO en attendant les Abid (ex-CSC) et les autres. La direction oranaise est toutefois dans l'obligation de s'acquitter de la dette de Nadjji de l'ordre de 990 millions de centimes pour pouvoir qualifier ses nouvelles recrues.

JS Kabylie

Une nouvelle ère commence ?

M. Zeggai

Après plusieurs procédures judiciaires, le conflit Mellal-Yarichène vient de connaître son épilogue. En effet, l'équipe de Yazid Yarichène, désigné président du Conseil d'administration (CA) de la JS Kabylie, lors d'une assemblée générale, tenue en mars dernier, a pris possession du siège du club. Cela n'est devenu possible qu'à la suite de l'obtention par les nouveaux responsables de la JSK et opposants de Mellal d'une décision d'expulsion momentanée, en présence d'un huissier de justice et des forces de l'ordre après avoir obtenu une copie du registre de commerce modifié de la SSPA/JSK, le 7 septembre dernier. Ainsi donc, le conflit judiciaire engagé entre les deux parties, au niveau du tribunal de Tizi-Ouzou, a pris fin. De son côté, l'équipe de Mellal a rendu public un communiqué dans lequel il est rapporté «qu'une ordonnance d'expulsion momentanée a été rendue le 15 septembre dernier par le président du Tribunal de Tizi-Ouzou susceptible d'appel dans un délai de 15 jours, dès sa notification». Il est souligné, dans le même document,

que cette ordonnance «ne sera définitive qu'après jugement définitif en 2^{ème} degré de juridiction», ajoutant que la direction «usera de tous les droits de recours légaux et de défense des affaires encore pendantes au niveau des juridictions compétentes». Ce qui signifie clairement que le désormais ex-président du conseil d'administration de la JS Kabylie, Cherif Mellal, ne veut pas s'avouer vaincu et compte suivre les voies réglementaires pour «être rétabli dans ses droits», comme l'ont répété ces proches collaborateurs. De l'autre côté, lors d'une conférence de presse, Djaâfar Aït Mouloud, président du CSA, a expliqué que le nouveau registre de commerce prouve que c'est Yazid Yarichène qui est président légitime du conseil d'administration de la JSK. Alors va-t-on se diriger vers une équipe avec deux présidents ? C'est la question qui taraude l'esprit des milliers de fans de la JSK. Entre partisans et opposants, la hache de la guerre n'est pas encore enterrée puisqu'on vient d'apprendre que la direction de Cherif Mellal compte faire appel par rapport à la décision de la justice concernant l'ordre d'expulsion. Il est toujours

utile de souligner que l'ancienne direction de Cherif Mellal a affirmé, dans un autre communiqué, qu'elle est prête à procéder à la passation de signes et établir le bilan depuis l'installation de Mellal, soit depuis 2018. Ceci n'a pas empêché le nouveau locataire du siège de la JSK, Yazid Yarichène, d'entamer avec ses nouveaux collaborateurs le travail. Nos sources affirment qu'il tiendra une réunion avec le nouvel entraîneur Henri Stambouli pour évaluer la situation technique de l'équipe et celle des joueurs, puisque tout le recrutement a été effectué par Cherif Mellal. Par ailleurs, le nouveau coach des 'Jaune et Vert', signataire d'un contrat de deux ans, selon notre source, a affirmé qu'il est là pour réussir le projet pour lequel il a été engagé tout en s'efforçant à se consacrer à découvrir et analyser le groupe pour élaborer une démarche et une politique qui fera progresser l'équipe et être prête pour la reprise du championnat.

Regrettable est la situation de la JSK qui a perdu de sa crédibilité depuis la disparition du regretté Moh Cherif Hannachi. L'histoire le retiendra pour les futures générations.

Classement FIFA L'Algérie se maintient à la 30e position



L'Algérie a gardé sa 30e position au classement mondial de la Fédération internationale de football (Fifa), et la 3e au niveau africain, derrière le Sénégal (20e) et la Tunisie (25e), a révélé le classement FIFA, publié jeudi sur le site de l'instance mondiale. Au classement du mois d'août, l'Algérie avait occupé la même place au niveau mondial et continental. Au plan continental, le Sénégal, qui a gagné encore une place dans le classement mondial (20e), reste leader africain, devant la Tunisie qui a fait un bond de trois positions (25e),

l'Algérie (30e) et le Maroc qui a perdu une place (33e mondial). Quand aux trois adversaires de la sélection algérienne aux éliminatoires de la Coupe du Monde-2022, ils restent sous la barre des 60 premières sélections au classement FIFA.

Après deux journées jouées pour le compte des qualifications du mondial-2022, Burkina Faso a gardé sa 62e position et sa 11e au nouveau continental, alors le Niger pointe à la 119e, perdant deux places et occupe la 31e au classement africain, idem pour Djibouti qui a reculé de trois

positions (185e), mais a préservé sa 50e position au plan continental. En tête du classement FIFA, la Belgique a préservé son poste de leader, devant le Brésil et l'Angleterre qui prend la 3e place à la France qui paye les frais de ses récents résultats dans la campagne de qualification pour le Mondial 2022 (deux nuls et une victoire pour les Bleus, contre deux victoires et un nul pour les Three Lions). Sacrés en juillet, les Italiens, champions d'Europe, et les Argentins, vainqueurs de la Copa America, restent respectivement 5es et 6es de ce classement.

MJS - Enceintes sportives Feu vert pour le retour du public avec pass sanitaire

Le ministère de la Jeunesse et des sports (MJS) a annoncé le retour du public aux stades et salles de sport, sur présentation du pass sanitaire, en vue de la nouvelle saison sportive 2021-2022. «En rappel de la décision du Premier ministre du 13 septembre relative à l'allègement du protocole sanitaire et dans le cadre de la reprise des activités sportives et de jeunesse, il a été décidé la réouverture des infrastructures sportives, publiques et privées, ainsi que la reprise des activités et compétitions dans toutes les disciplines, sous condition du strict respect du protocole sanitaire tel que préconisé par les autorités publiques pour faire face

à la propagation de la pandémie du Coronavirus», indique un communiqué du MJS. L'accès aux stades et salles de sport est ouvert au public à condition de la présentation d'un pass sanitaire confirmant la prise du vaccin», a précisé le communiqué du MJS. Le 5 septembre courant, le MJS avait décidé, rappelle-t-on, la réouverture des infrastructures sportives et la reprise des activités compétitions dans toutes disciplines à partir du lundi 6 septembre 2021.

«Dans le cadre de la reprise des activités sportives en prévision des compétitions sportives importantes, dont les Jeux méditerranéens-2022 à Oran, afin de permettre aux

différentes sélections nationales de se préparer dans les meilleures conditions au démarrage des différents championnats nationaux» avait alors souligné le MJS dans son communiqué. Le communiqué de la tutelle avait, en outre, souligné «que la réouverture des infrastructures sportives et la reprise des compétitions à partir du 6 septembre est subordonnée à la présentation du pass-sanitaire qui confirme la vaccination de tous les gestionnaires de ces infrastructures et le respect total du protocole sanitaire tel que préconisé par les autorités publiques pour faire face à la propagation de la pandémie du Coronavirus».

Jeux paralympiques-2021 Kardjana et Bahlez honorés à Oran

Une cérémonie a été organisée jeudi à Oran par la Caisse nationale d'assurance chômage (CNAC) en l'honneur des athlètes Kamel Kardjana et Lahouari Bahlez après leurs performances lors des Jeux paralympiques qui se sont déroulés récemment à Tokyo. Le directeur général de la CNAC, Mahieddine Ouagnouni, qui a présidé cette cérémonie en présence des représentants des autorités locales et des cadres de son entreprise, a salué dans son allocution les deux sportifs «et à travers eux, toute les athlètes algériens qui ont représenté dignement les couleurs nationale sur le sol japonais», a-t-il dit.

Il a, en outre, insisté sur l'in-

térêt particulier accordé aux sportifs aux besoins spécifiques «qui ont de tout temps hissé haut l'emblème national dans les différentes compétitions internationales». Kardjana, médaillé d'argent dans le lancer du poids et Bahlez, quatrième dans la même spécialité à Tokyo, ont bénéficié pour l'occasion d'une promotion professionnelle, étant donné qu'ils sont tous les deux employés de la CNAC, a annoncé M. Ouagnouni.

Pour sa part, Kardjana, dont le palmarès est garni de titres continentaux et mondiaux, s'est dit «honoré par ces distinctions depuis notre retour de Tokyo», soulignant qu'elles constituent «un stimulant» pour ses coéquipiers et

lui afin de réussir d'autres victoires lors des prochaines échéances, en particulier les Jeux paralympiques de 2024 à Paris.

Pour sa part, l'entraîneur national, Mohamed Krachai Kada, qui drive les deux athlètes depuis plus de deux décennies, a estimé que les sportifs aux besoins spécifiques sont réhabilités par le président de la République Abdelmadjid Tebboune depuis la cérémonie qu'il leur a réservée récemment. «Une réhabilitation que nous commençons déjà à cueillir les fruits» s'est-il félicité. Pour rappel, la délégation algérienne a décroché 12 médailles lors du rendez-vous de Tokyo, dont 4 en or, 4 en argent et 4 en bronze.

Karaté - Prévues au Maroc Une compétition internationale annulée

La Fédération Mondiale de Karaté (WKF) a annoncé, jeudi, sa décision d'annuler la compétition de Karaté 1-Premier League 2021, prévue à Rabat au Maroc, du 29 au 31 octobre prochain, en raison de la situation générée dans le pays à la suite de la pandémie de COVID-19. «L'annulation de la Karaté 1-Premier League Rabat a dû être rendue effective puisqu'une autorisation explicite des autorités marocaines pour organiser l'événement n'a jamais été reçue», a indiqué l'instan-

ce mondiale, ajoutant que la décision des autorités marocaines d'imposer une quarantaine obligatoire aux personnes sans certificat de vaccination en provenance d'un très grand nombre de pays a empêché la célébration de l'événement dans les conditions requises. Suite à cette décision d'annulation, la Fédération Mondiale de Karaté (WKF) a annoncé que la saison de la Karaté 1-Premier League 2021 s'achèvera à Moscou (Russie) lors de l'événement prévu du 1er au 3 octobre. «Afin de faciliter la

participation des athlètes à l'événement, désormais final à Moscou, la WKF a décidé de prolonger la période d'inscription pour la Karaté 1-Premier League Moscou jusqu'au mardi prochain», a expliqué l'instance internationale. La Fédération Mondiale de Karaté exprime son plein engagement à continuer à faire tout son possible pour offrir les meilleures conditions aux athlètes pour concourir au plus haut niveau et regrette sincèrement les inconvénients créés par cette situation malheureuse.

COA Yacine Silini à la tête de la commission des athlètes



Le président de la Fédération algérienne de judo Yacine Silini a été installé à la tête de la Commission des athlètes, a annoncé le Comité Olympique et sportif algérien (COA). «Le Président du Comité Olympique et Sportif Algérien M. Abderrahmane Hammad et le secrétaire général, M. Khireddine Barbari, ont présidé aujourd'hui l'installation de la commission des athlètes au siège du comité», indique un communiqué du COA sur page officielle Facebook.

Cette commission est présidée par Ya-

cine Silini, membre du Comité exécutif et président de la fédération nationale de judo, précise la même source.

Outre son président, la commission des athlètes est composée entre autres, de trois anciens médaillés olympiques: Ali Saïdi-Sief (médaillé d'argent olympique), Mohamed Allalou (médaillé de bronze olympique), Mme Soraya Haddad (médaillée de bronze olympique) et Malik Louahla, athlète olympique et entraîneur d'athlétisme et président de l'association des olympiens algériens.

Al-Sadd Premier but de la saison pour Bounedjah



L'international algérien Baghdad Bounedjah a inscrit l'un des trois buts de son équipe, jeudi après-midi, lors du match comptant pour la 2ème journée de la Stars League qui les opposait à la formation de Qatar SC. Cette rencontre

s'est terminée sur un score de (1-3) en faveur d'Al-Sadd. En effet, titulaire, Baghdad Bounedjah a inscrit le troisième but de son équipe à la 83ème minute de jeu. Les autres réalisations du match ont été l'œuvre de Sebastian Soria (392) pour

le Qatar SC et André Ayew (632), Guilherme (782) pour Al Sadd. A rappeler que, le prochain match des coéquipiers de Bounedjah les opposera à Al Rayyan, dans une semaine, dans le cadre de la 3ème journée de la Stars League.

FIFA - Mondial biennale La majorité des supporters serait favorable

Une majorité de supporters « veulent voir la Coupe du monde plus fréquemment », selon une enquête commandée par la FIFA à deux instituts de sondage indépendants. Selon cette enquête commandée par la FIFA aux deux instituts de sondage indépendants IRIS et YouGov, menée en ligne en juillet auprès d'un panel de 15 000 personnes, « la majorité des supporters veulent voir la Coupe du monde plus fréquemment », leur « fréquence préférentielle » étant « bisan-

nuelle ». Si la Fédération internationale précise que « dans toutes les régions du monde, les jeunes générations sont plus ouvertes et plus intéressées par le changement que les autres générations », on ignore dans quelles proportions, puisqu'aucun chiffre n'est communiqué. « Une enquête élargie auprès de 100 000 personnes est actuellement en cours dans plus de cent pays, précise la FIFA.

Plus internationale et plus représentative en termes de population,

diversité géographique mais aussi histoire et potentiel footballistique, elle sondera la fréquence des Coupes du monde de la FIFA masculines et féminines. Ses conclusions seront publiées le moment venu. ». Le directeur du développement de la Fifa, Arsène Wenger, prône depuis mars une Coupe du monde tous les deux ans, pour organiser une grande phase finale chaque été en alternance avec les tournois continentaux - comme l'Euro ou la Copa America.

Bayern Munich Goretzka prolonge jusqu'en 2026

Le milieu international allemand Leon Goretzka, 26 ans, a prolongé de cinq ans son contrat avec le Bayern Munich, jusqu'en 2026, a annoncé jeudi le club bavarois. En fin de contrat à l'été prochain, Goretzka était arrivé au Bayern à l'été 2018, en provenance de Schalke.

Sa prolongation survient quelques semaines à peine après celle de son complice du milieu de ter-

rain au Bayern et en équipe nationale Joshua Kimmich, qui a, lui, étendu son bail en Bavière jusqu'en 2025. « Nous sommes très heureux que Joshua Kimmich et Leon Goretzka constituent le cœur de notre équipe », a salué dans un communiqué Hasan Salihamidzic, le directeur sportif du Bayern, champion de Bundesliga sans discontinuer depuis 2013. Triple champion d'Allemagne

et vainqueur de la Ligue des Champions 2020 depuis son arrivée de Schalke, Goretzka en attend encore plus dans les années à venir : « avec le Bayern, nous avons tout gagné depuis trois ans, mais ce qui est encore meilleur que remporter des titres, c'est de rééditer ces succès », a assuré le joueur, auteur de 25 buts en 118 rencontres avec le Bayern.

Ligue Europa

Grand spectacle à Séville, Naples rejoint Leicester

Le premier gros score de la phase de groupes de Ligue Europa est venu jeudi de Séville, où le Betis a fait parler la poudre contre les Ecossais du Celtic Glasgow (4-3), alors que West Ham est allé gagner chez le Dinamo Zagreb (2-0). Dans leur antre du Benito-Villamarin, les Andalous sont parvenus à remonter un déficit de deux buts, passant de 0-2 à 4-2 pour finalement s'imposer 4-3 avec un doublé de leur attaquant Juanmi. Dans l'autre match du groupe G, le Bayer Leverkusen, lui aussi à domicile, est venu à bout de Ferencvaros (2-1). Même score pour l'Etoile rouge, à Belgrade, contre les Portugais de Braga, pour prendre les commandes du groupe F. Le gros choc de cette 1ère journée opposait Leicester à Naples.

Les Foxes ont ouvert le score par Pérez (9e), puis doublé la mise par Barnes (64e), mais Osimhen, l'ex-Lillois, a ensuite frappé deux fois (69e, 87e) et sauvé la mise des Napolitains (2-2). West Ham aussi a mené 2-0, mais a lui réussi à conserver cet avantage jusqu'au bout pour virer en tête du groupe H. Dans le même groupe, les Belges de Genk ont aussi gagné à l'extérieur, sur la pelouse du Rapid de Vienne (1-0). Un autre match à rebondissements a opposé le PSV Eindhoven à la Real Sociedad, qui menait 2-1 à la pause sur la pelouse des Néerlandais. Puis le PSV a égalisé à 2-2, grâce notamment à son champion du monde allemand, « Super Mario » Götze.

A Glasgow, les Rangers de Steven

Gerrard étaient déjà menés par les Lyonnais à la pause, à cause d'un superbe but de Toko Ekambi (23e). Puis l'OL a doublé la mise grâce à un but contre son camp du défenseur Tavernier (55e), d'abord attribué à Slimani. A Monaco, la venue de Sturm Graz devait permettre aux joueurs de Niko Kovac de se rassurer, après un début de saison poussif en Ligue 1.

Il a fallu attendre l'heure de jeu pour que le but victorieux soit marqué, d'une superbe tête piquée, par Diatta (66e). A Moscou, sur la pelouse du Lokomotiv, l'OM a dû se contenter d'un match nul (1-1) après avoir dominé la quasi-totalité du match et pris l'avantage à l'heure de jeu, sur un penalty de son attaquant turc Under (59e).

FC Barcelone

Un budget de 765 Millions d'euros approuvé

Le conseil d'administration du FC Barcelone a approuvé jeudi un budget de 765 millions d'euros pour la saison 2021-2022. « Un budget d'exploitation de 765 millions d'euros pour la saison 2021/22 a été approuvé », a déclaré le Barça dans un communiqué, dans lequel il rend compte des accords pris par son conseil.

Le Barça avait prévu un chiffre d'affaires de 791 M EUR pour l'exer-

cice 2020/2021. Toutefois, cette estimation était basée sur l'hypothèse d'un retour du public dans les stades en décembre dernier, ce qui ne s'est finalement pas produit. Jeudi, le conseil d'administration a également approuvé « la clôture de l'exercice pour la saison 2020/21, avec une perte de 481 millions d'euros ». Le président du FC Barcelone, Joan Laporta, avait déjà annoncé ces pertes lors de la

conférence de presse qu'il avait donnée en août pour expliquer le départ de la star argentine Lionel Messi. A l'époque, Laporta avait également reconnu l'importante dette du club, qui s'élève à 1,35 milliard d'euros. Le directeur général du club, Ferran Reverter, présentera le 6 octobre les résultats de l'audit commandé par le conseil d'administration pour déterminer la santé financière de l'institution.

Paris SG

Messi, des débuts raturés !



L'histoire de sa première titularisation avec le Paris SG reste à l'état de brouillon : comme son équipe, Lionel Messi a subi les événements à Bruges, mercredi (1-1), en Ligue des champions. Contrairement à Cristiano Ronaldo, auteur de trois buts lors de ses deux premiers matches avec Manchester United, la « Pulga » n'a pas étiré sur le terrain l'euphorie suscitée par son transfert en août. Au contraire, son match en Belgique évoque plutôt sa saison 2020/21 loin de ses standards, terminée par une élimination dès les 8es de finale avec le FC Barcelone... contre le PSG. Du déchet, un carton jaune et la barre transversale : le bilan du N.30 a laissé un goût d'impuissance. Le spectacle Messi s'est terminé sans avoir vraiment commencé. Après le match, ce sont les joueurs de Bruges qui ont effectué un tour d'honneur, devant un public conquis. Le PSG rentre en France rempli de questions sur son animation offensive, son milieu de terrain, sa défense permissive... « On a une équipe très offensive et, parfois, quand tu es une équipe offensive, tu laisses des espaces. C'est la philosophie de notre équipe », a expliqué Ander Herrera, sur Canal+. Sauf que le PSG s'est créé trop peu d'occasions, au vu du talent de son trio composé par Messi, Neymar et Kylian Mbappé, alignés ensemble pour la première fois.

Championnats européens

Espagne - 5e journée

Aujourd'hui

(13h00): Rayo Vallecano - Getafe
(15h15): Atlético Madrid - Athletic Bilbao
(17h30): Elche - Levante
(20h00): Alavés - Osasuna

Dimanche

(13h00): Majorque - Villarreal
(15h15): Real Sociedad - Séville FC
(17h30): Betis Séville - Espanyol
(20h00): Valence - Real Madrid

Lundi

(20h00): FC Barcelone - Grenade

Angleterre - 5e journée

Aujourd'hui

(12h30): Wolverhampton - Brentford
(17h00): Burnley - Arsenal
..... Liverpool - Crystal Palace
..... Norwich City - Watford
..... Manchester City - Southampton
(17h30): Aston Villa - Everton

Dimanche

(14h00): Brighton - Leicester
..... West Ham - Manchester United
(16h30): Tottenham - Chelsea

Italie - 4e journée

Aujourd'hui

(14h00): Genoa - Fiorentina
(17h00): Inter Milan - Bologne
(19h45): Salernitana - Atalanta

Dimanche

(11h30): Empoli - Sampdoria
(14h00): Unione Venezia - Spezia
(17h00): Hellas Vérone - AS Rome
..... Lazio Rome - Cagliari
(19h45): Juventus - AC Milan

Lundi

(19h45): Udinese - Naples

Allemagne - 5e journée

Aujourd'hui

(14h30): Augsburg - M'gladbach
..... Bielefeld - Hoffenheim
..... Mayence - Fribourg
..... Bayern Munich - Bochum
(17h30): FC Cologne - RB Leipzig

Dimanche

(14h30): Stuttgart - Leverkusen
(16h30): Dortmund - Union Berlin
(18h30): Wolfsburg - Francfort

France - 6e journée

Aujourd'hui

(16h00): Lens - Lille
(20h00): Saint-Etienne - Bordeaux

Dimanche

(12h00): Nice - Monaco
(14h00): Reims - Lorient
..... Clermont - Brest
..... Troyes - Montpellier
..... Angers - Nantes
(16h00): Marseille - Rennes
(19h45): Paris SG - Lyon

Cagliari

Walter Mazzarri nouvel entraîneur



Cagliari a officialisé la nomination au poste d'entraîneur de l'expérimenté Walter Mazzarri, ex-technicien de Naples, de l'Inter Milan et du Torino, pour remplacer Leonardo Semplici, remercié mardi. Mazzarri, qui aura 60 ans le 1er octobre, est sans club depuis son éviction du Torino en février 2020. Il s'est engagé jusqu'en juin 2024, a annoncé le club sarde dans un communiqué. Cagliari, qui s'est sauvé avec mille difficultés la saison dernière, est 17e de Serie A après trois journées, avec un seul point.

Après le nul initial contre Spezia (2-2), il s'est incliné sur le terrain de l'AC Milan (4-1), puis à domicile le

week-end dernier contre le Genoa (3-2), après avoir mené 2-0. Mazzarri (462 matches en Serie A comme coach) est le quatrième entraîneur différent à s'asseoir sur le banc de Cagliari en dix-huit mois, après Walter Zenga (mars à août 2020), Eusebio Di Francesco (août 2020-février 2021) puis Semplici (depuis février 2021). S'il n'a jamais entraîné à Cagliari, Mazzarri y a évolué comme joueur, faisant même ses débuts en Serie A en septembre 1982. Il débutera sur le banc dès dimanche lors de la quatrième journée de championnat, à Rome, contre la Lazio de Maurizio Sarri.

L'UE dévoile un outil-clé pour affronter les futures pandémies

Bruxelles a annoncé la création d'une instance dotée de six milliards d'euros chargée de préparer l'UE aux futures pandémies, indique le projet qui suscite de vives critiques des eurodéputés dessaisis du dossier.



Baptisée HERA («Health Emergency Response Authority»), la nouvelle structure doit «renforcer la capacité de l'UE à prévenir, détecter et contrer rapidement» les prochaines crises sanitaires, en assurant le développement, l'approvisionnement, le stockage et la distribution des traitements médicaux nécessaires.

Dans son projet d'«Europe de la santé», Bruxelles avait affiché dès novembre 2020 son ambition de créer l'équivalent de la puissante Autorité pour la recherche et développement en biomédical (Barda) aux Etats-Unis, qui dépend du ministère américain de la Santé et dispose de colossaux moyens pour collaborer avec les laboratoires.

Selon le texte qui doit être endossé jeudi par les commissaires, HERA ne sera pas une agence indépendante sur le modèle de l'Agence européenne des médicaments (EMA) ou du Centre européen de prévention et de contrôle des maladies (ECDC).

Elle sera établie «au sein de la Commission, comme ressource partagée pour les Etats membres et l'UE», un format qui permettra de la rendre complètement opérationnelle «dès début 2022», de fonctionner de façon flexible et de s'appuyer sur les pouvoirs et l'expertise de l'exécutif européen, souligne le document.

La structure devra «renfor-

cer la coordination» entre les Etats membres, en lien avec l'industrie pharmaceutique, afin notamment de résoudre les problèmes de pénuries et de dépendance mis en évidence par la pandémie de Covid-19.

HERA sera pilotée par un conseil réunissant experts de la Commission et représentants des Etats, et le Parlement européen devra se contenter d'un observateur. Si les Etats, dont la santé est une compétence exclusive, devront donner leur feu vert, le texte ne sera pas débattu ni voté par le Parlement européen -un camouflet pour les eurodéputés réunis cette semaine à Strasbourg. «Les ambitions semblent à la baisse. Cette autorité ne doit pas être une coquille vide, ni un simple comité de réaction à la main de la Commission et des Etats», a regretté Nathalie Colin-Oesterlé (PPE, droite), rapporteure d'un texte sur les pénuries de médicaments.

«On se retrouve avec une proposition dénuée de toute ambition législative, le Parlement s'appretant à être exclu de la discussion», même si «on comprend la nécessité d'aller vite et d'être pragmatique», a réagi Véronique Trillet-Lenoir (Renew, libéraux). Les eurodéputés ont adopté mercredi, contre l'avis de la Commission, une proposition pour élargir les domaines d'intervention du Centre européen de prévention et de contrôle

des maladies (ECDC), par 598 voix pour, 84 contre et 13 abstentions.

Le texte, destiné à être discuté avec la Commission et les Etats, propose d'étendre le mandat de l'agence au-delà des maladies transmissibles pour qu'il couvre également les principales maladies non-transmissibles (maladies cardiovasculaires et respiratoires, cancers, diabètes et maladies mentales).

Présente à Strasbourg, la commissaire à la Santé, Stella Kyriakides, s'était pourtant dite lundi dans l'hémicycle opposée à un tel élargissement. «Cela fera double avec le travail déjà fourni dans les Etats membres (...) et ces nouvelles tâches grèveront les ressources de l'ECDC, contribuant à l'affaiblir (pour ses missions principales) plutôt qu'à le renforcer», avait-elle fait valoir.

Les mesures proposées doivent également permettre à l'ECDC de recueillir davantage de données épidémiologiques auprès des Etats, afin de fournir de meilleures analyses et modélisations pour contrôler les foyers de contagion, a expliqué la rapporteure polonaise Joanna Kopcińska (CRE, droite nationaliste).

Les propositions de révision des mandats de l'ECDC, mais également de l'EMA, «dessinent les contours d'une véritable Union européenne de la santé», s'est félicitée Mme Trillet-Lenoir.

Epidémie

Les vaccins par voie nasale, un espoir pour limiter la transmission des virus



Remplacer l'aiguille du vaccin par une injection dans le nez: la clé pour éradiquer le Covid-19? En agissant sur le site initial de l'infection, plusieurs essais semblent prometteurs contre la maladie et sa transmission, même s'ils restent à confirmer chez les humains. Début septembre, l'Inrae et l'université de Tours ont déposé le brevet d'un candidat vaccin par administration nasale, après des résultats prometteurs sur les animaux. Selon la responsable de l'équipe de recherche BioMAP, Isabelle Dimier-Poisson, les essais ont montré «100% de survie» sur des souris vaccinées puis infectées par le Covid-19, contre «100% de mortalité» sur des souris non-vaccinées. «Les animaux vaccinés sont protégés à 100% contre les formes symptomatiques et a fortiori les formes graves du virus. Et ils ont très peu de virus donc ils ne sont plus contagieux, c'est un des intérêts de la voie nasale», a aussi souligné Philippe Mauguin, le PDG de l'Inrae. Comment expliquer ces résultats encourageants? Dans un article paru en juillet dans Science, les chercheurs Frances Lund et Troy Randall rappellent que par rapport aux vaccins intramusculaires, les vaccins intranasaux offrent deux couches de protection supplémentaires.

«COMME UN +BOOSTER+»

Face au Covid-19, les vaccins actuellement sur le marché protègent fortement contre les cas graves de la maladie, moins contre le risque de transmission.

En vaccinant au niveau du nez, l'idée est de lutter contre le virus mais aussi contre sa propagation. «On a moins de virus qui infecte par la suite les poumons donc moins de formes graves puisque la charge virale est moins élevée, et également moins de risques de transmission à d'autres personnes qu'on pourrait croiser», explique Nathalie Mielcarek.

Mais ces vaccins nasaux restent, pour l'essentiel encore à évaluer chez l'humain même si l'un a été déjà employé aux Etats-Unis contre la grippe saisonnière.

Selon l'OMS, huit vaccins nasaux sont actuellement en cours d'évaluation clinique, c'est-à-dire en test chez l'humain, le plus avancé étant celui développé par un groupe d'universités et en-

treprise chinois. Plusieurs dizaines de vaccins en sont par ailleurs à des stades précliniques.

En France, l'Institut Pasteur associé à la biotech Theravectys a, après l'apparition du Covid-19, rapidement développé un vaccin codant l'antigène Spike, la protéine qui permet au SARS-CoV-2 de pénétrer dans les cellules.

«On a essayé plusieurs voies d'administration et on a noté, dans les essais pré-

cliniques, que quand l'injection se faisait par voie nasale, on avait une éradication complète du virus sur les animaux», relève Laleh Majlessi, directrice de recherche au sein du laboratoire commun.

Autre avantage de cette injection par le nez: elle protège d'une diffusion du virus dans le cerveau. Enfin, elle serait efficace même contre les variants les plus éloignés génétiquement du SARS-CoV 2 (comme le beta, gamma, delta, brésilien, sud-africain...), selon Laleh Majlessi.

Reste que les laboratoires ont besoin de financements pour faire avancer leurs recherches sur ces vaccins. Si dans les pays riches, la majorité de la population a déjà reçu des vaccins de première génération, les chercheurs mettent en avant l'intérêt d'un rappel avec ces injections par voie nasale. «On voit bien que l'immunité induite par les premiers vaccins ne dure pas, on compte proposer le nôtre comme un +booster+», avance Laleh Majlessi. Puisqu'ils permettent de réduire la transmission du virus, «cela pourra permettre un retour à la vie d'avant la pandémie, sans gestes de distanciation sociale, et sans masques», veut même croire Isabelle Dimier-Poisson.

«Quand le virus infecte

Madagascar

Des villages étranglés par la famine

Rien à manger, rien à semer. Dans le sud de Madagascar, sur des dizaines de milliers d'hectares, la campagne est désolée et fébrile. Une sécheresse exceptionnelle, qui a transformé les champs en poussière, condamne plus d'un million de personnes à la faim. La dernière fois qu'il a plu dans le village d'Ifo-taka, c'était en mai. Deux heures et c'est tout. La période de soudure, qui commence en octobre, offre peu d'espoir. Les villages sont abandonnés ou peuplés de paysans hagards qui ne travaillent plus une terre devenue stérile. L'absence de nourriture rend les gens las et leurs cerveaux affamés ont bien du mal à suivre aussi.

«Je me sens malade et stressée. Chaque jour je me demande ce que nous allons bien pouvoir manger», confie à l'AFP Monique Helmine, mère de six enfants qui approche de la cinquantaine, dans le village d'Atoby.

Cette femme menue aux cheveux gris, visage fermé et sourcils froncés, fait bouillir du cactus, après avoir retiré les piquants à la machette, devant sa maison en bois. Un recours coupe-faim courant dans la région, en dépit des maux de ventre qu'il provoque.

Ses trois aînés sont partis chercher du travail ailleurs. Elle s'occupe des plus jeunes. «Je voudrais m'installer dans une région plus fertile pour travailler la terre, mais je n'ai pas d'argent pour partir», dit-elle.

AIDE DÉROBÉE

Arzel Jonarson, 47 ans, sans terre, était employé par des cultivateurs de manioc. Ce grand moustachu n'a plus de travail depuis de longs mois. Il récolte du bois. En une semaine, il gagne péniblement 22 centimes d'euros. Le prix d'un bol de riz.

A Ankilidoga, un couple âgé et leur fille font cuire des herbes sauvages, en ajoutant beaucoup de sel pour atténuer leur amertume. Normalement, ils cultivent maïs, manioc, arachi-



des et patates douces. Cette année, rien.

Un grand réservoir récolte les eaux de pluie dans le village. Personne ne se souvient quand il a été plein pour la dernière fois.

Kazy Zorotane, paysanne de 30 ans, élève aussi ses quatre enfants seule. «Je n'ai reçu aucune aide depuis des mois. La dernière fois, c'était un peu d'argent distribué par le gouvernement en juin». L'équivalent de 22 euros.

Selon plusieurs élus de la commune d'Ifo-taka, les dernières aides de l'Etat, sous forme de riz, d'huile et de haricots, ont largement été détournées par des militaires en août. Et seulement 90 personnes, sur les 500 identifiées, ont reçu cette somme de 22 euros.

Le sud malgache est régulièrement affligé par la famine. Mais la sécheresse subie depuis des mois est la plus grave depuis 40 ans, souligne l'ONU qui l'attribue au réchauffement climatique. Le bilan des morts est impossible à chif-

frer tant d'autres maladies se greffent sur la malnutrition et tant la région affectée est vaste.

PAS DE SÉPULTURE

Dans la queue devant la clinique mobile de Médecins sans frontières, qui se déplace de village en village, les enfants empoignent maladroitement des «plumpy», sachets rectangulaires contenant une pâte alimentaire calorique au goût d'arachide, qu'ils portent à la bouche. Dans la foule qui attend, infirmiers et membres du personnel repèrent les cas les plus urgents, examinés en priorité. Les petits sont pesés dans un seau bleu et la circonférence de leurs bras mesurée. Indicateur précieux pour mesurer les effets débilissants de la malnutrition aiguë.

Zapedisoa, neuf ans, est venu avec sa grand-mère à Befeno. Le petit garçon atone, visage éteint, pèse 20 kg et présente des signes alar-

mants. L'équipe lui donne médicaments et suppléments alimentaires. Satinomepo, toute petite fille aux cheveux ras, a déjà cinq ans. Elle ne pèse que 11 kg. Sévèrement malnutrie, elle s'agrippe au short jaune de son père et pleure: elle a un peu peur des médecins. Les familles repartent avec de la nourriture calculée selon le nombre d'enfants et pour une période de quinze jours. Plus loin, d'autres ONG internationales ou locales, appuyées par le gouvernement, sont aussi à l'oeuvre.

A Fenoaivo, un homme de 45 ans veille sur le corps de son père, mort en juin. «Nous n'avons pas d'argent pour acheter un zébu pour le repas, impossible d'organiser ses funérailles», dit Tsihorogne Monja, près du mort qui repose sous un tissu, dans une cabane à part. «Mon père a eu très faim. Il a mangé trop de cactus et d'écorces de tubercules. C'est ça qui l'a tué, comme s'il avait été empoisonné».

Mexique

Tapachula, ville-prison pour des milliers de migrants



Tapachula est une prison à ciel ouvert. Des milliers de migrants errent dans cette ville du Mexique dans l'espoir de s'en évader pour gagner les Etats-Unis.

Ils sont quelque 40.000 migrants venus d'Amérique centrale et d'Haïti, fuyant pauvreté, violence et catastrophes naturelles, à avoir submergé cette ville frontalière de 350.000 habitants, selon Médecins sans frontières. Mais aujourd'hui, c'est l'impasse. Pour poursuivre leur périple, ils ont besoin d'un permis de séjour, sous peine d'expulsion vers le Guatemala. «Etre ici est horrible. On te boucle et tu ne peux plus repartir», se lamente Fanfant Filmor, un Haïtien de 30 ans arrivé à Tapachula il y a quinze jours, du Brésil, où il a vécu trois ans. Sans papiers, Fanfant ne peut poursuivre son voyage vers les Etats-Unis. Pourtant, il n'est pas prêt à faire demi-tour.

Il a en poche un billet d'autocar pour Monterrey (nord) qu'il n'a pas l'intention de laisser partir sans lui. Puis, il tentera de franchir la frontière nord. Les descentes de policiers et de militaires qui surveillent les entrées et les sorties de Tapachula, se sont multipliées.

«Je ne peux pas rester ici, je n'ai pas de travail ni de papiers, ils ne m'accepteront pas ici», prévient Fanfant. Entre janvier et août, 147.033 sans-papiers ont été placés en détention, soit trois fois plus que sur la même période en 2020, selon les chiffres officiels.

Malgré ces embûches, les arrivées en provenance du Guatemala n'ont pas cessé, surtout depuis l'élection à la Maison Blanche du démocrate Joe Biden.

Tapachula «est la plus grande prison pour migrants des Amériques», dénonce Luis García, du Centre pour la Dignité humaine.

«POUR SUIVRE MA ROUTE»

La place centrale de la ville est bondée de migrants agglutinés sur les trottoirs, cherchant à s'abriter du soleil brûlant, et dans les banques où ils attendent de l'argent envoyé par leurs proches depuis les Etats-Unis. Se tenir à distance pour éviter d'être contaminé au Covid-19 semble le dernier de leur souci.

«Ce que je veux, c'est poursuivre ma route car j'ai une soeur à Miami et une autre aux Pays-Bas, mais si je trouve du travail ici, je resterai», confie à l'AFP Domingue Paul, un Haïtien de 40 ans arrivé il y a un mois du Chili, où il a vécu pendant cinq ans. Après le tremblement de terre de 2010 - 200.000 morts en Haïti - de nombreux Haïtiens avaient été accueillis en Amérique latine. Mais trouver du travail et

renouveler un permis de séjour est devenu compliqué pour des milliers d'entre eux qui aspirent au rêve américain. La Commission mexicaine d'aide aux réfugiés (Comar) «m'a refusé un rendez-vous le 7 octobre. On m'a dit que ce n'est pas possible», se plaint Domingue qui voyage avec sa femme et leurs deux jeunes enfants. Avec l'argent qu'il reçoit de sa soeur, il paie 5.000 pesos par mois de loyer (250 dollars). La Comar est submergée de demandes. Rien que cette année, elle a traité 77.559 permis, dépassant les 70.400 pour l'ensemble de l'année 2019. Sans ce papier, les migrants ne peuvent pas non plus travailler et sont contraints de vivre dans les rues de Tapachula ou de s'entasser dans des hôtels bon marché.

Dans ces établissements, jusqu'à 15 personnes vivent dans une seule chambre. Le centre ville s'est ainsi progressivement transformé en colonie haïtienne où l'on vend nourriture et bibelots et où l'on tresse et coupe les cheveux.

DES BÉBÉS DANS LES BRAS

Avec des bébés dans les bras, certains sont assis dans des coins de portes et sur des bancs. Ici, leur pauvreté ne tranche pas avec celle des Mexicains du Chiapas, l'Etat le plus pauvre du Mexique, avec 1,6 million de personnes en situation d'extrême pauvreté. Mais nombreux sont les locaux qui ont cessé de les traiter avec empathie et les considèrent avec suspicion voire répulsion. Cette migration «nous a affectés au niveau économique, de la santé, de la criminalité, de la toxicomanie, des vols à main armée, des meurtres», fulmine Carmen Mijangos, propriétaire d'un magasin d'alimentation.

A la demande de quelque 7.000 migrants, des ONG exigent du président de gauche Andrés Manuel López Obrador qu'il trouve une solution à cette tragédie. Mais son gouvernement n'a fait que déployer 27.000 soldats aux frontières sud et nord, pour contenir ce flux.

Par crainte de répression ou de détention, certains migrants ne veulent donc pas reprendre la route. «On nous menace de nous caillasser», affirme Norma Villanueva, 28 ans, arrivée deux mois plus tôt du Honduras avec son mari et ses quatre enfants.

Les touristes spatiaux américains ont passé leur première journée en orbite



Les quatre touristes américains de l'espace ont passé leur première journée en orbite dans le vaisseau SpaceX, effectuant des recherches scientifiques et parlant aux patients d'un hôpital pour enfants malades du cancer, après leur décollage de Cap Canaveral la veille.

Les enfants de l'hôpital St Jude ont pu parler à l'équipage de la mission Inspiration4, «leur posant la question que tout le monde se pose: y a-t-il des vaches sur la lune?», a tweeté l'hôpital.

Inspiration4 est la première mission spatiale entièrement composée de citoyens privés à bord.

L'équipage «a fait 5,5 fois le tour de la Terre, effectué la première série de recherches scientifiques et a eu quelques repas» avant d'aller se coucher, a précisé sur Twitter la compagnie fondée par Elon Musk.

Celui-ci a indiqué sur son compte Twitter qu'il avait parlé avec l'équipage et que «tout va bien».

Ils rejoindront maintenant la coupole de la capsule Dragon, un immense dôme en verre installé pour offrir aux passagers une vue à 360 degrés sur le vide spatial et qui remplace le système normalement destiné à s'amarrer à l'ISS.

Le milliardaire Jared Isaacman, l'assistante médicale Hayley Arceneaux, l'ingénieur aéronautique Chris Sembroski et l'enseignante en sciences Sian Proctor tournent en orbite à 590 kilomètres d'altitude. Tous sont des novices de l'espace.

La mission baptisée Inspiration4, qui tourne plus loin que la Station spatiale internationale (environ 400 km d'altitude) est la première à aller aussi loin dans l'espace depuis une mission de réparation du télescope Hubble en 2009.

Elle a pour objectif de lever 200

millions de dollars pour l'hôpital St Jude et d'étudier les effets de l'espace sur cet équipage uniquement composé d'astronautes amateurs.

14 HUMAINS DANS L'ESPACE

Le but ultime est toutefois de prouver que les voyages dans l'espace sont accessibles au plus grand nombre - même s'ils restent pour l'instant réservés aux plus riches - alors que les Etats-Unis et des sociétés privées comme SpaceX ont fait le pari du tourisme spatial.

«Des missions comme Inspiration4 contribuent à faire progresser les vols spatiaux pour permettre à tout un chacun de se rendre en orbite et au-delà», s'est félicité M. Musk dans un tweet.

Avec cette mission, un nouveau record est battu: on compte actuellement 14 humains dans l'espace. Ils étaient 13 dans la Station spatiale internationale (ISS) en 2009.

Ils sont actuellement sept dans l'ISS et trois astronautes chinois à bord du vaisseau Shenzhou-12, qui les ramène chez eux après 90 jours passés dans la station spatiale Tiangong.

La mission SpaceX conclut un été marqué par l'envol de milliardaires au-dessus de l'ultime frontière: d'abord Richard Branson le 11 juillet, à bord du vaisseau de Virgin Galactic, puis quelques jours plus tard Jeff Bezos, avec sa société Blue Origin.

Mais ces deux premiers vols n'avaient offert que quelques minutes d'apesanteur à leur équipage, contre trois jours complets pour les touristes de SpaceX qui doivent amener samedi au large de la côte ouest de Floride.

Espace

Retour sur Terre pour les premiers astronautes de la station chinoise



Nouvelle étape pour l'ambitieux programme spatial de Pékin: trois astronautes sont retournés vendredi sur Terre après trois mois dans la station spatiale chinoise en cours de construction, dont ils étaient les tout premiers occupants.

Suspendue à un parachute à bandes rouges et blanches, leur capsule de retour «s'est posée avec succès» dans le désert de Gobi (Nord-Ouest de la Chine) vers 13H35 (05H35 GMT), selon la télévision publique CCTV.

Les trois hommes avaient décollé mi-juin depuis le centre de lancement de Jiuquan, non loin du lieu où ils ont atterri vendredi. Leur mission, Shenzhou-12, était la plus longue jamais effectuée dans l'espace par des Chinois. C'est une nouvelle étape de l'ambitieux programme spatial de la Chine, qui a déjà posé des sondes sur la Lune, sur Mars et envisage d'envoyer un équipage sur l'astre lunaire d'ici une dizaine d'années.

«La mission Shenzhou-12 a atteint son objectif, qui était d'activer la nouvelle station et de la rendre opérationnelle», déclare à l'AFP Jonathan McDowell, astronome au Centre Harvard-Smithsonian pour l'astrophysique, aux Etats-Unis.

«Cela ouvre la voie à de futures missions régulières dans la station. C'était très important et véritablement primordial de réussir ces débuts», note Chen Lan, analyste du site GoTaikonauts.com, spécialisé dans le programme spatial chinois.

CCTV a diffusé en direct le retour des trois hommes, dont d'impressionnantes images d'une caméra embarquée à bord de la capsule, qui la montraient survoler à vive allure des étendues désertiques couleures ocre.

«EN FORME»

Après l'atterrissage, des véhicules et du personnel spatial en combinaison blanche se sont précipités pour aider les astronautes, qui «sont en forme», a précisé la télévision publique.

Huang Weifen, une haute responsable du programme spatial habité, a indiqué à CCTV que les trois hommes devront désormais subir une quarantaine.

Une précaution prise «non pas en raison du Covid-19» mais parce que «leur immunité a été affaiblie» par leur long séjour dans l'espace, a-t-elle souligné. «Cette mesure est prise pour les protéger.» A bord de Tianhe («Harmonie céleste»), le seul des trois modules de la station spatiale à être déjà dans l'espace, les astronautes Nie Haisheng, Liu Boming et Tang Hongbo avaient de nombreuses tâches à effectuer.

Ils ont réalisé des sorties dans l'espace, des opérations de maintenance ou encore installé du matériel afin de rendre la station opérationnelle.

Nommée en anglais CSS (pour «Chinese Space Station») et en chinois Tiangong («Palais céleste»), la station, une fois totalement assemblée, sera semblable en taille à l'ex-station soviétique Mir (1986-2001). Sa durée de vie sera d'au moins 10 ans. L'ambition chinoise de bâtir une station a été nourrie par le refus américain d'accepter des Chinois dans le programme de la Station spatiale internationale

(ISS), une collaboration entre les Etats-Unis, la Russie, le Canada, l'Europe et le Japon.

NOUVEAU LANCEMENT

Shenzhou-12 était la première mission habitée chinoise depuis près de cinq ans et une question de prestige pour le Parti communiste (PCC), au pouvoir en Chine et qui célèbre cette année son centenaire.

Les Chinois sont-ils pour autant désormais au niveau des Américains?

Si «la Chine est devant l'Europe en termes de vols habités», il y a «encore des écarts» avec les Etats-Unis et ceux-ci «mettront plus d'une décennie, voire davantage, à être comblés», estime Chen Lan.

Il souligne notamment l'avantage des Etats-Unis en matière de technologies ou encore de réduction des coûts, avec l'utilisation désormais de lanceurs réutilisables pour atteindre l'ISS. «Mais la principale avance américaine réside dans l'expérience», note Jonathan McDowell.

«Les astronautes chinois ont par exemple effectué (lors de cette mission) deux sorties dans l'espace. C'est loin des centaines réalisées avec l'ISS. Cette quantité fait la différence.»

La mission Shenzhou-12 constituait le troisième lancement sur les 11 nécessaires à la construction de la station. Le prochain lancement, celui du vaisseau Tianzhou-3, qui transportera uniquement du matériel, aura lieu dans les prochains jours, selon les autorités spatiales. Des sites internet spécialisés tablent sur ce lundi.

France : sauvetage en mer de 91 migrants qui tentaient de gagner l'Angleterre



Quatre-vingt-onze migrants qui tentaient de se rendre en Angleterre sur de petites embarcations, comme plus de 15.000 d'entre eux depuis le début de l'année, ont été secourus et ramenés sur la côte française mercredi, a annoncé les autorités maritimes.

Sur une première embarcation, en difficulté au large Berck, dans le Pas-de-Calais (Nord), se trouvaient 36 migrants, qui ont été secourus par un remorqueur de sauvetage, puis déposés à Boulogne-sur-Mer. Parallèlement, le canot de la société nationale de sauvetage en mer (SNSM) récupérait 22 migrants en mauvaise posture au large de Dunkerque (Nord), avant de les déposer à Calais.

Un autre canot de la SNSM de Calais et

une vedette côtière de surveillance maritime ont ensuite récupéré respectivement 14 et 19 naufragés, toujours au large de Dunkerque. Tous ont été pris en charge par la police aux frontières.

Depuis la fin 2018, les traversées illégales de la Manche par des migrants cherchant à gagner la côte sud de l'Angleterre se multiplient, malgré les mises en garde répétées des autorités qui soulignent le danger lié au trafic très dense et aux forts courants. Elles ont atteint des records cet été, portant à environ 15.400 le nombre de migrants impliqués entre le 1er janvier et le 31 août. Depuis 2018, ces traversées par la mer ont coûté la vie à 11 personnes et fait trois disparus, selon les autorités.

Dans six pays Le COVID-19 empêche près de 77 millions d'enfants d'aller à l'école

Les écoles de près de 77 millions d'élèves dans six pays continuent d'être fermées 18 mois après le début de la pandémie de COVID-19, selon une analyse de données actualisée publiée jeudi par le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF).

Ces six pays sont le Bangladesh, le Koweït, le Panama, les Philippines, l'Arabie saoudite et le Venezuela. Au total, on estime que 131 millions d'élèves dans 11 pays ont manqué plus des trois quarts de leur apprentissage en présentiel depuis le début de la pandémie.

Dans environ 27 % des pays du monde, les écoles sont encore totalement ou partiellement fermées. «Alors que les cours reprennent dans de nombreux pays du monde, des millions d'élèves entament une troisième année scolaire sans avoir mis les pieds dans la salle de classe»,

a affirmé la directrice générale de l'UNICEF, Henrietta Fore, ajoutant : «Les pertes que les élèves subissent du fait de ne pas être à l'école pourraient ne jamais être récupérées.» L'UNICEF a expliqué que les écoles fermées créent une crise de l'ombre au-delà de la perte d'éducation pour les enfants qui manquent les repas scolaires et les vaccinations de routine. Les enfants souffrent également d'isolement social, d'une anxiété accrue et sont exposés à des abus et à la violence.

Les fermetures d'écoles ont conduit certains élèves à abandonner l'école, d'autres à travailler ou à se marier alors qu'ils sont encore enfants, a indiqué l'UNICEF.

Certains parents ont dû quitter leur emploi pour s'occuper des enfants et les aider à apprendre, ce qui a plongé certaines familles dans la pauvreté, aggravant ainsi la crise économique.

Un million d'enfants nigériens vont manquer l'école à cause de l'insécurité



Un million d'enfants nigériens risquent de ne pas pouvoir aller à l'école en raison de la menace de violence, après une série d'enlèvements massifs et d'attaques visant des étudiants cette année, a déclaré l'agence des Nations unies pour l'enfance (Unicef). Plus de 37 millions d'enfants nigériens doivent commencer la nouvelle année scolaire ce mois-ci, mais «cette année, ce moment est volé à environ un million d'enfants nigériens, car l'insécurité menace leur sûreté et leur éducation», a déclaré dans un communiqué le représentant de l'Unicef au Nigeria, Peter Hawkins.

Selon l'Unicef, il y a eu cette année 20 attaques contre des écoles au Nigeria, plus de 1.400 élèves ont été enlevés et 16 sont morts.

Enlevés par des bandes criminelles dans les Etats du nord-ouest et du centre du pays, la plupart ont été libérés après négociation d'une rançon, après des semaines ou des mois de captivité, souvent dans des conditions épouvantables dans des camps ruraux.

Environ 200 sont toujours portés disparus.

«Les familles et les com-

munautés craignent toujours de renvoyer les enfants dans leurs salles de classe en raison de la vague d'attaques d'écoles et d'enlèvements d'élèves», selon l'Unicef.

Les gouvernements de certains Etats ont temporairement fermé des écoles après des enlèvements.

Les Etats du nord-ouest et du centre du pays sont depuis longtemps en proie à la violence entre les communautés d'éleveurs et d'agriculteurs nomades qui se disputent les terres et l'eau. Les attaques se sont intensifiées avec l'émergence de bandes criminelles lourdement armées, connues localement sous le nom de bandits, qui pillent les villages, volent le bétail et kidnappent pour obtenir une rançon. Cette année, ces gangs ont pris pour cible des écoles et des collèges dans le nord-ouest du Nigeria, enlevant les élèves et les emmenant dans des cachettes en forêt pendant qu'ils négocient les paiements. Environ 70 étudiants enlevés il y a près de quinze jours ont été libérés cette semaine dans l'Etat de Zamfara, au nord-ouest du pays, où l'armée a lancé une offensive contre les bandes de ravisseurs.

VILLAS

■Sidi Bel-Abbès, vends villa, t.b située, à côté Consulat, sup 320 m², R+1, gd salon + 6 p + gd hall de 50 m² + hammam + 2 cours + puits + Ch. central + climatisation, avec L. Foncier -Tél : 0770.45.80.11

■Vends maison de maître R+1, RDC 3P + 1C + 1 salon + 1 g hall + garage 2V, 1^{er} étage 2 pces, 1S (à Fernandville, Bir El Djir, 309 m² façade 6,40m - tél : 0661.20.17.15 - 0770.56.56.36

APARTEMENTS

■Vends 3 pièces, cuisine, open, 1^{er} étage, 2 façades idéal pour profession libérale sur boulevard à Bou-djelida. Tlemcen - 0794.21.34.46

■Appartement à vendre F3, 5^e étage, ORAN centre - 0672.71.57.88

■A vendre appartement F3 au Rdc, cité Les Amandiers, Oran, acté et libre de suite - Tél : 0556.92.93.83

■A louer F4 au 1^{er} étage, à 150 m, du café 'Dubai' (Haï Essabah) Oran - Tél : 0661.20.17.15

■A louer appart F2, 2 pces, cuis, garage, 1 seule voiture + gde cour, au 3^e étage, pour couple avec 1 ou 2 enfants max - tél : 0771.22.74.75

LOCAUX

■Ecole située au quartier Les Castors, loue des salles pour des enseignants désireux de donner des cours de soutien à leurs élèves - 0541.86.94.18

■Vends locaux usage industriel, dépôt, chambre froide ou autres activités. Sup 1.836 m² dont 900 m² couverts, HEG EL AMRIA, A. Té-mouchent, accès autoroute, acté + livret foncier Tél : 0772.60.35.30/ 0655.19.23.47

EMPLOIS

■Pharmacie à Sid El Bachir cherche vendeuse expérimentée : appelez le 0550.73.27.74

■Pizzeria à Oran cherche plaquiste et pizzaiolo qualifiés + serveurs et femme de ménage sérieuse - 0550.93.51.49

■Cherche poste de directeur des finances et comptabilité, ds une sté. Je suis hautement qualifié ds le domaine, exp 10 ans, hautement diplômé - 0770.03.31.64

■Importante entreprise de travaux publics recrute un ingénieur travaux publics, avec 10 ans d'exp, un ingénieur en hydraulique avec 05 ans d'exp. Nous contacter email : eurlafaf@gmail.com - Tél : 0658.73.06.43 de 09h00 à 17h00

■Entreprise importante recrute : comptable, commerciale, chauffeur. Diplômée, longue expérience exigée - Envoyez votre CV par email : kadriconstruction@yahoo.fr

■Recrutons retraités CNAS résidant Tlemcen, Médéa, Khenchela, Saïda, Djelfa, Batna - Téléphonnez au 0560.20.27.65

VEHICULES

■Achat véhicules accidentés en panne ou occasions légers et lourds - Tél : 023.24.33.83/ 0550.59.03.60-0771.39.49.82

DIVERS

■Société à Oran met en vente un lot de visserie industrielle + lot de roulements - 0557.68.28.55 -0770.31.33.71

■L'école UniBeauté informe son aimable clientèle de l'ouverture des inscriptions pour la nouvelle année 2021/2022 en massothérapie, esthétique, coiffure (F/H) -Tél : 041.83.41.41 / 0770.00.53.43 - FB UniBeauté-officielle

Cherche jardinier qualifié pour entretien et gardiennage dans une propriété privée

Qualités: Expérience dans le domaine, bonne moralité, résidant à Oran-ville

Veuillez envoyer votre CV sur l'adresse mail suivante :

NORC.ACTIV25@gmail.com

Ou appeler le numéro suivant: **041.38.62.84**

Société implantée à Oran cherche :

■ Une Assistante de Direction ou un assistant de Direction

Conditions :
- Expérience de minimum 10 ans dans le domaine
- Expérience dans le commerce international
- Maîtrise parfaite de l'outil informatique
- Maîtrise parfaite de la langue française (écrite et parlée)
- Salaire attractif
- Ayant le sens de la responsabilité et du travail d'équipe
- Dynamique et sociale
- Résider à Oran
- Disponibilité immédiate

Les candidates répondant aux conditions sont priées d'envoyer leur CV avec photo à l'adresse email suivante :
Pour toutes personnes intéressées, veuillez envoyer vos CV à cette adresse mail : **oran.recrute2021@gmail.com**

La Direction Générale

Entreprise de bâtiment cherche

■ UN CONDUCTEUR DE TRAVAUX BATIMENT

Condition :

- Diplômé dans le domaine
- Expérience exigée
- Salaire attractif
- Ayant le sens de la responsabilité et du travail d'équipe
- Résidant à Oran
- Disponibilité immédiate

Pour toutes personnes intéressées ; veuillez envoyer vos CVs à cette adresse mail : **oran.recrute2021@gmail.com** ou bien nous contacter sur le numéro suivant : **0554.50.70.73**

La direction générale

PENSÉE

Le 18/09/2007, déjà 14 ans que nous a quittés notre très cher père
ADJAL KADARI

Ton absence a laissé un grand vide dans nos cœurs.

Toi qui étais généreux et toujours présent pour les tiens et pour les autres. En ce pénible souvenir, nous demandons à tous ceux qui l'ont côtoyé et connu d'avoir une pieuse pensée en sa mémoire.

Ton épouse, tes enfants et petits-enfants

إنا لله و إنا إليه راجعون



PENSÉE

Cela fait un an (18/09/2020) que
notre cher et regretté père

BESSEDIK MOSTEFA

nous a quittés à jamais, il nous a laissé un grand vide. Tu es toujours vivant dans nos cœurs.

Prière à tous ceux qui l'ont connu d'avoir une pieuse pensée pour lui.

Ta femme, tes enfants
et petits-enfants

PENSÉE



A ma très chère maman et mon très cher fils
La perte d'un être cher est une douleur qu'aucun mot ne pourra jamais exprimer. C'est un poignard dans le cœur, dans les entrailles.
Maman chérie, cher fils, j'avais bien voulu à force d'amour vous empêcher de partir mais le monde est trop lourd. Je sais que vous ne pouvez pas m'entendre ni me voir. Le masque que je porte cache à tous, votre disparition est toujours douloureuse une souffrance indicible.
Nous nous reverrons un jour dans un monde meilleur beau et harmonieux. Que Dieu vous accueille dans Son Vaste Paradis et vous comblera de Sa Miséricorde.
Hadja Hadjira

PENSÉE

SACI
Mohamed

Cela fait 7 ans
(18/09/2014)

depuis que tu es parti pour un monde meilleur, mais tu resteras toujours vivant dans nos cœurs.

Allah yarhmak mon cher père
Ton fils **Mahmoud**
et toute la famille **SACI**



40e jour

Cela fait déjà 40 jours que nous as quittés notre mère et grand-mère
Hadja TEMMAR Ghita
épouse **Taleb**

Triste fût la date du 10/08/2021 qui est gravée dans notre mémoire pour toujours. Sa disparition a laissé, derrière elle, un vide immense que personne ne pourra combler. Ton souvenir nous ébranle, tu étais un être introuvable et exceptionnel avec ton sens élevé du sacrifice, de la sagesse, de la bonté, de la générosité, de la grandeur, de la gentillesse et de la bienveillance.
Tu étais notre soleil, tu resteras gravée dans nos cœurs. Tu nous manques tellement. On t'aimera jusqu'à la fin des temps.
Sa fille **Chafika** et sa petite-fille **Feniel** demandent à tous ceux qui l'ont connue d'avoir une pieuse pensée en sa mémoire.
Que Dieu Le Tout-Puissant l'accueille en son vaste Paradis.



PENSÉE

17 sept 2020 / 17 sept 2021
A la mémoire de ma chère épouse
Mme FERGOUG née NIATI Yamina
Houaria
Ex Agent d'ADM en retraite à l'APC d'Oran
Il y a (1) un an que tu nous as quittés pour un monde meilleur ; ton départ a laissé dans nos cœurs une plaie profonde, une présence qui demeure irremplaçable. On pleure ton absence chaque jour et à chaque occasion ; tu nous manques tellement.
Nous demandons à tous ceux qui l'ont connue et aimée d'avoir une pieuse pensée pour toi.
Les familles **FERGOUG- LARBI-OUALI- HADDOU - BENALI- NIATI** qui pensent à toi.
Repose en paix
* A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournerons *
Ton mari et ta fille **Fatma** qui te pleurent



PENSÉE

A la mémoire de notre chère bien-aimée mère et grand-mère
BENOUALI épouse BOUROKBA
hadja Halima

qui nous a quittés à jamais pour un monde meilleur, le 18 septembre 2019. Ça fait 2 ans.
On demande à tous ceux qui l'ont connue et aimée d'avoir une pieuse pensée à sa mémoire et que Dieu Le Tout-Puissant l'accueille en Son Vaste Paradis.
Tes enfants, tes petits-enfants et toute la famille qui ne t'oublieront jamais.
الله يرحمك يا الأم الحبيبة
إنا لله و إنا إليه راجعون



PENSÉE

CHERGUI Mohamed
Cher papa, cela fait 8 ans, depuis que tu nous as quittés à jamais, tu es parti sans nous apprendre comment vivre sans toi, bien qu'on essaie mais on n'y arrive pas, tes conseils et tes leçons de la vie sont gravés dans notre mémoire, le temps passe assez vite que chaque année, un chiffre s'ajoute à ton absence, mais pour nous comme si c'était hier, la vie est ainsi faite, de joie et de tristesse, de naissance et de mort. On a qu'à dire " A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournerons "
الله يرحمك يا أبي
Tes enfants qui t'aiment énormément



PENSÉE

(3 ans)
18/09/2018
BENEDDINE Lahouari

Papa chéri, 3 ans sont déjà passés sans ta présence, tu nous as laissés un grand vide, tu nous manques beaucoup et tu resteras toujours dans nos pensées et notre cœur. On t'aime cher papa.
Ta femme et tes enfants
Allah Yerahmek



2

10.55 Tout le monde veut prendre sa place
12.00 Journal 13h00
12.20 13h15, le samedi...
13.05 Au bout de l'enquête, la fin du crime parfait ?
15.00 Affaire conclue, tout le monde a quelque chose à vendre
16.00 Affaire conclue : la chasse aux objets
17.05 Tout le monde a son mot à dire
17.40 N'oubliez pas les paroles
18.58 Journal

19.40 The Artist



Présenté par Nagui
Dans ce show musical, présenté par Nagui, en direct, les téléspectateurs et un jury de professionnels choisissent leurs artistes préférés par un système de votes gratuit. C'est ensemble qu'ils déterminent quels nouveaux talents poursuivront l'aventure et quels sont ceux qui la quitteront. Qu'ils soient en solo, en duo ou en groupe, les artistes font découvrir leur univers en proposant leurs versions de célèbres reprises et leurs propres compositions. Au terme de cette aventure, le gagnant se verra offrir la captation de son concert et une spéciale Taratata.

3

10.30 Dans votre région
11.25 12/13 : Journal national
11.55 Les nouveaux nomades
12.30 Samedi d'en rire
14.15 Ma vie d'après
16.15 Trouvez l'intrus
16.55 Questions pour un super champion
18.30 19/20 : Journal national
19.15 Tout le sport
19.25 Cuisine ouverte

20.05 Les mystères des majorettes



Téléfilm policier - France - 2020
Avec Isabelle Vitari, Alexandre Varga, Marie Bunel, Michèle Moretti
Dans un village de Charente-Maritime, le corps de Flavie Dulac, une adolescente capitaine d'une équipe de majorettes, est retrouvé dans une glacière, un bâtiment qui servait jadis au stockage des aliments et appartenant à une riche viticultrice chinoise, Madame Li, installée depuis quinze ans dans la région.

4

09.35 Chien Pourri
10.00 Nawak
10.30 Mike, une vie de chien
10.50 Mick le mini chef
11.00 Annie & Pony
11.45 Luo Bao Bei
12.30 DC Super Hero Girls
13.55 LoliRock
15.05 Cléopâtre dans l'espace
15.50 #LikeMe
17.10 The Artist : les masterclass
19.25 Culturebox l'émission

20.05 Fabrice di Falco, une voix lyrique au-delà des mers



Le sopraniste martiniquais Fabrice di Falco propose une grande fresque musicale et poétique allant de l'opéra à la biguine, en passant par le blues et le jazz. Accompagné de son contrebassiste Julien Leleu, de Jonathan Goyvaert au piano, d'Aurélien Pasquet à la batterie et du flûtiste traditionnel Max Cilla, l'artiste revisite des chefs d'œuvre de la musique universelle avec une sensibilité à fleur de peau...

5

10.35 Les trésors de la Bibliothèque nationale de France
11.35 Au bout c'est la mer
12.35 Les routes de l'impossible
13.30 Destination 2024
13.35 Silence, ça pousse !
15.35 Samedi à tout prix
16.45 C dans l'air
18.00 C l'hebdo
18.59 C l'hebdo la suite
19.25 Une maison, une légende
19.50 Ma maison de A à Z
19.55 Echappées belles
22.55 La p'tite librairie

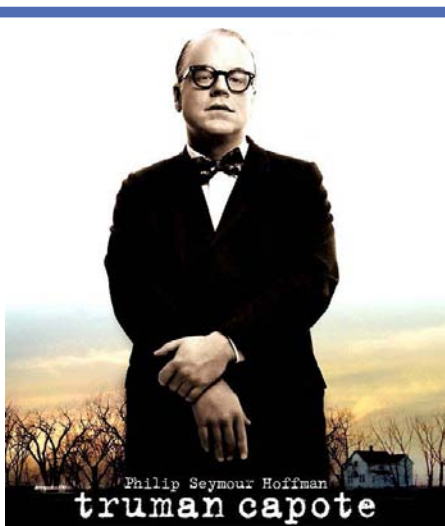
arte

09.20 Abysses : La vie dans les profondeurs extrêmes
10.15 Le Rhin sauvage
11.45 La grande histoire des peuples d'Amérique
15.15 Invitation au voyage
15.55 Pakistan, à la rencontre du peuple kalash
16.40 GEO Reportage
17.15 Faire l'histoire
17.35 Arte reportage
18.45 Arte journal
19.05 28 minutes samedi
19.50 Soldats de Dieu
21.40 La respiration, une savante mécanique

08.35 Opération Fantômes
10.20 C'Cauet Le meilleur
12.10 The Middle
15.30 The Big Bang Theory
20.05 Modern Family

C8

10.00 Direct Auto
11.00 Direct Auto Express
12.25 Le poids des souvenirs
14.00 Un bébé à tout prix
15.50 Samedi reportage
20.05 Roland Magdane : Ses plus grands sketches



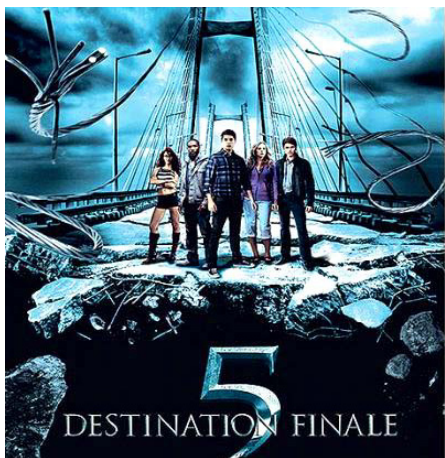
OCS MAX 19.40

TRUMAN CAPOTE

Drame - Etats-Unis - Canada - 2005
Avec Philip Seymour Hoffman, Catherine Keener, Mark Pellegrino
En 1959, Truman Capote, 35 ans, est un écrivain très en vue de la côte Est des Etats-Unis : il brosse le portrait de personnalités pour le magazine «New Yorker» et sa nouvelle «Breakfast at Tiffany's» doit être adaptée au cinéma. Le 16 novembre, il apprend dans le «New York Times» qu'une famille de fermiers a été massacrée à Holcomb, au Kansas.

CINE + FRISSE 19.50

DESTINATION FINALE 5



Film d'horreur - Etats-Unis - Canada - 2011

Avec Nicholas D'Agosto, Emma Bell, Miles Fisher, Ellen Wroe, PJ Byrne
Sam et ses collègues partent en séminaire en car. Alors qu'ils traversent un pont en travaux, Sam a la prémonition que la structure va céder et que beaucoup de gens vont mourir. Paniqué, il fait stopper le véhicule. Quelques minutes plus tard, le pont s'effondre effectivement. Grâce à l'intervention de Sam, ils sont huit survivants. Sam est bientôt contacté par un homme qui lui annonce que la Mort n'en a pas fini avec lui.

CINE + PREMIER 19.50

LA CHUTE DE LA MAISON BLANCHE



Film d'action - Etats-Unis - 2013
Avec Gerard Butler, Aaron Eckhart, Finley Jacobsen, Dylan McDermott
Mike Banning, garde du corps du président des Etats-Unis, n'est pas parvenu à sauver la femme de l'élue au cours d'un accident de la route. Les mois ont passé et Mike, qui reste marqué par l'événement, travaille désormais au département du Trésor. sa morne matinée de travail est bouleversée quand un commando terroriste attaque la Maison-Blanche. Témoin direct des événements, il décide aussitôt d'intervenir.

TÉLÉVISION

TF1

20.05 The Voice All Stars



09.40 Génération Ushuaïa
11.00 Les douze coups de midi
11.55 Météo
12.00 Journal
12.40 Grands reportages
13.50 Reportages découverte
15.10 Les docs du week-end
16.50 50mn Inside
18.50 Petits plats en équilibre
18.55 Météo
19.00 Journal
19.40 Habitions demain
19.50 Quotidien express

Présenté par Nikos Aliagas

Lors de cette nouvelle session d'auditions à l'aveugle, de nouveaux talents se présentent face aux cinq coaches, Florent Pagny, Jenifer, Zazie, Mika et Patrick Fiori. Pour cette saison anniversaire célébrant les 10 ans du programme, les candidats ont été choisis parmi les plus marquants de l'histoire de The Voice, et tentent donc à nouveau leur chance dans l'espoir d'intégrer une des cinq équipes. La règle reste la même : accompagné d'un orchestre live, chacun interprète ainsi une chanson de son choix avec pour objectif de convaincre au moins un des jurés de se retourner.

6

20.05 Dr Harrow



Série dramatique - Australie - Autriche - Etats-Unis - 2021
Saison 3 - Episode 3/10

- Faux-semblant
Avec Ioan Gruffudd, Jolene Anderson, Darren Gilshenan, Damien Garvey
Bien que la situation de son fils le préoccupe, Harrow doit enquêter sur le décès par noyade d'Erin Young. Le cas de cette femme d'une quarantaine d'années qui souffrait une maladie rénale en phase terminale intrigue le médecin légiste. S'est-elle volontairement jetée à l'eau un parpaing attaché aux chevilles ou est-elle une victime ?



18.45 Le 19.45
19.10 Météo
19.25 Scènes de ménages

CANAL+

20.05 Rugby : Top 14



09.56 XV
10.22 Boite Noire
10.56 Le cercle
11.48 Clique
12.56 Open Bar
13.03 Moto GP : Grand Prix de Saint-Marin



14.58 XV
15.50 Rugby : Top 14
17.58 Canal Sports Club
19.09 Canal Rugby Club 1re partie

- ASM Clermont / Rochelais
Pour lancer définitivement leur saison, Camille Lopez et les Clermontois vont essayer de décrocher une victoire probante face aux Rochelais candidats aux six premières places. Pour cela, les "Jaunards" vont devoir livrer un match de haut niveau tactiquement et physiquement pour espérer faire déjouer le solide pack des Maritimes. Finalistes de la coupe d'Europe et du Top 14, Grégory Alldritt et les Rochelais veulent poursuivre leur progression et franchir un nouveau cap en décrochant des titres cette saison.

PLANETE +

10.21 Mon road trip en Nouvelle-Zélande
12.06 Histoires de chats
13.04 Faites entrer l'accusé
14.31 Apprendre à faire du skate en zone de guerre (quand on est une fille)
15.13 Mensonges d'Etats
16.22 Guerrières de l'antiquité
17.17 Les samourais
18.15 Mon aventure en Australie
19.06 American Pickers, la brocante made in U.S.A.
22.18 Hunting Hitler : les dossiers déclassifiés

TFX



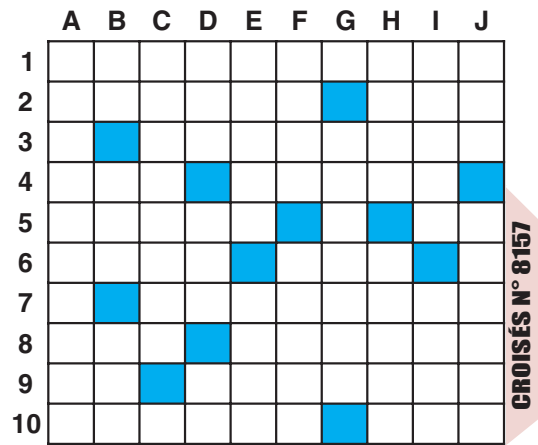
08.25 Nicky Larson
10.30 Familles nombreuses, la vie au soleil
17.00 Familles nombreuses : la vie en XXL
20.05 Chroniques criminelles

W9

10.10 Le hit W9
11.45 Météo
11.50 Les 20 chanteuses préférées des Français



13.20 Florence Foresti & Friends
15.30 Kaamelott
18.30 La petite histoire de France



Horizontalement:

1. Skieuse à la pelle.
2. Chargée. Formel.
3. Vulgaire scie.
4. Charge de canon. Mémoires à la bécane.
5. Relevé. Bout de temps.
6. Bien arrivé. Article.
7. Pièces d'eau.
8. Trou d'un coup ! Nébuleuses s'ils sont nébuleux !
9. Personnel. Cuve.
10. Elle va tout droit devant ! Eprouvés.

Verticalement:

- A. Guide de la marine.
- B. Tributaire de l'Arctique qui joue au golfe ! Sotte pie ! En avant la musique !
- C. Aucune suite ne lui est réservée !
- D. Mise en boule. Col ouvert. Entre en affaires.
- E. Longue. Ça fait un, il y a bien longtemps.
- F. Jeu de construction. Enumération.
- G. Parcourt à grands pas.
- H. Restée sans changement. C'est fort de café !
- I. A raison. Mince alors !
- J. Le temps des glaces. Les couches populaires (les).

C	P	R	B	O	R	C	E	A	U	E	L	I	O	V
O	I	I	A	N	O	N	C	E	N	R	E	T	E	J
T	G	T	T	E	S	O	H	C	A	R	E	R	S	E
O	N	R	R	I	R	R	A	N	M	E	R	O	E	I
N	O	E	A	T	E	E	R	E	O	S	U	P	M	T
E	N	V	N	A	I	U	P	M	R	P	N	O	S	N
T	E	A	S	M	V	O	E	E	E	E	R	R	I	A
I	I	R	I	O	R	N	S	E	C	U	E	N	R	
R	R	I	T	L	E	C	T	C	E	T	O	A	U	A
A	E	O	I	P	P	E	I	L	C	E	T	E	M	G
C	D	E	O	I	E	V	E	S	A	O	R	P	M	U
E	N	S	N	D	R	R	R	N	M	B	U	O	O	E
R	E	S	S	E	L	B	C	I	I	R	O	P	C	T
P	P	A	S	R	E	R	E	F	E	R	P	C	E	S
E	M	M	E	F	E	I	R	E	T	N	A	L	A	G

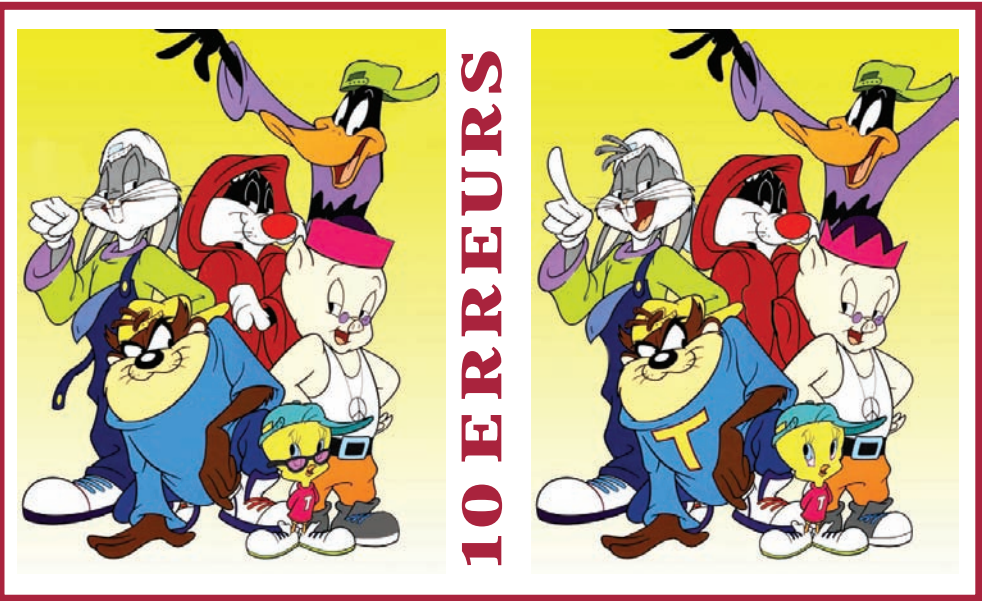
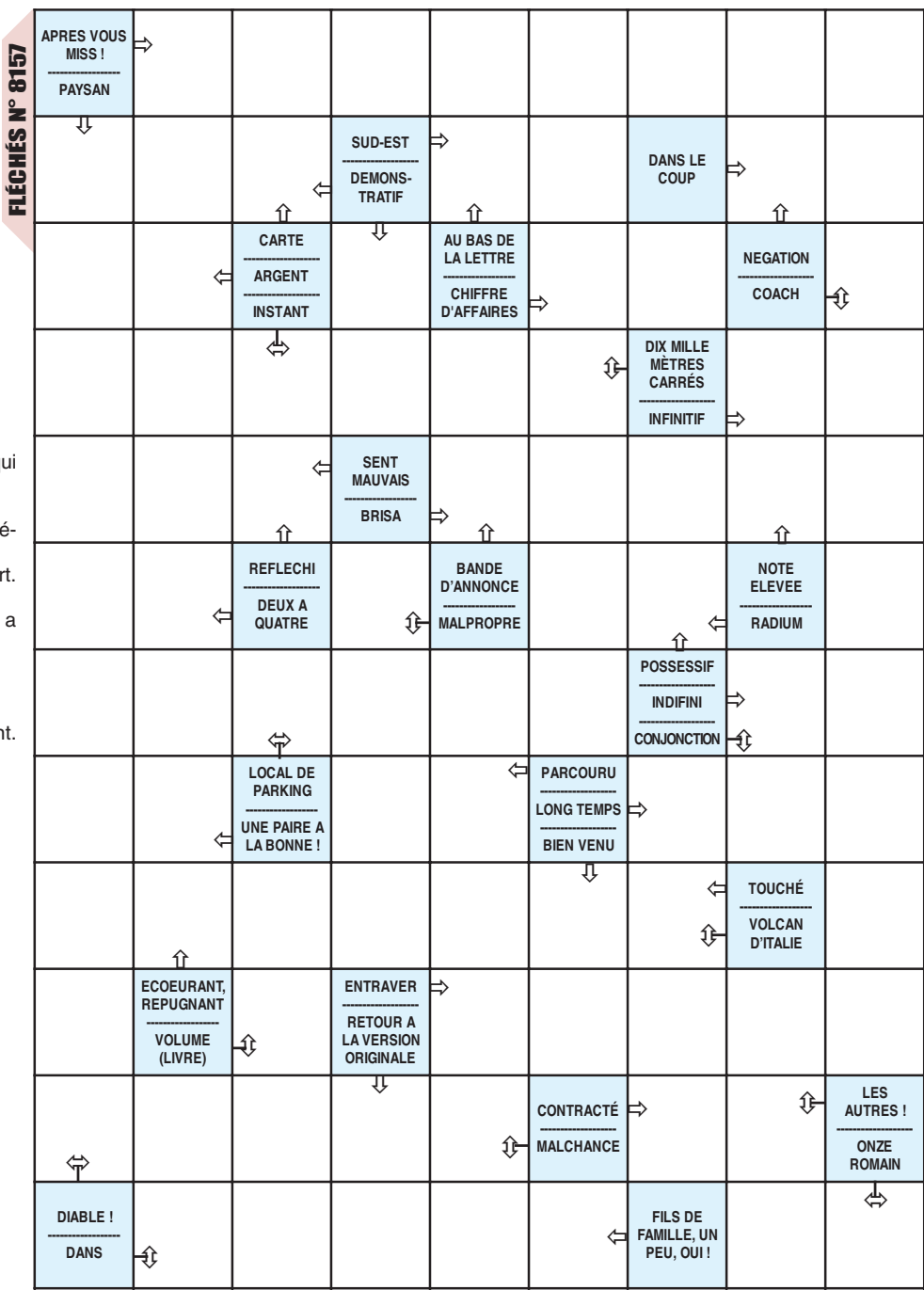
AEROPORT - ANATOMIE - ANCRE - ANON - ASSEoir - AVERTIR - BLESSER - CHARPENTIER - CHOSE - COBALT - COMMUNISME - COTON - COUPE - DIPLOMATIE - ECROUER - EPERVIER - FEMME - FIBRE - GALANterIE - GARANTIE - GUET - JETER - MORCELER - PIGNON - PENDERIE - PRECARITE - PREFERER - PUREE - RESPECT - ROMAN - SCORE - SEMENCE - SERVICE - SEVE - SOUPE - TOURNURE - TRANSITION - VOILE.

Les 7 lettres restantes composent le tout de la charade suivante :
- Mon 1er est un durillon.
- Mon 2e est agréable à voir.
Mon tout est auteur de lettres anonymes.

1	M	A	T											
14														

12	7	4	4	7	10	7	4	5	4
17	9	1	5	9	4			12	2
2	8		11	3		11	4	7	11
3		3	4		15	2	4	9	5
2	12	4	5		5	6		3	
8	4	8	16	5	6	3		5	16
11	9		16	9	3		15	4	7
6		7	8	16	5	2	9		9
5	15		7		16	6	2	12	13
16	6	11	6	2		6		8	
	4	12		10	2	7	10	2	10
1	7		4	9		6	7		5
7	11	4	5	16		12	8	5	14
6	9	5	5		1	5	3	2	14
3	5		14	2	16	16	5		5

Jeux proposés par Chérifa Benghani



LES SOLUTIONS

CROISÉS N°8156

I	N	N	O	V	A	N	T	E	S
N	O	U	E	M	O				G
E	I	D		B	I	N	I	O	U
P	R	I	S	E	E				R
T	E	S	T	A		H	O	T	
E		M	U	T	E		N		A
D	E	P	E	N	S	I	E	R	
T	E		I		F	I	E	R	E
R	O	N	D	E	U	R		E	T
I	N	G	E	N	I	E	U	S	E

SUDOKU N°1156

6	3	9	5	7	1	8	2	4
8	7	2	6	4	3	9	5	1
4	5	1	2	8	9	6	3	7
5	9	6	1	2	8	7	4	3
3	1	4	7	5	6	2	9	8
2	8	7	9	3	4	5	1	6
7	4	5	3	6	2	1	8	9
9	2	3	8	1	7	4	6	5
1	6	8	4	9	5	3	7	2

FOUILLIS N° 8156
LIESSE (Lie - Esse)

CODÉS N° 8156

1	I	2	R	3	P	4	A	5	N	6	S
7	E	8	T	9	U	10	L	11	O	12	D
13	C	14	V	15	M	16	G	17		18	
19	20	21	22	23	24						
25	26										

Bélier 21-03 au 20-04
Vous vous sortez d'une situation inhabituelle que vous connaissez pour l'avoir déjà vécue. Vous retrouvez peu à peu vos points de repère.

Taureau 21-04 au 21-05
Une importante décision sera prise en toute connaissance de cause. Des répercussions positives s'en suivront pour votre entourage et vous aurez la chance de pouvoir profiter tout de suite de ces nouvelles dispositions.

Gémeaux 22-05 au 21-06
Vous aurez la désagréable impression déjà vécue d'une trop longue attente inutile. Vous aurez raison de croire que rien ne se réalise sans peine.

Cancer 22-06 au 22-07
Vous allez devoir discuter ferme pour vous faire entendre de votre partenaire ou d'une connaissance au sujet d'une affaire de cœur. Ne prenez pas de décision à la hâte.

Lion 23-07 au 23-08
Ne vous laissez pas emporter par la colère pour de petits détails sans importance. Une très belle opportunité de chance se présentera à vous pour vous apporter une satisfaction bien méritée.

Vierge 24-08 au 23-09
Vous avez l'occasion inespérée de pouvoir facilement résoudre un problème qui vous préoccupe depuis un certain temps. Il ne faudra pourtant pas faiblir face à l'obstacle car une difficulté imprévue vous retarde dans votre progression.

Balance 24-09 au 23-10
La chance sera tout prêt de vous. Il serait bon d'en profiter pour essayer encore une tentative hardie auprès d'une personne qui paraît vous être favorable. Qui ne tente rien a rien.

Scorpion 24-10 au 22-11
C'est une lourde tâche que de vouloir prendre en charge ceux pour qui on nourrit des sentiments profonds. Faites savoir ce qu'il en est car il est temps de vous libérer de ce genre d'asservissement qui finit par vous peser.

Sagittaire 23-11 au 21-12
Vous aurez une pensée pour quelqu'un que vous pensiez avoir oublié. Vous aurez la certitude qu'un rapprochement est possible et vous allez mettre en œuvre tout ce qu'il faut pour qu'une rencontre ait lieu.

Capricorne 22-12 au 20-01
N'hésitez pas à utiliser votre pouvoir de persuasion pour obtenir ce que vous voulez, même s'il s'agit d'une personne importante.

Verseau 21-01 au 18-02
Il y aurait beaucoup à dire sur un sujet très épineux. Tournez votre langue sept fois dans la bouche avant de prendre la parole.

Poissons 19-02 au 20-03
Faites très attention à certains signes et indices révélateurs toute la semaine. Le moral et la forme physique sont là et vous avez confiance en vous.

		3			5				9
			2			6		7	
8	5	9	7			1	4		
9	2					6			8
					5				1
6				2		9	5	7	
	7					1			
				4			9	2	
3		1	8	7	2				

Nigeria : 16 soldats tués dans une embuscade

Au moins 16 soldats et deux militaires anti-jihadistes ont été tués dans une embuscade attribuée au groupe de l'Etat islamique en Afrique de l'Ouest (Is wap) dans le nord-est du Nigeria, ont indiqué jeudi à l'AFP deux sources militaires. L'attaque qui a eu lieu mercredi est l'une des plus meurtrières menées cette année par Is wap contre les forces armées nigérianes, qui peinent à vaincre une insurrection islamiste ayant fait plus de 40.000 morts en 12 ans. Les jihadistes ont fait exploser des bombes en bord de route avant d'ouvrir le feu au moyen de lance-roquettes sur le convoi militaire qui circulait entre la capitale de l'Etat du Borno et la ville-garnison de Monguno, ont précisé les sources.

«Seize soldats et deux membres de la JTF civile (milice) ont payé le prix suprême dans l'attaque tandis que deux soldats ont été pris en otage par les terroristes», a déclaré un officier militaire. Onze autres soldats ont été blessés dans l'attaque au cours de laquelle plusieurs véhicules militaires ont été détruits, a précisé l'officier sous couvert d'anonymat. Un porte-parole de l'armée n'était pas immédiatement disponible pour réagir. Selon une autre source militaire, qui a fourni le même bilan, les jihadistes ont déclenché sept engins explosifs improvisés (IED) sur la route lors du passage du convoi. L'Is wap a revendiqué l'attaque mercredi, affirmant que ses combattants avaient tué 25 soldats dans une embuscade contre un convoi militaire, selon le site de surveillance des activités jihadistes SITE.

Une enquête met en cause la directrice du FMI

La directrice générale du FMI, Kristalina Georgieva, a fait pression en 2017 pour modifier un rapport de la Banque mondiale, où elle était en poste à l'époque, afin de ménager la Chine, affirme une enquête indépendante commandée par l'institution internationale et rendue publique jeudi. Mme Georgieva s'est dite «en désaccord» avec les conclusions de cette investigation, dont les auteurs ont interrogé plusieurs dizaines d'employés, actuels et anciens, et passé au crible 80.000 documents. Face à ces révélations, la Banque mondiale a annoncé qu'elle arrêterait la publication de son rapport annuel «Doing Business» - c'est celui pour 2018 qui est ici incriminé.

Elle a dit travailler sur une «nouvelle approche pour évaluer le climat des affaires et des investissements». Ce rapport établit un classement des pays au climat le plus favorable à l'activité économique et aux affaires, en fonction de plusieurs paramètres. En 2017, la Chine avait assez peu apprécié sa 78e place dans le rapport «Doing Business» de la Banque. Pour lui éviter de dégringoler encore dans le classement de l'année suivante, et obtenir sa signature dans des négociations sensibles, l'institution basée à Washington a employé les grands moyens, selon une enquête du cabinet d'avocats WilmerHale, mandaté par le comité d'éthique de la Banque mondiale. Il en ressort que des «pressions - directes et indirectes» ont été exercées par de hauts responsables du bureau du président Jim Yong Kim - «vraisemblablement à la demande» de ce dernier - pour modifier le classement de la Chine.

Le Quotidien

D'ORAN
Edition Nationale d'Information

Washington approuve un contrat de maintenance d'armement avec l'Arabie Saoudite



Washington a approuvé un contrat de maintenance de la flotte d'hélicoptères de l'Arabie saoudite, le premier conclu avec le royaume depuis l'arrivée de Joe Biden à la Maison Blanche, a annoncé jeudi le département d'Etat. Ce contrat, dont le montant pourra atteindre 500 millions de dollars, est destiné à assurer la maintenance de la flotte saoudienne d'hélicoptères, notamment les engins d'attaque Apache et Black Hawk, ainsi que de la future flotte d'hélicoptères de transport Chinook, a précisé la di-

plomatie américaine dans un communiqué.

Ce contrat implique l'envoi en Arabie saoudite de deux fonctionnaires américains et de 350 employés de sociétés sous-traitantes pendant deux ans, précise le communiqué.

Le président Biden, qui avait promis avant son élection de faire «payer» les dirigeants saoudiens pour leur responsabilité dans la mort du journaliste Jamal Khashoggi et de les traiter en «parias», a ordonné dès le début de son mandat un réexamen de tous les contrats

d'armement conclus par son prédécesseur Donald Trump avec l'Arabie saoudite.

La semaine dernière, le ministre américain de la Défense Lloyd Austin a annulé à la dernière minute une visite prévue en Arabie saoudite, n'ayant pu rencontrer le prince héritier Mohammed ben Salmane, dit MBS, qui est officiellement le ministre saoudien de la Défense. «MBS» était l'interlocuteur privilégié sous la présidence Trump, mais Joe Biden a fait savoir qu'il communiquerait directement avec le roi Salmane.

La Libye annonce la réouverture de ses frontières avec la Tunisie

La Libye a annoncé jeudi qu'elle allait rouvrir ses frontières avec la Tunisie à compter d'hier, après plus de deux mois de fermeture. «Cette décision est le résultat de la rencontre entre le Premier ministre (libyen) Abdelhamid Dbeibah et le président tunisien Kaïs Saïed en Tunisie il y a quelques jours», a précisé le service de presse du gouvernement libyen dans un communiqué. La rencontre entre les deux hommes «a également débouché sur la formation d'un comité ministériel conjoint chargé d'évaluer la situation sécuritaire et sanitaire, laquelle a finalement pris la décision de rouvrir la frontière», a-t-il ajouté.

Selon Tripoli, les deux parties sont convenues de mettre en œuvre les mesures sécuri-



taires et sanitaires nécessaires pour faciliter la circulation des personnes et des biens entre les deux pays. Début juin, les autorités libyennes avaient fermé ces frontières en raison de l'augmentation du nombre d'in-

fections au nouveau coronavirus. Elles avaient ensuite décidé de les rouvrir en août. Cependant, la Tunisie a maintenu leur fermeture en raison de l'instabilité de la situation pandémique dans les deux pays.

EDITORIAL

Par Abdou BENABBOU

ZOMBIE ET GÉNIE EN MÊME TEMPS

Chinois allaient enseigner au monde une nouvelle définition à une pratique et à un entrisme mondial que l'on ne connaissait pas. Plus large, plus vaste, la recomposition humaine est partout. Dans le geste et la parole. Dans l'habit et la nourriture. Dans les rites et les coutumes.

C'est qu'un autre plus vaste entrisme s'articulait en douceur pour reconfigurer la nature humaine et donner, encore une fois, d'inattendues couleurs à la civilisation pour que l'on ne sache plus qui, de la nature ou de l'homme, bouleverse la réalité et les idées héritées. La mue s'appliquait, parfois, en douceur, souvent dans le drame des guerres

et des conflits pour que l'on se surprenne à observer, dans plusieurs contrées, que des hommes se marient entre eux, désintégrant tous les sens de la généalogie. Jules Vernes doit ricaner au fond de sa tombe pour avoir été pris dans son temps pour un invétéré rêveur et pour un désarticulé baldaquin.

Aujourd'hui la réalité a dépassé le rêve puisque le tourisme a maintenant touché le cosmos et bien pris celui qui pense que c'est la nature qui imprime sa loi. On met un pied sur la Lune pour prouver que les virus, quels qu'ils soient, ne sont pas une pénalité de la nature mais le produit d'un usinage humain pour accélérer la marche du temps.

Avec l'amalgame de son profil de zombie et de génie en même temps, l'être n'en finit pas de courir pour se parer d'un statut divin.

Vaccin obligatoire pour l'assemblée générale de l'ONU, courroux de Moscou



Tous les diplomates participant à l'assemblée générale des Nations unies, cette semaine à New York, devront montrer une preuve de vaccination contre le Covid-19, en vertu des règles en vigueur dans la ville, une obligation qui a suscité la colère de Moscou. Dans une lettre du 9 septembre, la mairie démocrate de New York a fait savoir au président de l'Assemblée générale, Abdallah Shahid, que tous les délégués voulant entrer dans l'enceinte des Nations unies seraient susceptibles de se voir demander une preuve de vaccination. Le commissaire à la Santé de la ville, Dave Chokshi, met en avant le fait que la salle de l'Assemblée générale est «un centre de convention» soumis aux mêmes règles que la plupart des espaces intérieurs d'activité à New York. Le courrier rappelle aussi que le masque est obligatoire dans les transports publics de l'Etat de New York et que la ville encourage «fortement» son port dans tous les espaces intérieurs.

Des diplomates du monde entier sont attendus pour le débat général de cette 76e session de l'Assemblée générale (21-27 septembre), qui se tiendra dans un format hybride avec des réunions physiques et en ligne, alors que, l'année précédente, la session était totalement virtuelle. D'après le courrier de la mairie de New York, les délégués devront aussi «présenter une preuve de vaccination avant de pouvoir manger, boire ou faire de l'exercice dans l'enceinte de l'ONU et pour participer à toutes les activités de divertissement, de restauration et de remise en forme de la ville de New York». Cette obligation a entraîné une réaction courroucée de Moscou. Dans un courrier daté de mercredi et adressé au président de l'Assemblée générale, l'ambassadeur russe auprès des Nations unies, Vassily Nebenzia, s'est dit «très surpris et déçu» qu'Abdulla Shahid ait donné son soutien à une telle mesure, qu'il considère comme «clairement discriminatoire». «Empêcher les délégués de nations indépendantes d'accéder à la salle de l'Assemblée générale ou à d'autres espaces du siège des Nations unies représenterait une violation nette de la charte des Nations unies», ajoute-t-il dans cette lettre.